

Département d'histoire
Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke

Du billet au procès : le crédit et le recouvrement des dettes par Jacques Leber et Charles
de Couagne, marchands de Montréal au XVII^e siècle

Par
Marie-Ève Jetté
Mémoire présenté pour obtenir
La Maîtrise ès arts (Histoire)

Université de Sherbrooke

Août 2015

RÉSUMÉ

Le mémoire porte sur les stratégies de crédit et de recouvrement par deux importants marchands montréalais décédés en 1706, Jacques Leber et Charles de Couagne. Les réseaux de sociabilité des deux marchands démontrent qu'ils ont chacun un réseau propre. Cependant, ces réseaux ne sont pas un élément clé dans les stratégies de crédit et de recouvrement des marchands. Les inventaires après décès ainsi que les actes notariés démontrent que chaque marchand a une méthode qui leur est propre quant à accorder une créance envers un débiteur. Cette différence se retrouve également dans les stratégies judiciaires des deux marchands. Leber a très peu recours à la justice et Couagne l'utilise à répétition. Il faut donc déterminer si les recours plus fréquents de Couagne découlent d'une prise de risque plus grande de sa part en prêtant à des individus plus vulnérables.

REMERCIEMENTS

Je voudrais remercier mon mari qui m'a supportée tout au long de mes études et particulièrement lors de la rédaction. Les nombreux soirs où j'ai travaillé sur mon mémoire ont toujours été acceptés avec le sourire en m'encourageant à persévérer.

Je voudrais également remercier mon directeur qui m'a fourni une aide inestimable dans ce projet. Tout au long de la recherche et de la rédaction, les découvertes et les analyses ont changé les hypothèses du tout au tout. Ce qui nous poussait à revoir tout sous un nouvel angle. Mon directeur, m'a toujours supportée, dit « wow » à plusieurs reprises par les nouvelles portes que j'ouvrais et a toujours été fasciné par le sujet.

ABRÉVIATIONS

Inv. Couagne 1686	Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'Archives de Montréal, CN-601, S2, Greffes de notaires, Antoine Adhémar dit Saint-Martin, Inventaire après décès de la communauté de Charles de Couagne et de ses enfants mineurs, 7 août 1686.
Inv. Leber 1693	Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'Archives de Montréal, CN-601, S17, Greffes de notaires, Bénigne Basset dit Deslauriers, Inventaire après décès de la communauté de Jacques Leber et Jeanne Lemoine, 22 décembre 1693.
Inv. Couagne 1706	Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'Archives de Montréal, CN-601, S2, Greffes de notaires, Antoine Adhémar dit Saint-Martin, Inventaire après décès de la communauté de Charles de Couagne et Marie Godé, 28 août 1706
Inv. Leber 1706	Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'Archives de Montréal, CN-601, S340, Greffes de notaires, Pierre Rimbault, Inventaire après décès de Jacques Leber, 1er décembre 1706.
Adhémar	Groupe de recherche sur Montréal. <i>Adhémar. Bases de données du Groupe de recherche sur Montréal Propriété, bâti et population à Montréal, 1642-1805</i> [en ligne]. Montréal, Centre Canadien d'Architecture, 1996-2008, http://cca.qc.ca/adhemar/ .
BAnQ-CAM	Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'Archives de Montréal
Grenier	GRENIER, Benoît. <i>Brève histoire du régime seigneurial</i> . Montréal, Boréal, 2012, coll. « Regards UdeS », 245 p.
Langlois	LANGLOIS, Michel. <i>Dictionnaire biographique des ancêtres québécois (1608-1700)</i> . Québec, La Maison des Ancêtres/ Les Archives nationales du Québec, 1998-2001, 4 t.
Parchemin	Société de recherche historique Archiv-Histo. <i>Parchemin : banque de données notariales du Québec (1635-1789)</i> . Montréal, Société de recherche historique Archiv-Histo, 1993 -.
PRDH	<i>Programme de recherche en démographie historique de l'Université de Montréal</i> , Généalogie canadienne-française du Québec [en ligne]. Montréal, Université de Montréal, 1999-2006, http://www.genealogie.umontreal.ca/ .

TABLE DES MATIERES

RESUME	ii
LISTE DES TABLEAUX.....	vi
LISTE DES FIGURES	vii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 : DEUX MARCHANDS, LE COMPÉRAGE ET LE CLIENTÉLISME .	17
1.1 Montréal au XVII ^e siècle	17
1.2 Deux marchands montréalais	20
1.2.1 Jacques Leber dit Larose.....	20
1.2.2 Charles de Couagne	22
1.3 Les réseaux de sociabilités	23
1.3.1 Les liens familiaux.....	25
1.3.2 Au-delà du cercle familial.....	28
1.3.3 Des compérages recherchés	33
1.3.4 Une question de voisinage?	37
CHAPITRE 2 : MARCHANDS ET RENTIERS	52
2.1 Les inventaires après décès	53
2.1.1 Les types de créances.....	54
2.1.2 Qui sont ces débiteurs?	55
2.1.3 La résidence des débiteurs	59
2.2 Les créances notariées	64
2.2.1 La profession des débiteurs.....	64
2.2.2 La résidence des débiteurs	66
2.2.3 À qui accorder un prêt?	72
2.3 Des marchands aux profils différents	73
2.3.1 Un marchand rural	73
2.3.2 Un négociant	74
CHAPITRE 3 : L'INSTRUMENTALISATION DE LA JUSTICE.....	78
3.1 Un défendeur, un débiteur	79
3.1.1 La résidence des défendeurs	79
3.1.2 La profession des défendeurs.....	83
3.2 Pourquoi poursuivre	85
3.2.1 Les procès	85
3.2.2 La saisie, une bonne option?	89
3.2.3 Le calendrier des procès.....	93
CONCLUSION.....	98
BIBLIOGRAPHIE.....	102

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 0.1 Portrait des créances accordées par Charles de Couagne selon les sources..	13
Tableau 1.1 Professions des pères d'enfants parrainés par Jacques Leber et Charles de Couagne, 1658-1706	35
Tableau 1.2 Professions des pères d'enfants parrainés par les enfants des marchands, 1668-1706	36
Tableau 1.3 Professions des pères d'enfants parrainés par les épouses des marchands, 1657-1706	37
Tableau 1.4 Lieu de résidence des parents au moment du baptême d'enfants parrainés par Leber et Couagne, 1658-1706.....	45
Tableau 1.5 Lieu de résidence des parents au moment du baptême d'enfants parrainés par les enfants de Leber et Couagne, 1668-1706	45
Tableau 1.6 Lieu de résidence des parents au moment du baptême d'enfants marrainés par les épouses des marchands, 1657-1706	46
Tableau 2.1 Nombre de créances par marchand pour chaque source utiliséeTableau 2.1 :	55
Tableau 2.2 Professions des débiteurs de Jacques Leber et Charles de Couagne provenant des inventaires après décès de 1693 et 1686.....	58
Tableau 2.3 Professions des débiteurs de Jacques Leber et Charles de Couagne provenant des inventaires après décès de 1706.....	59
Tableau 2.4 Professions pratiquées par les débiteurs au moment de la ratification de l'acte notarié envers Jacques Leber ou Charles de Couagne, 1670-1706.....	65
Tableau 3.1 Professions des défendeurs de Jacques Leber et Charles de Couagne provenant des procès où un des deux marchands sont demandeurs de 1665 à 1703	84
Tableau 3.2 Montant demandé par Jacques Leber et Charles de Couagne dans les procès pour dette, 1665-1703	90
Tableau 3.3 Professions des débiteurs dans les procès impliquant une saisie, 1665-1703	91
Tableau 3.4 Fréquence des procès où Jaques Leber et Charles de Couagne sont demandeurs en fonction du juge civil et criminel de Montréal	95

LISTE DES FIGURES

Figure 1.1 Année d'arrivée des pères immigrants ayant choisi Jacques Leber et Charles de Couagne comme parrain, 1635-1700	29
Figure 1.2 Année d'arrivée des pères immigrants ayant choisi les épouses de Jacques Leber et Charles de Couagne comme marraine, 1641-1693	30
Figure 1.3 Année d'arrivée des pères immigrants ayant choisi les enfants de Jacques Leber et Charles de Couagne comme parrain ou marraine, 1635-1695	31
Figure 1.4 Année d'arrivée des pères immigrants ayant choisi des membres des familles de Jacques Leber et Charles de Couagne comme parrain ou marraine, 1635-1700	32
Figure 1.5 Lieux de résidence de Jacques Leber et des familles lui demandant d'être parrain, 1657-1705	38
Figure 1.6 Lieux de résidence de Charles de Couagne et des familles lui demandant d'être parrain, 1678-1706	38
Figure 1.7 Lieux de résidence de Jacques Leber et des familles demandant à ses enfants d'être parrain, 1668-1706	39
Figure 1.8 Lieux de résidence de Charles de Couagne et des familles demandant à ses enfants d'être parrain, 1696-1704	40
Figure 1.9 Lieux de résidence de Jacques Leber et des familles demandant à Jeanne Lemoine d'être marraine, 1657-1680	41
Figure 1.10 Lieux de résidence de Charles de Couagne et des familles demandant à Marie Godé d'être marraine, 1685-1706	41
Figure 1.11 Lieux de résidence de Jacques Leber et des familles demandant d'être parrain à un membre de la famille Leber, 1657-1705	42
Figure 1.12 Lieux de résidence de Charles de Couagne et des familles demandant d'être parrain à un membre de la famille Couagne, 1678-1706	43
Figure 1.13 Origine géographique des pères d'enfants parrainés par Jacques Leber et Charles de Couagne	48
Figure 1.14 Origine géographique des pères d'enfants marrainés par les épouses des marchands	49
Figure 1.15 Origine géographique des pères d'enfants parrainés par les enfants des marchands	50
Figure 2.1 Seigneuries de la région de Montréal où résident les débiteurs de Charles de Couagne selon l'inventaire après décès de 1686	60
Figure 2.2 Seigneuries de la région de Montréal où résident les débiteurs de Charles de Couagne selon l'inventaire après décès de 1706	61
Figure 2.3 Seigneuries de la région de Montréal où résident les débiteurs de	62
Figure 2.4 Seigneuries de la région de Montréal où résident les débiteurs de Jacques Leber selon l'inventaire après décès de 1706	63

Figure 2.5 Résidence de Jacques Leber et de ces débiteurs au moment de la ratification de l'obligation, 1671-1706.....	67
Figure 2.6 Résidence de Charles de Couagne et de ces débiteurs au moment de la ratification de l'obligation, 1676-1706	67
Figure 2.7 Seigneuries de la région de Montréal où résident les débiteurs de Charles de Couagne au moment de la ratification de l'obligation.....	68
Figure 2.8 Seigneuries de la région de Montréal où résident les débiteurs de Jacques Leber au moment de la ratification de l'obligation.....	69
Figure 2.9 Seigneuries de la région de Trois-Rivières où résident les débiteurs de Charles de Couagne au moment de la ratification de l'obligation	70
Figure 2.10 Seigneuries de la région de Québec où résident les débiteurs de	71
Figure 3.1 Résidence de Charles de Couagne et des défendeurs provenant des procès pour dette où il est le demandeur de 1682 à 1703	80
Figure 3.2 Résidence de Jacques Leber et des défendeurs provenant des procès pour dette où il est le demandeur de 1665 à 1703.....	81
Figure 3.3 Résidence des défendeurs de Charles de Couagne provenant des procès pour dette où il est le demandeur de 1665 à 1703	83
Figure 3.4 Répartition des procès de Jacques Leber et Charles de Couagne où les deux marchands sont demandeurs de 1665 à 1703.....	94

INTRODUCTION

Instrument associé à l'émergence du capitalisme marchand, le crédit devient un rouage incontournable en Nouvelle-France, colonie où la balance commerciale et les comptes publics sont, dans l'ensemble, déficitaires. Il en découle une pénurie chronique de numéraire et le recours à divers instruments pour y pallier, dont le plus célèbre est la monnaie de carte. Cette monnaie de papier ne suffit pas à corriger tous les problèmes de l'économie coloniale. La colonie doit notamment composer avec les cycles saisonniers d'une économie fondée sur les pêches, l'agriculture et la traite des fourrures. Le commerce repose ainsi sur le crédit dans une cascade d'avances de fonds qui relie le marchand importateur au simple paysan en passant par un ou plusieurs intermédiaires¹.

Le crédit est devenu un thème récurrent de l'histoire économique et sociale du Canada sous le régime français et sous le régime britannique, notamment des années 1970 aux années 1990. En plus d'étudier les instruments commerciaux à court, moyen ou long terme, l'historiographie présente la dette comme un mécanisme de pouvoir que les marchands peuvent utiliser contre les paysans, un thème que l'on retrouve chez Louise Dechêne², Allan Greer³, Louis Michel⁴ ou Sylvie Dépatie⁵ et même dans des études sur la justice⁶. Les chercheurs ont étudié l'endettement paysan et le crédit entre marchands,

¹ Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle : essai*, Montréal, Boréal, 1988, 532 p.

² *Ibid.*

³ Allan Greer, *Habitants, marchands et seigneurs : la société rurale du bas Richelieu, 1740-1840*, Québec, Septentrion, 2000, 356 p.

⁴ Louis Michel, « Un marchand rural en Nouvelle-France : François-Augustin Bailly de Messein, 1709-1771 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33, n° 2 (sept. 1979), p. 215-262.

⁵ Sylvie Dépatie, « Commerce et crédit à l'île Jésus, 1734-75. Le rôle des marchands ruraux dans l'économie des campagnes montréalaises », *The Canadian Historical Review*, vol. 84, n° 2 (juin 2003), p. 147-176.

⁶ John Alexander Dickinson, *Justice et justiciables : la procédure civile à la Prévôté de Québec, 1667-1759*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1982, 289 p.

mais ils se sont peu intéressés au processus de recouvrement lui-même, bien que plusieurs études fassent référence aux poursuites légales et à la saisie comme moyens ultimes de recouvrer son dû. Dans le cadre de ce mémoire, nous analyserons les créances accordées par deux marchands montréalais, Jacques Leber et Charles de Couagne. Nous tenterons de répondre à une double problématique : comment la stratégie de prêt nous renseigne-t-elle sur le profil du marchand et comment le marchand-créancier utilise-t-il la justice dans le processus de recouvrement. Les hypothèses qui ont été retenus, sont présentées à la fin du bilan historiographique.

Avant de faire le bilan de l'historiographie sur le sujet, certains concepts au cœur de ce mémoire méritent d'être définis. Nous privilégierons les définitions tirées de dictionnaires de l'ère moderne, leurs définitions se rapprochant de celles de l'époque étudiée. La dette est, il va sans dire, une « Somme d'argent que l'on doit⁷ ». Plusieurs des dettes décrites dans ce mémoire sont encourues lorsque le marchand accepte de « faire crédit », soit « Donner des marchandises, des denrées, sans en exiger le paiement que dans un certain temps⁸ ». Il existe plusieurs formes de crédit, soit le crédit formel qui est une dette officialisée devant le notaire⁹, et le crédit informel, qui est par définition « totalement absent¹⁰ » des archives puisqu'il s'agit de dette fait sous seing privé. Les dettes formelles comprennent l'obligation qui est un « Acte public par lequel on s'oblige

⁷ *Dictionnaire de l'Académie française*, 1^{ère} édition, Paris, 1694, dans *Dictionnaires d'autrefois* [site Web], American and French Research on the Treasury of the French Language (ARTFL), Université de Chicago, consulté le 23 décembre 2014, <http://artflsrv02.uchicago.edu/cgi-bin/dicos/pubdicollook.pl?strippedhw=dette&dicoid=ACAD1694>.

⁸ *Dictionnaire de l'Académie française*, 1694, consulté le 23 décembre 2014, <http://artflsrv02.uchicago.edu/cgi-bin/dicos/pubdicollook.pl?strippedhw=crédit&dicoid=ACAD1694>.

⁹ Gérard Béaur, *Pratiques du crédit informel. Les «billets» chartrains (Beauce, France, 1735-1760)*, Conférence, p. 2.

¹⁰ *Ibid.*, p. 4.

pardevant Notaire de payer certaine somme¹¹ » ainsi que la rente constituée qui « est [une somme] deu annuellement à cause d'une somme d'argent alienée par contract de constitution¹² ». Le crédit informel existe sous diverse forme. Parmi ceux-ci, il y a le billet qui est un « Écrit ou promesse, par laquelle on s'oblige de payer, ou de faire payer une certaine somme¹³ » ainsi que le compte qui est « Le calcul & la supputation de ce qu'on a mis ou qu'on a receu, ou de tous les deux¹⁴ ».

Lorsqu'une dette est créée, il faut nécessairement recouvrir cette somme. Le recouvrement signifie « La perception des deniers qui sont dûs, & les diligences qui se font pour cela¹⁵ ». Il arrive que le créancier soit dans l'obligation de poursuivre le débiteur et de demander une saisie pour obtenir un « Acte par lequel on saisit les biens meubles ou immeubles d'un débiteur¹⁶ ».

Lorsqu'une dette est créée, il faut inévitablement la rembourser au créancier. La méthode la plus simple est le débiteur qui remet la somme due lorsque l'échéance

¹¹ *Dictionnaire de l'Académie française*, 1694, consulté le 5 janvier 2015, <http://artflsrv02.uchicago.edu/cgi-bin/dicos/pubdico1look.pl?strippedhw=obligation&headword=&docyear=ALL&dicoid=ALL#ACAD1694>

¹² *Dictionnaire de l'Académie française*, 1694, consulté le 5 janvier 2015, <http://artflsrv02.uchicago.edu/cgi-bin/dicos/pubdico1look.pl?strippedhw=rente+&headword=&docyear=ALL&dicoid=ALL>

¹³ *Dictionnaire de l'Académie française*, 4e édition, Paris, 1762, dans *Dictionnaires d'autrefois* [site Web], American and French Research on the Treasury of the French Language (ARTFL), Université de Chicago, consulté le 5 janvier 2015, <http://artflsrv02.uchicago.edu/cgi-bin/dicos/pubdico1look.pl?strippedhw=billet&headword=&docyear=ALL&dicoid=ALL>

¹⁴ *Dictionnaire de l'Académie française*, 1694, consulté le 5 janvier 2015, <http://artflsrv02.uchicago.edu/cgi-bin/dicos/pubdico1look.pl?strippedhw=compte&headword=&docyear=ALL&dicoid=ALL>

¹⁵ *Dictionnaire de l'Académie française*, 1694, consulté le 5 janvier 2015, <http://artflsrv02.uchicago.edu/cgi-bin/dicos/pubdico1look.pl?strippedhw=recouvrement&headword=&docyear=ALL&dicoid=ALL>

¹⁶ *Dictionnaire de l'Académie française*, 1694, consulté le 5 janvier 2015, <http://artflsrv02.uchicago.edu/cgi-bin/dicos/pubdico1look.pl?strippedhw=saisie&headword=&docyear=ALL&dicoid=ALL>

convenue arrive à terme. Cependant, c'est loin d'être la majorité des cas¹⁷. Bien évidemment, un créancier peut choisir la patience, tout en veillant à ce que la dette ne tombe pas dans l'oubli. Si le débiteur n'a toujours pas remboursé une dette informelle, le créancier peut l'officialiser devant un notaire que ce soit par une obligation qui est une échéance à court terme ou une constitution de rente qui est à long terme¹⁸. Un autre choix est d'avoir recours à la justice, et ce, à n'importe quel moment. La reconnaissance par le débiteur ou le jugement de la cour formalise aussi la dette et des intérêts sont alors ajoutés à la somme due, et ce jusqu'au paiement complet. Que la dette soit formelle ou informelle, un jugement sert aussi à forcer la main du débiteur récalcitrant, la saisie devenant le recours ultime du créancier pour se faire rembourser, en tout ou en partie. Le recours à la justice permet également d'éviter « la libération d'une dette par la prescription, c'est-à-dire, Quand le créancier néglige pendant un certain temps d'en demander le payement¹⁹ ».

Chaque marchand décide des moyens utilisés pour recouvrer une dette, son approche pouvant être passive ou agressive. Nous avons donc choisi d'étudier deux marchands dont les pratiques suggèrent des stratégies différentes : les deux marchands étudiés, Jacques Leber dit Larose et Charles de Couagne, sont morts en 1706 et sont alors les deux plus importants marchands de Montréal. Leurs fortunes sont comparables, mais les similitudes et les différences de leurs pratiques du crédit les rendent très intéressants pour l'étude que nous proposons. Ils n'accordent pas du crédit aux mêmes types individus et n'emploient pas la même méthode pour accorder un prêt et pour récupérer ces sommes.

¹⁷ Louis Michel, « Un marchand rural en Nouvelle-France », *op. cit.*, p. 253.

¹⁸ *Ibid.*, p. 225-226.

¹⁹ *Dictionnaire de l'Académie française*, 1762, consulté le 3 juillet 2015, <http://artflsrv02.uchicago.edu/cgi-bin/dicos/pubdicolook.pl?strippedhw=prescription&headword=&docyear=ALL&dicoid=ALL>

Jacques Leber emploie peu la justice et Charles de Couagne semble être un plaideur acharné.

Bilan historiographique

Montréal au XVII^e siècle a fait l'objet de nombreuses études. L'ouvrage de référence, paru en 1974, demeure *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle*²⁰. Inspiré par l'École des Annales, Louise Dechêne dresse un portrait complet des structures socio-économiques dans une colonie en formation.

La commémoration du 350^e anniversaire de la fondation de Montréal en 1992 a été l'occasion de renouveler les recherches. L'ouvrage *Pour le Christ et le Roi*²¹, fait une large place aux pionniers de la ville, dont Jacques Leber. À la même époque, des chercheurs se sont penchés sur le cadre physique de la ville. L'ouvrage dirigé par Phyllis Lambert et Alan M. Stewart nous éclaire quant aux phénomènes qui influencent l'espace dans la ville, notamment l'émergence du rôle d'entrepôt que jouera Montréal, tant pour la guerre que pour le commerce²².

Mario Lalancette et Stewart ont ensuite analysé la formation du parcellaire urbain de Montréal au XVII^e siècle²³, relevant l'importance des marchands de fourrures dans la ville, ayant réussi à accaparer de nombreux emplacements le long de la rue Saint-Paul.

²⁰ Louise Dechêne, *Habitants et marchands*, op. cit., p. 128.

²¹ Yves Landry, dir., *Pour le Christ et le roi : la vie au temps des premiers Montréalais*, Montréal, Libre Expression, 1992, 320 p.

²² Phyllis Lambert et Alan Stewart, dir., *Montréal, ville fortifiée au XVIII^e siècle*, Montréal, Centre Canadien d'Architecture, 1992, 93 p.

²³ Mario Lalancette et Alan M. Stewart, « De la ville-comptoir à la ville fortifiée : évolution de la forme urbaine de Montréal au XVII^e siècle », dans Sylvie Dépatie, et al., éd., *Habitants et marchands, vingt ans après : lectures de l'histoire des XVII^e et XVIII^e siècles canadiens*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1998, p. 254-293.

En plus du cadre économique, social, politique et spatial, il faut aussi tenir compte des réseaux sociaux présents dans la ville et qui sont basés sur le clientélisme²⁴. Cette étude d'histoire sociale du politique démontre les diverses méthodes utilisées pour exercer le pouvoir dans la ville et comment certains individus, dont les marchands étudiés, s'inscrivent dans cette cascade du pouvoir. Les Sulpiciens, seigneurs de l'île de Montréal, jouent un rôle important dans cette structure²⁵. Leurs relations étroites avec Jacques Leber a certainement favorisé l'ascension sociale et commerciale de ce dernier.

La traite des fourrures est un élément économique majeur de la colonie, mais il est incontournable dans le cas de Montréal. Nombreux sont les marchands qui s'installent à Montréal pour y faire le commerce de fourrures. À l'instar des autres marchands de la ville, ils financent les voyageurs de traite vers l'intérieur du continent, devenant par le fait même créanciers de ces expéditions²⁶. Pour mieux comprendre l'impact de ces changements dans la ville, on revient à *Habitants et marchands de Montréal*²⁷, dans lequel Dechêne démontre le rôle des marchands dans ce commerce au XVII^e siècle à travers le crédit et dans l'organisation du commerce.

Thomas Wien²⁸ présente une période charnière dans l'évolution de ce commerce de 1645 à 1670, période pendant laquelle Leber établit les bases de ses activités. Wien démontre comment le commerce de fourrures a délaissé la foire de Montréal pour se

²⁴ Léon Robichaud, *Les réseaux d'influences à Montréal au XVII^e siècle : structure et exercice du pouvoir en milieu colonial*, Thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal, 2008, 358 p.

²⁵ Dominique Deslandes, John A. Dickinson et Ollivier Hubert, dir., *Les Sulpiciens de Montréal : une histoire de pouvoir et de discrétion, 1657-2007*, Montréal, Fides, 2007, 670 p.

²⁶ Pour une synthèse des structures générales de la traite voir les planches 37, 38 et 39 de R. Cole Harris et Louise Dechêne, dir., *Atlas historique du Canada. Vol. I : Des Origines à 1800*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987.

²⁷ Louise Dechêne, *Habitants et marchands*, op. cit., p. 140-150.

²⁸ Thomas Wien, « Le Pérou éphémère : termes d'échange et éclatement du commerce franco-amérindien, 1645-1670 », dans Sylvie Dépatie, et al., ed., *Habitants et marchands, vingt ans après*, op. cit., p. 160-188.

tourner davantage vers l'intérieur du continent ce qui implique de nouvelles stratégies pour les marchands, dont le recours au crédit pour financer les voyages de traite²⁹.

Ce commerce s'inscrit dans une économie coloniale plus large. Dale Miquelon³⁰ et Kathryn A. Young³¹ ont présenté les différents types de marchands³², ce qui nous permettra de mieux situer Leber et Couagne parmi les marchands de la colonie. Participant à l'économie mercantiliste de l'Atlantique français, ils sont aussi liés aux marchands français, incluant ceux de Saint-Malo, étudiés par André Lespagnol³³.

À l'échelle régionale le crédit est un rouage incontournable de l'économie rurale dès le XVII^e siècle. À cette époque, les paysans empruntent toujours aux marchands montréalais³⁴ que ce soit à l'île Jésus³⁵ ou à La Prairie³⁶. Les deux marchands étudiés font d'ailleurs partie des créanciers de ces paysans.

Au cours du XVIII^e siècle, les marchands s'installent dans les villages afin de desservir une économie agricole en développement³⁷. Louis Michel s'est penché sur les

²⁹ Pour connaître l'implication des marchands dans la traite au XVIII^e siècle voir Gratien Allaire, « Officiers et marchands : les sociétés de commerce de fourrures, 1715-1760 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, n° 3 (1987), p. 409-428 et François Gagnon, *Marchands voyageurs et équipiers de Montréal, 1715-1755*, Mémoire de maîtrise, Montréal, Université de Montréal, 1995, 129 p.

³⁰ Dale Miquelon, *The Merchant in the History of the "First Canada"*, dans Sylvie Dépatie et al., *Habitants et marchands, vingt ans après, op. cit.*, p. 52-68 et Dale Miquelon, « Havy and Lefbvre of Québec : A Case Study of Metropolitan Participation in Canadian Trade, 1730-60 », *The Canadian Historical Review*, vol. 66, n° 1 (mars 1975), p. 1-24.

³¹ Kathryn A. Young, *Kin, commerce, community : merchants in the Port of Quebec, 1717-1745*, New York, P. Lang, 1995, 220 p.

³² Pour un bilan complet de cette histoire voir celui réalisé par Louis Michel : Louis Michel, *L'économie et la société rurale dans la vallée du Saint-Laurent aux XVII^e et XVIII^e siècles : bilan historiographique*, dans Sylvie Dépatie et al., *Habitants et marchands, vingt ans après, op. cit.*, p. 69-89.

³³ André Lespagnol, *Messieurs de Saint-Malo : Une élite négociante au temps de Louis XIV*, Saint-Malo, Édition l'Ancre de Marine, 1990, 867p.

³⁴ Sylvie Dépatie, « Commerce et crédit à l'île Jésus », *op. cit.*, p. 147.

³⁵ *Ibid.*, p. 147-176.

³⁶ Louis Lavallée, *La Prairie en Nouvelle-France, 1647-1760 : étude d'histoire sociale*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1992, 301 p.

³⁷ Sylvie Dépatie, « Commerce et crédit à l'île Jésus », *op. cit.*, p. 147.

activités des marchands dans les paroisses rurales de Varennes et de Verchères³⁸ s'intéressant notamment aux clientèles de marchands en comparant le profil des débiteurs en fonction des marchands étudiés. Dans une étude ciblée sur les obligations accordées par la communauté marchande de l'Assomption, Lise Saint-Georges a établi une relation entre les prêts effectués et la conjoncture économique³⁹. Des études consacrées à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle présentent l'évolution des relations entre paysans et les marchands qui s'installent à la campagne, ce qui nous permettra de mieux situer les stratégies des marchands du présent mémoire⁴⁰.

Personnages mineurs de l'histoire de la Nouvelle-France, Leber et Couagne sont mentionnés dans diverses études, mais n'ont pas été l'objet de biographies complètes. Dans le cas de Jacques Leber, on doit se rabattre sur une ancienne étude de la famille Leber⁴¹ et sur la biographie rédigée par Yves F. Zoltvany pour le *Dictionnaire biographique du Canada*⁴².

Les informations concernant Charles de Couagne sont encore plus rares. Claude de Bonnault a consacré un article à la famille dans *Le Bulletin des Recherches*

³⁸ Louis Michel, « Un marchand rural en Nouvelle-France », *op. cit.*, p. 215-262; Louis Michel, « Endettement et société rurale dans la région de Montréal au dix-huitième siècle. Premières approches et éléments de réflexion », dans François Lebrun et Normand Séguin, dir., *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVII^e -XX^e siècles*. Trois-Rivières / Rennes, Centre de recherche en études québécoises, UQTR / Presses universitaires de Rennes 2, 1987, p. 171-181; Louis Michel, « Le livre de compte (1784-1792) de Gaspard Massue, marchand à Varennes », *Histoire Sociale*, vol. 13, n° 26 (nov. 1980), p. 369-398.

³⁹ Lise Saint-Georges, « Commerce, crédit et transactions foncières : pratiques de la communauté marchande du bourg de l'Assomption, 1748-1791 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 39, n° 3 (1986), p. 323-343.

⁴⁰ Allan Greer, *Habitants, marchands et seigneurs : la société rurale du bas Richelieu, 1740-1840*, Québec, Septentrion, 2000, 356 p.

⁴¹ « La famille Leber », *Le Bulletin des Recherches Historiques*, vol. 37, n° 10 (1931), p. 627-629.

⁴² Yves F. Zoltvany, « Leber, Jacques », *Dictionnaire Biographique du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1966, vol. 2, p. 389-391.

*Historiques*⁴³. Tout en mettant l'accent sur les descendants de Couagne dans la colonie, il s'intéresse à son origine en France ainsi qu'à ses ancêtres. Dans la notice rédigée par Cameron Nish pour le *Dictionnaire biographique du Canada*⁴⁴, l'accent porte sur son arrivée dans la colonie, sur sa carrière de marchand, et sur sa famille. Comme nous le verrons, l'hypothèse de Nish concernant une retraite des affaires dans les années précédant sa mort est confirmée par une transition vers le crédit compte-tenu de ses fréquentes comparutions devant les tribunaux à la même époque. En observant les inventaires après décès de 1686 et 1706, on y observe un marchand en fin de carrière puisque l'inventaire de 1686 montre un magasin qui représente 24,9 % de ses avoirs tandis que pour celui de 1706, les marchandises ne représentent que 0,05 %⁴⁵.

Nous proposons que les stratégies de prêt reflètent la position du marchand dans l'économie et le niveau de risque qu'il est prêt à supporter. Les liens entretenus socialement n'ont aucun impact quant à l'attribution de créances. Nous avons constaté que contrairement à l'image du marchand qui traîne des paysans en cour afin d'accaparer des terres⁴⁶, l'assignation de paysans devant le tribunal vise en fait à formaliser le crédit accordé de manière informelle. Les saisies sont plutôt utilisées à l'encontre des marchands voyageurs, les débiteurs les plus à risque dans l'économie montréalaise.

⁴³ Claude de Bonnault, « Les Coigne du Berry en Canada », *Le Bulletin des Recherches Historiques*, vol. 46, n° 9 (sept. 1940), p. 276-284.

⁴⁴ Cameron Nish, « Couagne, Charles de », *Dictionnaire Biographique du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1966, vol. 2, p. 160.

⁴⁵ Louise Dechêne, *Habitants et marchands*, op. cit., p. 204-205.

⁴⁶ Allan Greer, *Habitants, marchands et seigneurs : la société rurale du bas Richelieu, 1740-1840*, Québec, Septentrion, 2000, p. 229-230.

Sources et méthodologie

Cette étude s'appuie sur plusieurs types de sources qui permettent de mieux comprendre les réseaux sociaux des marchands, les créances accordées et leur recouvrement au cours du long XVII^e siècle⁴⁷. Cette étude se situe au XVII^e siècle, mais s'étend jusqu'à l'année 1706, qui marque la mort des deux marchands.

Afin de mieux comprendre le rôle des liens sociaux et économiques, nous nous sommes inspirés de l'analyse de réseaux, une méthodologie développée en sociologie⁴⁸. Cette démarche repose principalement sur l'étude des relations que l'on peut observer à partir des actes d'état civil, plus spécifiquement les registres des baptêmes que nous avons consulté grâce au *Programme de Recherche en Démographie Historique* (PRDH)⁴⁹. Cette source nous donne accès à la création d'une parenté spirituelle à travers le compérage, mais elle ne dévoile pas tout. Le plus grand défi de l'analyse historique des réseaux est que nous ne disposons que d'un éventail limité de relations⁵⁰. D'autres types de relations existent sans qu'elles soient révélées par les sources. La présente démarche vise simplement à étudier les liens familiaux et sociaux afin d'évaluer s'ils ont ou non une influence sur les liens de crédit.

À Montréal, pour la période étudiée, les actes de baptême identifient l'ensemble des personnes présentes, dont le parrain et la marraine. Mais ils sont moins uniformes en

⁴⁷ L'ensemble des noms présent dans ce mémoire ont été uniformisés à l'aide de René Jetté, *Dictionnaire généalogique des familles du Québec : des origines à 1730*, Montréal, G. Morin, 2003 (1983), 1176 p.

⁴⁸ Michel Forsé, « Les réseaux de sociabilité : un état des lieux », *Année sociologique*, vol. 41, n° 3 (1991), p. 250.

⁴⁹ Programme de recherche en démographie historique de l'Université de Montréal (PRDH), Généalogie canadienne-française du Québec [en ligne], Montréal, Université de Montréal, 1999-2006, <http://www.genealogie.umontreal.ca/>.

⁵⁰ Claire Lemercier, « Analyse de réseaux et histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 52, n° 2 (2005), p. 96.

ce qui a trait à la résidence, la profession ainsi que l'origine géographique dans la colonie et la métropole. Pour résoudre ce problème, les instruments de recherche du PRDH et de *Parchemin : banque de données notariales du Québec (1635/1789)* (Parchemin) permettent de compléter nos données. Nous nous intéresserons également à l'année d'arrivée dans la colonie pour comprendre la formation de certains réseaux sociaux. Lorsque le PRDH ne fournit pas cette information, il a été possible de combler les lacunes à l'aide du *Dictionnaire biographique des ancêtres québécois*⁵¹ et le *Dictionnaire généalogique des familles du Québec*⁵². Les résultats de notre analyse ont été intégrées au logiciel VennMaker afin de représenter l'étendue de leurs réseaux sociaux, des recoupements et des oppositions. L'utilisation du logiciel s'inscrit dans notre cheminement en informatique appliquée à l'histoire.

La deuxième étape consiste à dresser le portrait du crédit accordé par les deux marchands. Les actes notariés, plus spécifiquement les inventaires après décès des deux hommes, les obligations qu'ils ont accordées, et les rentes qu'ils ont constituées seront mis à profit.

Un inventaire après décès « est une description des biens d'un individu ou de sa communauté à la suite d'un décès⁵³. » Dans ce document, on retrouve l'énumération des biens immeubles, meubles ainsi que l'actif et le passif du défunt. Ce qui permet d'obtenir un aperçu des prêts accordés par le marchand. Cette étape permet d'évaluer, à la fin de leurs carrières respectives, l'étendue de leurs activités de prêt. L'avantage des inventaires

⁵¹ Michel Langlois, *Dictionnaire biographique des ancêtres québécois (1608-1700)*, Québec, La Maison des Ancêtres / Les Archives nationales du Québec, 1998, 4 t.

⁵² René Jetté, *Dictionnaire généalogique des familles du Québec : des origines à 1730*, Montréal, G. Morin, 2003 (1983), 1176 p.

⁵³ Yvan Morin, « La représentativité de l'inventaire après décès : l'étude d'un cas : Québec au début du XIX^e siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 34, n° 4 (mars 1981), p. 516.

est qu'ils ne contiennent pas seulement les dettes formelles passées devant notaire, mais également l'ensemble des dettes informelles qui sont faites sous seing privé et qui n'ont pas été remboursées lors de l'inventaire. Cependant, les inventaires ne dressent pas un portrait global, puisque ce sont les dettes qui ne sont pas remboursées à un moment précis, la mort, qui y sont inscrites⁵⁴. Pour chacun des marchands, il existe deux inventaires après décès : le premier à la mort de leur conjointe⁵⁵ et le second à la leur⁵⁶. Ainsi, notre démarche ne permet pas de rendre compte de créances non-notariées et remboursées avant la confection de ces inventaires.

Par la suite, nous avons eu recours à la banque de données Parchemin pour relever les créances notariées, soit les obligations et les rentes constituées. Une obligation est un engagement passé devant le notaire. Le débiteur s'engage à rembourser la valeur au créancier sur une échéance relativement brève. Dans certains cas, l'obligation vient consolider le crédit porté aux livres de comptes, dans d'autres cas, il s'agit d'une nouvelle créance⁵⁷. Les rentes constituées sont un autre instrument de crédit par lequel le créancier prête une somme au débiteur à long terme, laquelle est remboursée par une rente annuelle qui équivaut généralement à un intérêt de 5 % de la somme prêtée⁵⁸. Ces documents ne

⁵⁴ Louis Michel, « Endettement et société rurale », *op. cit.*, p. 177-178.

⁵⁵ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'Archives de Montréal (BAnQ-CAM), CN-601,S2, Greffes de notaires, Antoine Adhémar dit Saint-Martin, Inventaire après décès de la communauté de Charles de Couagne et de ses enfants mineurs, 7 août 1686; BAnQ-CAM, CN-601,S17, Greffes de notaires, Bénigne Basset dit Deslauriers, Inventaire après décès de la communauté de Jacques Leber et Jeanne Lemoine, 22 décembre 1693.

⁵⁶ BAnQ-CAM, CN-601,S340, Greffes de notaires, Pierre Raimbault, Inventaire après décès de la communauté de Jacques Leber, 1er décembre 1706; BAnQ-CAM, CN-601,S2, Greffes de notaires, Antoine Adhémar dit Saint-Martin, Inventaire après décès de la communauté de Charles de Couagne et Marie Godé, 28 août 1706.

⁵⁷ Louis Michel, « Un marchand rural en Nouvelle-France », *op. cit.*, p. 225-227.

⁵⁸ *Ibid.*

représentent pas l'ensemble du crédit accordé par les marchands, bien qu'elles donnent un aperçu des fluctuations dans le temps.

Au cours de nos recherches, nous avons constaté que cette liste de rentes constituées et d'obligations est incomplète. En observant l'index au nom⁵⁹ du registre des procès et les inventaires après décès, il est possible d'en ajouter plusieurs autres. Le tableau ci-dessous permet de comparer l'apport des différentes sources pour établir le profil des dettes accordées par Charles de Couagne.

Tableau 0.1 Portrait des créances accordées par Charles de Couagne selon les sources

Sources	Obligations	Rentes
Actes notariés	470	63
Inventaire après décès 1686	6	-
Inventaire après décès 1706	188	51
Index aux noms	52	8
Totales créances	716	122
Totales créances uniques	544	83

Sources : Parchemin, Inv. Couagne 1686, Inv. Couagne 1706, Index aux noms

Étant donné que 178 obligations et 39 rentes apparaissent dans plus d'une source, on dénombre 83 rentes et 544 obligations uniques passées par Charles de Couagne. Chaque type de source a permis de retracer des obligations ou des rentes qui n'ont pas été mentionnées ailleurs. Sans être exhaustif, ce dépouillement permettra tout de même de bien saisir les stratégies de prêt et de recouvrement des marchands.

Pour chaque dette, nous avons tenté de déterminer le métier et la résidence du débiteur. Lorsque les sources sont incomplètes, il est nécessaire de compléter l'information à partir de différentes bases de données. *Adhémar. Bases de données du*

⁵⁹ Tous les procès sont inscrits dans un index comprenant, le nom du demandeur et du défendeur ainsi que l'emplacement du procès. Pour chaque procès, il existe également une fiche qui indique en plus l'objet du procès et la sentence donnée.

*Groupe de recherche sur Montréal Propriété, bâti et population à Montréal*⁶⁰ (Adhémar) permet d'obtenir l'occupation ainsi que la résidence précise à Montréal. Cependant, ces renseignements sont disponibles seulement lorsqu'il a été possible de localiser les individus dans la ville à un moment précis par l'achat d'une propriété ou d'une location. Pour les personnes résidant à l'extérieur de Montréal nous retournerons à la base de données Parchemin. Le métier ainsi que le lieu de résidence y sont fréquemment mentionnés dans divers actes notariés. Nous avons tenté d'obtenir les informations le plus près du moment de la créance afin d'éviter que nos données soient faussées par la mobilité professionnelle ou résidentielle⁶¹. Les listes complètes des familles parrainées, des dettes et des procédures sont disponibles sur le web à l'adresse suivante : <http://histoire.espaceweb.usherbrooke.ca/vitrine/leber-couagne/index.html>

Afin d'observer les stratégies judiciaires de recouvrement, nous analyserons les archives des tribunaux de première instance devant lesquels les marchands pouvaient se présenter : le Bailliage de Montréal (1666-1693) et la Juridiction royale de Montréal (1693-1760). L'index aux noms permet de retracer les procès où sont impliqués les deux marchands en tant que demandeurs dans les registres. Cependant, cette liste n'est pas absolue puisqu'en comparant cette liste avec un échantillon du registre, il a été possible de trouver un certain nombre de procès qui n'ont pas été indexés. Le taux d'erreur demeure toutefois assez faible et le recours aux index permet d'avoir une vue d'ensemble sans qu'il soit nécessaire de dépouiller l'ensemble des registres.

⁶⁰Groupe de recherche sur Montréal, *Adhémar. Bases de données du Groupe de recherche sur Montréal Propriété, bâti et population à Montréal, 1642-1805* [en ligne], Montréal, Centre Canadien d'Architecture, 1996-2008, <http://cca.qc.ca/adhemar/>.

⁶¹ Un écart de deux ans de la date a été le maximum pour obtenir les renseignements.

Pour les causes impliquant chacun des créanciers, nous avons souhaité mieux connaître le débiteur, ce que nous avons fait en cherchant à établir le métier et la résidence du défendeur comme il a été fait précédemment avec les dettes.

Un aspect fondamental de la dette est son montant, ce qui nous permet de comparer les sommes prêtées selon le marchand ou le type de débiteur. Il sera aussi pertinent de tenir compte de la nature de la dette. Cette information n'est toutefois pas toujours inscrite dans les sources comme l'a constaté John Alexander Dickinson⁶². Dans le registre d'audience, les pièces qui justifient la dette ne sont pas décrites avec suffisamment de détail pour établir l'utilisation des sommes prêtées et elles ne sont pas déposées au greffe lors d'une affaire jugée sommairement. Habituellement, ce sont seulement les montants dus qui sont mentionnés sans en identifier l'origine⁶³.

Le quatrième élément concerne l'analyse des procédures de recouvrement. Lorsque la déposition des parties est présente, cela permet de voir si le marchand a déjà formalisé le processus que ce soit par une obligation ou une simple demande au débiteur. Il peut y avoir un troisième choix, celui d'un procès entamé sans autre démarche au préalable. Tous ces éléments font en sorte que chaque cause est décortiquée pour comprendre le débiteur, le créancier, le prêt et la démarche. Nous avons porté une attention particulière aux obligations afin d'évaluer si un type de dette ou de créateur risque plus de faire l'objet d'une poursuite au civil.

La structure de ce mémoire reprend notre démarche historiographique et méthodologique. Après avoir présenté le contexte montréalais et les marchands à l'étude,

⁶² John Alexander Dickinson, *Justice et justiciables*, op. cit., p. 121.

⁶³ *Ibid.*, p. 129.

le premier chapitre est consacré à l'analyse des réseaux de ces deux personnages. Les stratégies de crédit informel et formel, observés à partir des inventaires après décès et les actes notariés sont l'objet du deuxième chapitre. Le recours aux tribunaux est au cœur du troisième chapitre, lequel nous permet de découvrir la diversité des stratégies de recouvrement qui s'offre aux créanciers.

CHAPITRE 1 : DEUX MARCHANDS, LE COMPÉRAGE ET LE CLIENTÉLISME

La gestion du crédit est lié à un contexte particulier, lequel définit le cadre à l'intérieur duquel les marchands doivent fonctionner. Le premier chapitre présente d'abord le contexte de la Nouvelle-France et plus spécifiquement celui de Montréal au XVII^e siècle afin de mieux comprendre le milieu économique dans lequel se déroulent leurs activités marchandes. Nous présenterons ensuite la carrière des deux marchands étudiés afin de mieux connaître ces personnages. Enfin, nous explorerons le réseau de parrainage de chacun des deux marchands. Cette dernière étape permet, entre autres, de comprendre quelle est leur place dans la société et le cercle de relations qu'ils ont développé.

1.1 Montréal au XVII^e siècle

Charles de Couagne et Jacques Leber ont mené leurs carrières dans une ville de commerce des fourrures entourée d'un hinterland agricole en expansion. Ce cadre influence les besoins financiers des nobles, des autres marchands et des habitants et détermine ainsi les occasions qu'ont ces deux marchands de prêter de l'argent ou d'avancer du crédit.

Montréal est fondée en 1642 lorsqu'une cinquantaine de personnes engagées par la Société de Notre-Dame arrivent sur l'île pour établir le fort Ville-Marie, aux origines de la ville de Montréal. Bien que cette ville soit fondée dans un but religieux, très tôt le

commerce devient un élément central de l'économie¹. La croissance économique de la ville peut s'expliquer par le fait que Montréal est située au carrefour de plusieurs cours d'eau : le fleuve Saint-Laurent, la rivière des Outaouais et la rivière Richelieu. Située à la limite de la navigation, Montréal projette des axes de circulation vers les Grands Lacs ainsi que vers le lac Champlain et New York².

La traite des fourrures à Montréal au XVII^e siècle est divisée en deux phases. Pendant la première, les Amérindiens viennent à Montréal et apportent des fourrures qui sont échangées pendant la foire qui a lieu chaque été sur la commune. Ce secteur, où on établira plus tard la place du Marché devient, par le fait même, un lieu prisé. En effet, la proximité de la foire augmente l'attrait et la valeur des lots situés près de cet emplacement sur la rue Saint-Paul³. D'ailleurs, les marchands s'installent surtout dans la basse-ville près de ce lieu stratégique⁴. Parmi ceux-ci se retrouve Jacques Leber, qui dispose d'un des emplacements les mieux situés. L'arrivée tardive de Charles de Couagne limite peut-être son accès au secteur le plus favorable, mais il réussit à acquérir, par remembrement de parcelles, un grand lot à proximité des armuriers, dont les services sont nécessaires pour réparer les fusils des Amérindiens⁵.

¹ Mario Lalancette et Alan M. Stewart, « De la ville-comptoir à la ville fortifiée : évolution de la forme urbaine de Montréal au XVII^e siècle », dans Sylvie Dépatie, et al., éd., *Habitants et marchands, vingt ans après : lectures de l'histoire des XVII^e et XVIII^e siècles canadiens*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1998, p. 262.

² Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle : essai*, Montréal, Boréal, 1988, p. 127-128.

³ Mario Lalancette et Alan M. Stewart, « De la ville-comptoir à la ville fortifiée », *op. cit.*, p. 265, 269, 273.

⁴ André Lachance, *Vivre à la ville en Nouvelle-France*, Québec, Libre Expression, 2004, p. 21.

⁵ Parmi les voisins de Couagne, on retrouve les armuriers Pierre Gadois, René Fezeret et Simon Guillory.

Dans la seconde phase, la traite des fourrures se tourne davantage vers l'intérieur du continent. Les Français vont vers les Amérindiens⁶ ce qui entraîne le déclin progressif de la foire⁷. Afin de financer les voyages de traite vers l'intérieur, les principaux marchands deviennent des équipeurs en avançant les marchandises nécessaires au voyage. Ce n'est qu'au retour des voyageurs que les marchands se font rembourser en fourrures. Le crédit devient donc un élément majeur pour financer ces aventures⁸.

L'économie montréalaise repose aussi sur le développement de l'agriculture, Montréal étant entourée de terres fertiles. Les paysans ont besoin de crédit pour financer les premières années de leur installation dans la région puisque le seigneur, sauf pour de rares colonisateurs, n'assume pas ces frais⁹. Ils ont également recours au crédit pour acheter des produits importés, pour assurer leur survie après une mauvaise récolte ou pour acheter une terre déjà défrichée¹⁰. Les paysans aussi sont vulnérables pendant les premières années suivant le mariage et lorsque les enfants quittent le foyer familial. Ceci correspond aux périodes où la main-d'œuvre est la plus faible¹¹ et plusieurs ont recours au marchand pour obtenir du crédit¹².

Un dernier facteur renforce le rôle du marchand comme créancier, soit la pénurie chronique de numéraire dans la colonie. Pour obtenir ce crédit, il faut donc se tourner

⁶ Thomas Wien, « Le Pérou éphémère : termes d'échange et éclatement du commerce franco-amérindien, 1645-1670 », dans Sylvie Dépatie, et al., ed., *Habitants et marchands, vingt ans après, op. cit.*, p. 161-162.

⁷ R. Cole Harris et Louise Dechêne, dir., *Atlas historique du Canada. Vol. I : Des Origines à 1800*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987, planche 38.

⁸ Louise Dechêne, *Habitants et marchands, op. cit.*, p. 190-192.

⁹ Sylvie Dépatie, « La seigneurie de l'Île-Jésus au XVIII^e siècle », dans Sylvie Dépatie, Mario Lalancette et Christian Dessureault, *Contributions à l'étude du régime seigneurial canadien*, Montréal, Hurtubise, 1987, p. 84.

¹⁰ Louise Dechêne, *Habitants et marchands, op. cit.*, p. 195-196.

¹¹ Louis Lavallée, *La Prairie en Nouvelle-France, 1647-1760 : étude d'histoire sociale*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1992, p. 251.

¹² *Ibid.*, p. 260.

vers les villes, puisque les marchands ne s'installent dans les campagnes que plus tard au XVIII^e siècle¹³. Jacques Leber et Charles de Couagne font partie de ces marchands urbains qui s'insèrent dans la chaîne de crédit de l'économie coloniale.

Les marchands ont donc différentes occasions de prêter de l'argent : lors de la foire qui a lieu à Montréal, pour financer des voyages de traite, ou pour participer au développement de l'économie agricole. La présence d'officiers civils et militaires sont d'autres occasions d'avancer des fonds à des agents du pouvoir dont les revenus ne sont pas toujours à la hauteur de leur train de vie.

1.2 Deux marchands montréalais

Le contexte du XVII^e siècle à Montréal a particulièrement été favorable pour les deux marchands. Bien que ces deux hommes aient des points en commun, ils ont un parcours bien distinct l'un de l'autre.

1.2.1 *Jacques Leber dit Larose*

Jacques Leber provient de Notre-Dame de Pitre du diocèse de Rouen. Il est arrivé dans la colonie en 1649 à l'âge de 19 ans et il demeure à Montréal à partir de 1657¹⁴. En 1658, il se marie à Jeanne Lemoine la sœur d'un jeune marchand qui connaît bien les langues amérindiennes : Charles Lemoine. L'association entre les deux hommes leur sera favorable puisqu'ils deviendront les principaux marchands de la ville. Leber possède un magasin à Montréal et est très actif dans le commerce. Il ne se limite pas seulement à la traite des fourrures. Il s'implique également dans le commerce de la pêche et s'aventure

¹³ Sylvie Dépatie, « Commerce et crédit à l'île Jésus, 1734-75. Le rôle des marchands ruraux dans l'économie des campagnes montréalaises », *The Canadian Historical Review*, vol. 84, n° 2 (juin 2003), p. 147.

¹⁴ Michel Langlois, *Dictionnaire biographique des ancêtres québécois (1608-1700)*, tome 1, Québec, La Maison des Ancêtres/ Les Archives nationales du Québec, 1998, p. 157.

même dans le commerce avec les Antilles¹⁵. À sa mort en 1706, sa fortune est établie à 154 709 livres une fois les dettes retirées¹⁶.

Contrairement à d'autres anciens habitants de Montréal dont l'influence baisse suite à l'arrivée de militaires et de marchands mieux nés ou mieux branchés, Leber et Lemoine, réussissent à maintenir leur prestige, malgré des relations parfois tendues avec les dirigeants de la ville ou de la colonie¹⁷. Leber est incontournable lorsqu'on doit obtenir l'opinion des principaux habitants, que ce soit pour l'alignement des ruelles et l'attribution des places pour la traite lors de la foire, la traite de l'eau-de-vie avec les Amérindiens ou la taxation des peaux de castors¹⁸.

Propriétaire du tiers de la seigneurie de l'île Saint-Paul avec Claude Robutel sieur de Saint-André et Jean Lavigne, de l'entièreté du fief de Senneville sur le lac des Deux Montagnes¹⁹ ainsi que de la moitié de la seigneurie de Châteauguay avec Charles Lemoine²⁰, Leber a acquis du prestige en combattant contre les Iroquois à plusieurs reprises. Il a fait construire un moulin de pierre sur l'île de Montréal près de la rivière des Outaouais dans le but d'offrir un endroit sûr dans la possibilité d'une attaque par les Iroquois²¹. Ses états de service ne lui ayant pas permis d'être anobli (alors que son beau-frère Lemoine est anobli dès 1668), Leber achète des lettres de noblesse en 1696²². Ses bonnes relations avec les Sulpiciens dépassent les privilèges fonciers évoqués plus haut.

¹⁵ Yves F. Zoltvany, « Le Ber, Jacques », *Dictionnaire Biographique du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1966, vol. 2, p. 389-390.

¹⁶ Louise Dechêne, *Habitants et marchands*, *op. cit.*, p. 204-205.

¹⁷ Léon Robichaud, *Les réseaux d'influence à Montréal au XVII^e siècle : structure et exercice du pouvoir en milieu colonial*, Thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal, 2008, p. 61.

¹⁸ Yves F. Zoltvany, « Le Ber, Jacques », *op. cit.*, p. 390.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ Michel Langlois, *Dictionnaire biographique*, *op. cit.*, tome 1, p. 157-158.

²¹ Yves F. Zoltvany, « Le Ber, Jacques », *op. cit.*, p. 390.

²² Lorraine Gadoury, *La noblesse de Nouvelle-France : familles et alliances*, La Salle, Hurtubise, 1991, p. 36.

La piété familiale est reconnue dans la ville et un nombre important de prêtres du Séminaire sont présents à sa cérémonie funèbre²³. Ainsi, à sa mort, Jacques Leber a acquis une influence dans la ville que peu d'hommes peuvent revendiquer²⁴.

1.2.2 *Charles de Couagne*

Il n'est pas possible de déterminer l'année exacte de l'arrivée de Charles de Couagne en Nouvelle-France. Il provient de Clion de l'archevêché de Bourges. Certains suggèrent qu'il arrive avec Frontenac en 1672, à l'âge de 21 ans²⁵, mais aucun document ne confirme sa présence dans la colonie avant 1676²⁶. Il commence sa carrière dans la colonie en tant que maître d'hôtel du gouverneur. Graduellement, il participe au commerce et, en 1680, il se marie à la fille d'un marchand de la ville, Anne Mars. L'année suivante, il quitte Québec pour s'installer à Montréal avec son épouse. Celle-ci étant décédée quelques années plus tard²⁷, il se remarie en 1685 avec Marie Godé, la fille d'un charpentier de la ville et un de ses premiers habitants, assurant mieux son intégration au milieu montréalais²⁸.

Tout comme Leber, Couagne ne se limite pas seulement à la traite des fourrures : il fait également de l'investissement foncier, notamment dans la région de La Prairie, Sorel, l'île Dupas, l'île Sainte-Hélène, Repentigny et Montréal. Il achète également en

²³ PRDH, Généalogie canadienne-française du Québec [en ligne], Montréal, Université de Montréal, 1999-2006, <http://www.genealogie.umontreal.ca/>.

²⁴ Yves F. Zoltvany, « Le Ber, Jacques », *op. cit.*, p. 390.

²⁵ Claude de Bonnault, « Les Coigne du Berry en Canada », *op. cit.*, p. 276.

²⁶ Société de recherche historique Archiv-Histo. *Parchemin*, *op. cit.*, Basset dit Deslauriers, B., 06 novembre 1676.

²⁷ Claude de Bonnault, « Les Coigne du Berry en Canada », *Le Bulletin des Recherches Historiques*, vol. 46, n° 9 (sept. 1940), p. 278.

²⁸ Cameron Nish, « Couagne, Charles de », *Dictionnaire Biographique du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1966, vol. 2, p. 160.

1699 la seigneurie de Lachenaie à Charles Aubert sieur de LaChesnaye²⁹. Ces activités font en sorte qu'il lègue des avoirs de 170 800 livres lorsqu'il s'éteint en août 1706³⁰.

Bien qu'ils soient de générations différentes, les deux marchands étudiés s'éteignent la même année avec des fortunes presque équivalentes, la différence étant de moins de 20 000 livres. Malgré tout, chacun a mené une carrière différente qui les a liés à des réseaux sociaux compétiteurs.

1.3 Les réseaux de sociabilités

La sociabilité, objet d'étude important en France, est peu étudiée au Québec, le mémoire de Valérie d'Amour³¹ ainsi que l'ouvrage issue du doctorat de Benoît Grenier³² étant des rares exceptions. L'analyse de réseaux permet d'élaborer davantage la notion de sociabilité. Il s'agit d'un outil qui permet d'étudier « les relations entre unités d'observation³³. » Ainsi, ce n'est pas seulement l'individu qui est étudié, mais également les liens qui existent entre les membres de la société. Dans ce cas-ci, nous mettrons l'accent sur le parrainage, une pratique religieuse qui permet d'observer certaines relations sociales.

Cette étude de la sociabilité se limite à Montréal au cours du long XVII^e siècle, de 1657 à 1706, soit de l'arrivée de Leber à Montréal jusqu'à la mort des deux marchands. Nous avons relevé les cas de parrainage par Leber et Couagne ainsi que ceux de leurs

²⁹ Michel Langlois, *Dictionnaire biographique, op. cit.*, tome 1, p. 467.

³⁰ Louise Dechêne, *Habitants et marchands, op. cit.*, p. 204-205.

³¹ Valérie D'Amour, *Les réseaux de sociabilité des Montréalais au XVIII^e siècle*, Thèse de maîtrise, Université de Montréal, 2002, p. 4.

³² Benoît Grenier, *Seigneurs campagnards de la Nouvelle France : présence seigneuriale et sociabilité rurale dans la vallée du Saint-Laurent à l'époque préindustrielle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, 409 p.

³³ Michel Forsé, « Les réseaux de sociabilité : un état des lieux », *L'Année sociologique*, vol. 41, n° 1, 1991, p. 250.

épouses et de leurs enfants afin d'évaluer si le prestige des marchands se répercutait aussi chez leurs enfants et si leurs épouses s'inscrivaient dans les mêmes réseaux. Jacques Leber est parrain à 57 reprises et Charles de Couagne 20. Au total, la famille Leber est nommée en tant que parrain ou marraine 159 fois tandis que la famille Couagne 52 seulement.

Le parrainage permet de déceler deux réseaux distincts de sociabilité qui sont présents dans la ville. Une fois ces réseaux établis, il est intéressant de déceler ce qui les différencie l'un de l'autre.

Puisqu'il s'agit de deux marchands importants, il est évident que leur réseau n'est pas confiné dans la seigneurie. Par leur métier, Leber et Couagne sont en contact avec des individus de toutes les classes sociales de la colonie³⁴. Leur réseau social s'étend peut-être en France, mais cet aspect ne peut pas être développé dans le cadre de ce mémoire. De plus, puisque la traite des fourrures est un élément essentiel dans la ville, le lien économique devient alors un élément majeur dans la formation de ces réseaux à un moment où les réseaux familiaux ne sont pas aussi développés que dans une ville européenne plus ancienne.

Les pères qui ont choisi des membres de la famille de Jacques Leber et Charles de Couagne comme parrain ou marraine seront étudiés afin d'analyser le réseau social des deux marchands en lien avec le moment de leur arrivée dans la colonie, leur profession, le voisinage, leur lieu de résidence au moment du baptême et leur origine géographique

³⁴ Valérie D'Amour, *Les réseaux de sociabilité*, op. cit., p. 30-31.

en France. Chacun de ces aspects permet de distinguer le réseau de ces deux marchands, car il est peu fréquent que ces deux groupes détiennent des points communs.

Avant d'amorcer l'analyse de ces réseaux, il faut préciser que l'aspect spirituel n'est pas un élément à négliger dans un contexte où la religion est encore très présente. À l'origine, le parrain a pour engagement de veiller à l'éducation chrétienne et de la foi d'un nouveau chrétien³⁵. Cette relation pourrait s'avérer particulièrement importante dans le choix de Jacques Leber et de sa famille, des gens réputés pour leur piété. Jeanne Leber, fille de Jacques, deviendra elle-même une célèbre recluse³⁶. La réputation de la famille Leber pourrait aussi expliquer pourquoi elle est choisie pour parrainer certains Amérindiens qui deviennent chrétiens.

Malgré l'aspect religieux, le compérage comprend aussi un volet social quant à la nomination d'un parrain. Le compérage a pour but d'étendre les liens familiaux pour créer « des relations de solidarité, de paix et d'échanges économiques entre groupes³⁷. » Ces relations sont aussi reliées au clientélisme présent dans la colonie et qui mène à la formation de deux réseaux sociaux à Montréal au XVII^e siècle.

1.3.1 Les liens familiaux

La famille ne peut pas être ignorée dans la formation de ces réseaux. Comme le mentionne Jean-Pierre Gutton, les divisions et solidarités s'expriment en premier lieu dans les familles³⁸. Montréal étant une ville en formation, les réseaux familiaux ne sont

³⁵ Agnès Fine, *Parrains, marraines : la parenté spirituelle en Europe*, Paris, Fayard, 1994, p. 14.

³⁶ C. J. Jaenen, « Le Ber, Jeanne », *Dictionnaire Biographique du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1966, vol. 2, p. 391-392.

³⁷ Agnès Fine, *Parrains, marraines, op. cit.*, p. 128.

³⁸ Jean-Pierre Gutton, *La sociabilité villageoise dans la France d'Ancien Régime*, Paris, Hachette littératures, 1998 (1979), p. 40.

pas aussi développés que dans les milieux mieux établis de France. En Nouvelle-France, à peine le quart des hommes ont un membre de leur famille présent dans la colonie³⁹. Charles de Couagne fait partie de ces hommes sans famille biologique en Nouvelle-France.

Pour les d'immigrants, le mariage est l'un des moyens de s'insérer dans la société coloniale. Bien qu'il ait noué des mariages avec des familles respectées à Québec puis à Montréal, ce marchand ne semble pas entretenir des relations sociales importantes avec les familles de ses épouses. Couagne n'est le parrain d'aucuns membres de la famille Mars et aucun acte notarié ne relie Couagne et la famille Mars. Il y a seulement Anne de Faye qui est un membre de la famille Mars qui est marraine du deuxième enfant du couple. Sa deuxième épouse, Marie Godé, est issue d'une des plus anciennes familles de Montréal, mais Couagne ne parraine aucun enfant de cette famille et Marie elle-même agit seulement deux fois à titre de marraine au sein de sa famille, dont une fois pour l'enfant de sa sœur Marguerite, épouse de Jacques Hubert dit Lacroix. Du point de vue économique, les actes notariés entre Couagne et le clan Godé indiquent qu'il est en position supérieure par rapport à sa belle-famille montréalaise. Obligations, engagements, congés, arrêtés de compte et constitution de rente sont toujours en faveur de Couagne⁴⁰, un type de relation qu'on observe entre Couagne et Jacques Godé, frère de Marie, et époux de Marguerite Duguay⁴¹. Quant aux enfants de Couagne issue du second mariage,

³⁹ Yves Landry dir., *Pour le Christ et le roi : la vie au temps des premiers Montréalais*, Montréal, Libre Expression, 1992, p. 88.

⁴⁰ Société de recherche historique Archiv-Histo, *Parchemin : banque de données notariales du Québec (1635-1789)*, Montréal, Société de recherche historique Archiv-Histo, 1993 -, Adhémar dit Saint Martin A., 15 février 1700, 30 mai 1705, Raimbault P., 30 juillet 1703.

⁴¹ Société de recherche historique Archiv-Histo, *Parchemin : banque de données notariales du Québec (1635-1789)*, Montréal, Société de recherche historique Archiv-Histo, 1993 -, Pottier J.B., 12 avril 1696, 13

il y a trois enfants sur dix qui ont un membre de la famille Godé comme parrain ou marraine.

Pour Jacques Leber, la famille est au cœur des relations. Leber et Charles Lemoine, son beau-frère, sont des associés et travaillent conjointement dans l'élaboration de leur commerce et de leur réseau. Liens familiaux et économiques se renforcent dans cette association qui est formalisée peu après le mariage de Leber avec la sœur de Lemoine⁴². Il est possible de retrouver dans certains actes notariés des mentions telles que « tant pour lui que pour », « associé », « en compagnie » et « tant en son nom que comme se faisant et portant fort de⁴³ » qui concerne les deux beaux-frères. Lemoine demande notamment à Leber d'être le parrain de l'un de ses enfants.

Ce lien entre ces deux familles est renforcé par les autres membres de la famille Leber dont les enfants sont nommés à quelques reprises parrains ou marraines d'enfants de la famille Lemoine et Leber. La symbiose entre les deux familles est aussi reconnue par la communauté dont certains membres recherchent un compérage commun, Jeanne Leber et un membre de la famille Lemoine étant alors nommés marraine et parrain ensemble⁴⁴.

Les liens étroits entre les Leber et les Lemoine semblent même supplanter les liens de Jacques Leber avec son frère François. Jacques est le parrain d'un de ses neveux,

avril 1696, Raimbault P., 30 juillet 1703, 31 juillet 1703, Adhémar dit Saint Martin A., 13 avril 1705, 15 juin 1705.

⁴² Yves F. Zoltvany, « Le Ber, Jacques », *op. cit.*, p. 389.

⁴³ Société de recherche historique Archiv-Histo, *Parchemin : banque de données notariales du Québec (1635-1789)*, Montréal, Société de recherche historique Archiv-Histo, 1993 -, Fillion M., 10 mai 1665, Rageot R., 1 novembre 1674, Maugue C., 5 avril 1684, 29 octobre 1684, Basset dit Deslauriers B., 30 avril 1684, 3 juillet 1684, 7 octobre 1684.

⁴⁴ En effet, 15 des 22 baptêmes où est désignée Jeanne en tant que marraine ont pour parrain un membre de la famille Lemoine.

mais on n'observe pas un maillage aussi serré que la multiplication des relations qui relie les beaux-frères. Du point de vue économique, Jacques et François ne passent qu'un seul acte notarié, soit un bail à loyer d'une terre en 1663⁴⁵. La relation entre frères pourrait certainement leur permettre d'éviter les formalités d'un acte notarié, mais le choix de Jacques de construire une maison adjacente à celle de Charles alors que son frère s'installe à La Prairie témoigne d'une relation particulièrement forte entre les beaux-frères. Quant à Marie Leber, sœur de Jacques, elle est marraine du quatrième enfant de Leber. Elle fait une donation d'une partie de l'île Saint-Paul à son frère⁴⁶. Elle enseigne aussi au couvent des Ursulines de Québec où étudiera Jeanne⁴⁷.

Tous deux immigrants, Couagne et Leber ne s'appuient pas de la même manière sur les réseaux familiaux. Pour Couagne, les liens avec la belle-famille semblent moins importants que ceux qu'il entretient avec le gouverneur général, son patron. Leber, pour sa part, développe avec son beau-frère Charles Lemoine une alliance dont les manifestations s'étendent même à la prochaine génération.

1.3.2 Au-delà du cercle familial

L'arrivée de nouveaux immigrants à partir de 1665 bouleverse la société montréalaise⁴⁸. Issus de générations différentes et de vagues d'immigrations distinctes les deux marchands étudiés feront partie de réseaux qui se superposent rarement (figure 1.1).

⁴⁵ Société de recherche historique Archiv-Histo, *Parchemin : banque de données notariales du Québec (1635-1789)*, Montréal, Société de recherche historique Archiv-Histo, 1993 -, Basset dit Deslauriers B., 21 octobre 1663.

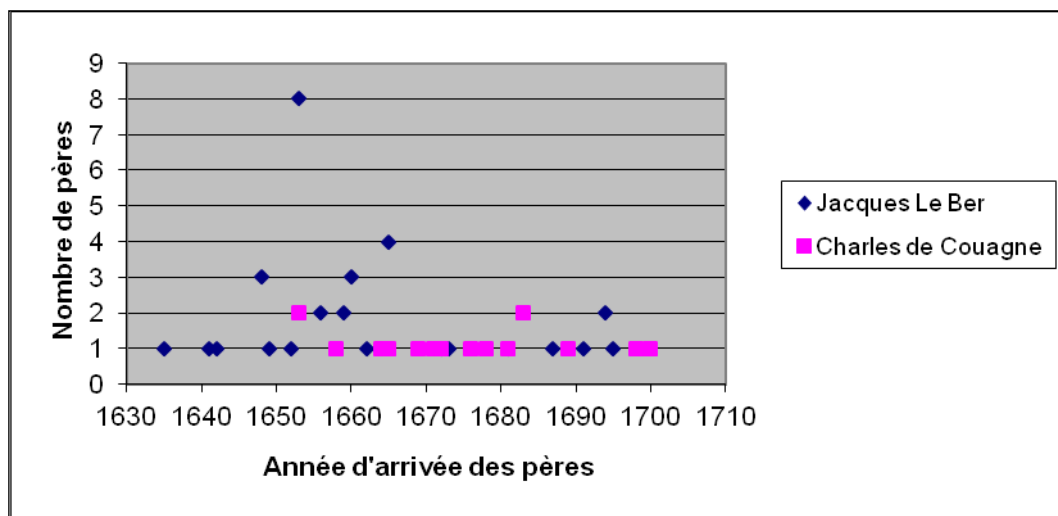
⁴⁶ Société de recherche historique Archiv-Histo, *Parchemin : banque de données notariales du Québec (1635-1789)*, Montréal, Société de recherche historique Archiv-Histo, 1993 -, Becquet, R. 11 octobre 1668.

⁴⁷ C. J. Jaenen, « Le Ber, Jeanne », *op. cit.*, p. 391-392.

⁴⁸ Léon Robichaud, « Les origines d'une élite créole : les 'principaux' habitants de Montréal au XVII^e siècle », dans Thierry Nootens et Jean-René Thuot, *Les figures du pouvoir à travers le temps : formes, pratiques et intérêts des groupes élitaires au Québec, XVII^e-XX^e siècles*, Cahiers du CIEQ, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 13-25.

Jacques Leber accepte de parrainer les enfants de pères qui sont arrivés dans la colonie essentiellement avant 1665, tandis que Charles de Couagne est choisi principalement par des pères arrivés à partir de 1665. On peut donc constater que le moment d'arrivée dans la colonie influence la formation d'un réseau social dans la ville qui est en croissance par l'immigration, les déplacements à l'intérieur de la colonie ainsi que l'accroissement naturel⁴⁹.

Figure 1.1 Année d'arrivée des pères immigrants ayant choisi Jacques Leber et Charles de Couagne comme parrain, 1635-1700



Sources : PRDH, Parchemin, Langlois

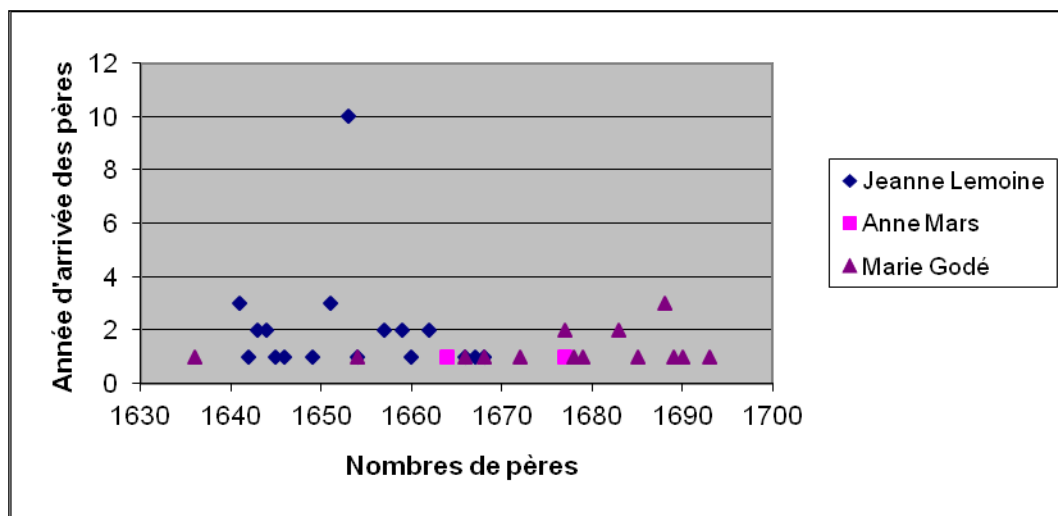
La distinction quant à l'année d'arrivée dans la colonie est également perceptible en observant les compérages pratiqués par d'autres membres de la famille des marchands (figures 1.2 et 1.3). Jeanne Lemoine ne marraine aucun enfant dont le père est arrivé dans la colonie après 1668. Les épouses de Couagne, sont pour leur part appelées à marrainer des enfants dont les pères ont immigré après 1675. Le remariage de Couagne à Marie Godé, issue d'une des familles pionnières de la ville⁵⁰, a permis de tisser des liens au sein

⁴⁹ Louise Dechêne, *Habitants et marchands, op. cit.*, p. 44.

⁵⁰ Michel Langlois, *Dictionnaire biographique, op. cit.*, tome 2, p. 368.

des premières vagues de colons montréalais, sans pour autant renverser la tendance lourde de son réseau.

Figure 1.2 Année d'arrivée des pères immigrants ayant choisi les épouses de Jacques Leber et Charles de Couagne comme marraine, 1641-1693

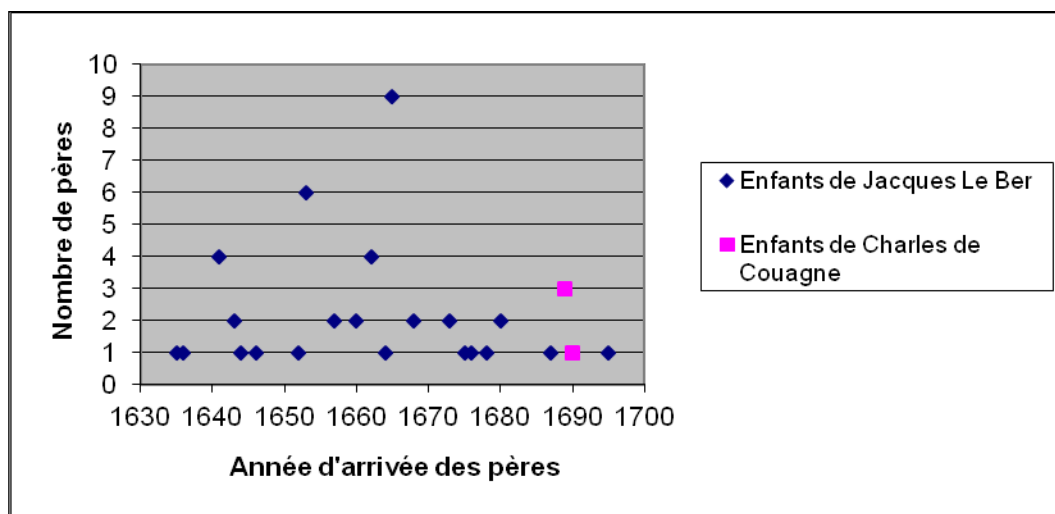


Sources : PRDH, Parchemin, Langlois

Lorsque les enfants de Leber commencent à agir comme parrain ou marraine, ils sont sollicités autant par des anciennes familles que par des pères arrivés pendant les années 1670 et 1680. La ferveur religieuse de Jeanne Leber⁵¹, même avant sa réclusion, aurait pu en faire une marraine recherchée, la parenté spirituelle prenant ici le dessus sur le réseau social. Quant aux enfants de Charles de Couagne, ils sont encore peu sollicités à cause de leur jeune âge, mais seuls des pères arrivés tardivement dans la colonie font appel à leurs services.

⁵¹ C. J. Jaenen, « Le Ber, Jeanne », *op. cit.*, p. 391-392.

Figure 1.3 Année d'arrivée des pères immigrants ayant choisi les enfants de Jacques Leber et Charles de Couagne comme parrain ou marraine, 1635-1695

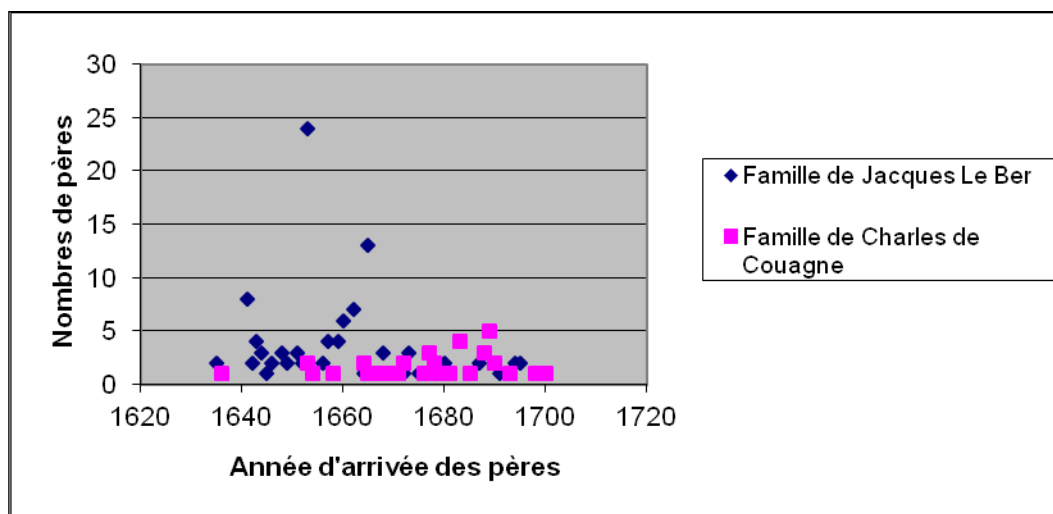


Sources : PRDH, Parchemin, Langlois

Finalement, la figure 1.4 représente l'ensemble des baptêmes où la famille des deux marchands a été désignée en tant que parrains ou marraines. Il est donc possible d'observer que la famille en général fait partie d'un même réseau, puisque la séparation de 1665 est également présente, malgré qu'elle soit moins perceptible. Les points les plus élevés correspondent aux années 1653 et 1665 qui sont les années où un grand nombre d'engagés et le régiment de Carignan-Salières arrivent dans la colonie⁵².

⁵² Yves Landry, dir., *Pour le Christ et le roi, op. cit.*, p. 76.

Figure 1.4 Année d'arrivée des pères immigrants ayant choisi des membres des familles de Jacques Leber et Charles de Couagne comme parrain ou marraine, 1635-1700



Sources : PRDH, Parchemin, Langlois

La date d'arrivée des deux marchands a certainement une influence sur leur rôle en tant que parrains, la présence précoce de Leber lui permettant d'être sur place pour parrainer les enfants des premières générations d'immigrants. On pourrait toutefois s'attendre à ce que chacun des marchands parraine des enfants d'une vague migratoire autre que la sienne dans un milieu aussi petit que celui de Montréal. Comme l'a observé L. Robichaud⁵³, la ville est alors divisée en deux groupes, division qui se répercute même dans le choix des parrains. Couagne se lie davantage avec les nouveaux arrivants que les anciens et Leber avec les premiers colons présents dans la colonie. Il est observé le même phénomène pour les parrains des enfants des deux marchands, mais l'année de leur naissance influence cette tendance puisque les enfants de Leber sont nés avant 1670 et que ceux de Couagne naissent à partir de 1681.

On peut expliquer ces deux réseaux bien distincts par le clientélisme. La thèse de doctorat de Léon Robichaud met clairement en évidence la formation de réseaux qui sont basés sur le clientélisme dans la colonie. Le clientélisme se base sur trois éléments

⁵³ Léon Robichaud, *Les réseaux d'influence*, op. cit., 358 p.

généraux : « a) une relation entre deux personnes ou une personne et une institution; b) une relation qui lie deux partenaires de statut inégal; c) une relation de clientèle qui consiste en un échange de prestations et de services⁵⁴. » Dans ce cas-ci, à Montréal, il s'agit de développer un réseau économique basé sur la traite des fourrures⁵⁵. Ce n'est pas un réseau stable, mais qui est en constante évolution.

Leber lui-même doit naviguer dans ce monde de clientélisme. Lors du premier mandat de Frontenac en tant que gouverneur général de la colonie, Leber est son allié dès 1673 pour l'exploitation du fort Frontenac, mais il s'en détache pour finalement basculer dans le camp adverse à partir de 1678 lorsque de nombreux anciens habitants de Montréal se rallient à l'intendant Jacques Duchesneau⁵⁶. Charles de Couagne, par contre, est un fidèle de Frontenac, ayant été son maître d'hôtel. Les habitants de Montréal sont, à cette époque, divisés en deux clans : on est avec ou contre Frontenac. Ainsi, les nuages de points (figures 1.1-1.4) montrent clairement ces deux réseaux.

1.3.3 Des compérages recherchés

Le faible niveau de recoupement entre certains réseaux se répercute sur le choix d'un parrain ou d'une marraine. Ainsi, tous les pères obtiennent le parrainage d'un seul des deux marchands. Lorsqu'on étend l'analyse aux conjointes et aux enfants des deux marchands, seules quatre familles réussissent à traverser la frontière qui sépare les réseaux. Deux de ces familles sont marchandes. Louis Lecomte sieur Dupré et Jean Soumande se positionnent par rapport aux principaux marchands que sont Couagne et

⁵⁴ Nikos Marantzidis, « Clientélisme politique et exclusion sociale : le cas des Tsiganes en Grèce », *Politique et Sociétés*, vol. 18, n° 3 (1999), p. 146.

⁵⁵ Léon Robichaud, *Les réseaux d'influence*, op. cit., p. 127.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 124-125.

Leber. Lecomte, qui avait brassé des affaires avec Charles Aubert sieur de LaChesnaye⁵⁷, un ennemi de Frontenac, choisit Marie Godé, épouse de Couagne, comme marraine de son enfant en 1689, avant que l'ancien gouverneur revienne en Nouvelle-France pour son second mandat. En 1696, il choisit Leber pour parrainer un enfant l'année même où ce marchand obtient ses lettres de noblesse. Quant à Soumande, il obtient successivement le marrainage de Marie Godé (1702) puis le parrainage de Jacques Leber (1703), signe d'une habileté à naviguer entre les réseaux ou de l'effritement des anciennes tensions suite au décès de Frontenac en 1698.

Les deux autres individus qui réussissent à obtenir un compérage de part et d'autre sont des armuriers, un groupe d'artisan très important au XVII^e siècle alors que la réparation des armes des habitants, des militaires et des Amérindiens est essentielle à l'économie et à la sécurité. Le choix de Simon Guillory semble refléter le réalignment des réseaux en faveur de Frontenac à partir de 1675. Guillory avait choisi Louis Leber, fils de Jacques, pour parrainer un enfant en 1673, mais il choisit Anne Mars, première épouse de Couagne, en 1681, alors que le couple vient tout juste d'arriver à Montréal. Pierre Gadois effectue des choix semblables en 1670 (Jeanne Leber) et en 1686 (Marie Godé). Dans son cas, les liens historiques entre les Gadois et les Godés, familles pionnières de Montréal, ont pu avoir un impact aussi important que celui des réseaux économiques. Il faut également souligner la ferveur catholique de Jeanne qui a pu faire d'elle une marraine très recherchée⁵⁸.

⁵⁷ Cameron Nish, « Le Conte Dupré, Louis », *Dictionnaire Biographique du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1966, vol. 2, p. 396.

⁵⁸ En effet, 22 des 63 baptêmes dont les enfants de Jacques Leber sont parrains ou marraines jusqu'à sa mort en 1706 désignent Jeanne en tant que marraines. De plus, Jeanne est marraine seulement entre les années 1669 à 1686.

L'analyse des occupations des pères d'enfants parrainés par Leber ou Couagne fait ressortir peu de différences (tableau 1.1). On y retrouve essentiellement des membres de leur propre groupe socio-économique (les marchands) et un éventail des occupations disponibles à Montréal. Le prestige plus grand de Leber est toutefois apparent par la présence d'un plus grand nombre d'officiers civils et militaires. Les enfants de Leber ont également des parrains marraines qui vont dans ce sens avec des personnes importantes telles que Louis d'Ailleboust sieur de Coulonges, Paul Chomedey de Maisonneuve et Jeanne Mance comme parrain et marraine. Tandis que les enfants de Couagne ont essentiellement des marchands, des officiers, des cultivateurs et des chirurgiens comme parrain et marraines. Il y a quelques exceptions avec l'épouse de François-Marie Perrot sieur de Sainte-Geneviève et Charles de Monseignat le secrétaire de Frontenac. Leber et Couagne suivent ainsi la structure des réseaux montréalais dans la recherche de parrains et de marraines pour leurs propres enfants.

Tableau 1.1 Professions des pères d'enfants parrainés par Jacques Leber et Charles de Couagne, 1658-1706

Professions	Jacques Leber	Charles de Couagne
Artisans	11	4
Habitants ou laboureurs	7	6
Marchands	11	5
Officiers civils	3	1
Officiers militaires	4	-
Seigneurs et rentiers	2	-
Voyageurs	5	-
Autre	3	1
Inconnu	11	3
Total	57	20

Sources : PRDH, Parchemin, Adhémar

En observant les métiers dont les enfants des marchands (tableau 1.2) ainsi que leurs épouses (tableau 1.3) qui ont été parrains ou marraines, il y a également une grande diversité d'occupations. Le plus fréquent étant celui d'habitant. Le grand nombre d'occupations socialement inférieures à celles de marchand souligne l'importance pour les habitants et les artisans de s'associer avec des personnages de statut supérieur et, dans le cas des Leber, de s'associer à une famille dont la piété est reconnue. Cette observation vient nuancer celle d'André Lachance voulant que les relations dites professionnelles déterminent le choix d'un parrain⁵⁹.

Tableau 1.2 Professions des pères d'enfants parrainés par les enfants des marchands, 1668-1706

Professions	Enfants de Jacques Leber	Enfants de Charles de Couagne
Alimentation	3	1
Artisans	7	1
Habitants ou laboureurs	14	-
Marchands	9	-
Officiers civils	2	-
Officiers militaires	5	-
Seigneurs et rentiers	5	-
Voyageurs	2	-
Autre	4	2
Inconnu	12	-
Total	63	4

Sources : PRDH, Parchemin, Adhémar

⁵⁹ André Lachance, *Vivre à la ville en Nouvelle-France, op. cit.*, p. 57.

Tableau 1.3 Professions des pères d'enfants parrainés par les épouses des marchands, 1657-1706

Professions	Jeanne Lemoine	Anne Mars	Marie Godé
Alimentation	1	-	4
Artisans	7	1	2
Habitants ou laboureurs	15	-	5
Marchands	5	-	5
Officiers civils	1	-	1
Voyageurs	3	-	2
Autre	2	-	-
Inconnu	5	2	6
Total	39	3	25

Sources : PRDH, Parchemin, Adhémar

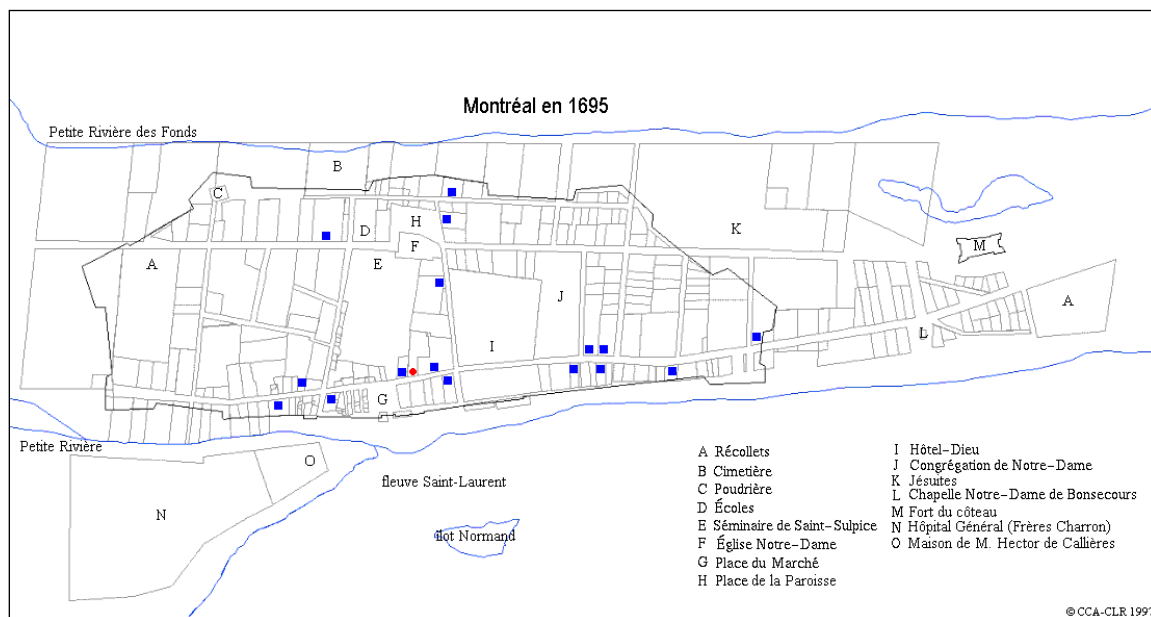
1.3.4 Une question de voisinage?

Le voisinage peut également être un lien qui unit deux personnes. Ainsi, pour déterminer si le voisinage a une importance, il est possible d'observer le lieu où vivent ces familles par rapport au parrain⁶⁰ (figures 1.5-1.12). Les cercles représentent la résidence de Jacques Leber ou Charles de Couagne, et les carrés, les familles demeurant dans la ville ou la seigneurie dont l'emplacement est connu. La plupart des familles qui ont choisi Leber à titre de parrain (figure 1.5) demeurent sur la rue Saint-Paul et/ou près de sa résidence. Il y a quatre familles résidant près de la place de la Paroisse (lettre « H »), aujourd'hui la place d'Armes, lieu où se trouve l'église paroissiale. Quant à Charles de Couagne (figure 1.6), son réseau est beaucoup plus étendu géographiquement dans la ville. Deux familles habitent près de chez lui, mais trois en sont éloignées. Trois des cinq résidences sont situées sur la rue Saint-Paul. Ainsi, même si la plupart des

⁶⁰ Cette étude a été permise par l'utilisation du Groupe de recherche sur Montréal. *Adhémar. Bases de données du Groupe de recherche sur Montréal Propriété, bâti et population à Montréal, 1642-1805* [en ligne]. Montréal, Centre Canadien d'Architecture, 1996-2008, <http://cca.qc.ca/adhemar/> ainsi que la Société de recherche historique Archiv-Histo. *Parchemin : banque de données notariales du Québec (1635-1789)*. Montréal, Société de recherche historique Archiv-Histo, 1993 -.

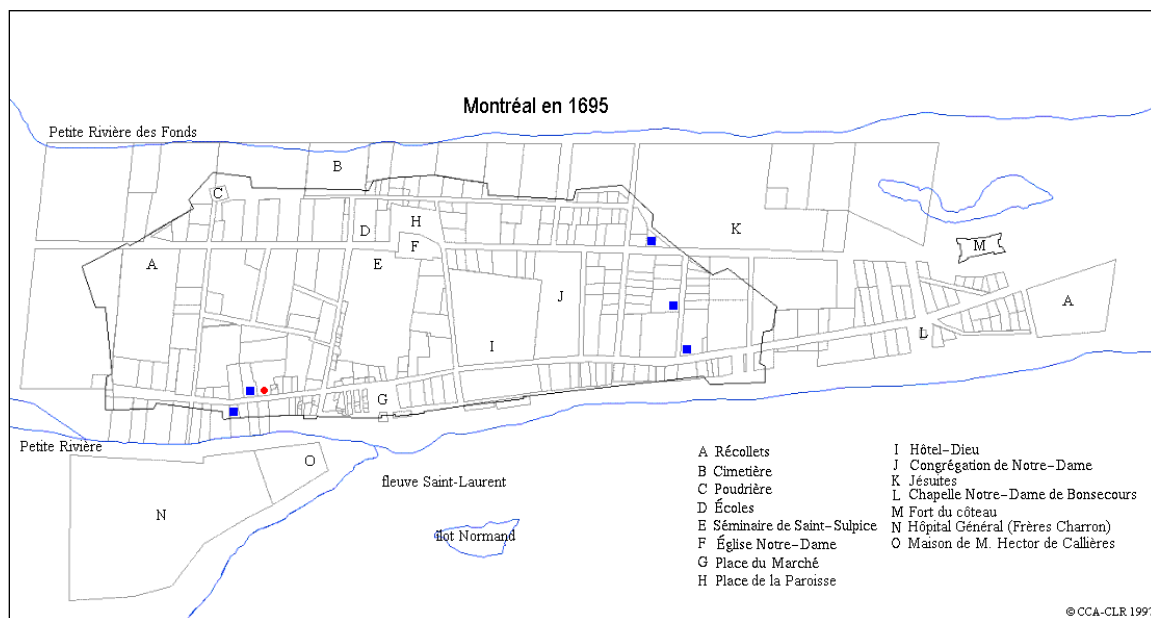
personnes habitent la même rue, les deux marchands fréquentent des gens répartis différemment dans l'espace.

Figure 1.5 Lieux de résidence de Jacques Leber et des familles lui demandant d'être parrain, 1657-1705



Sources : Adhémar, PRDH, Parchemin

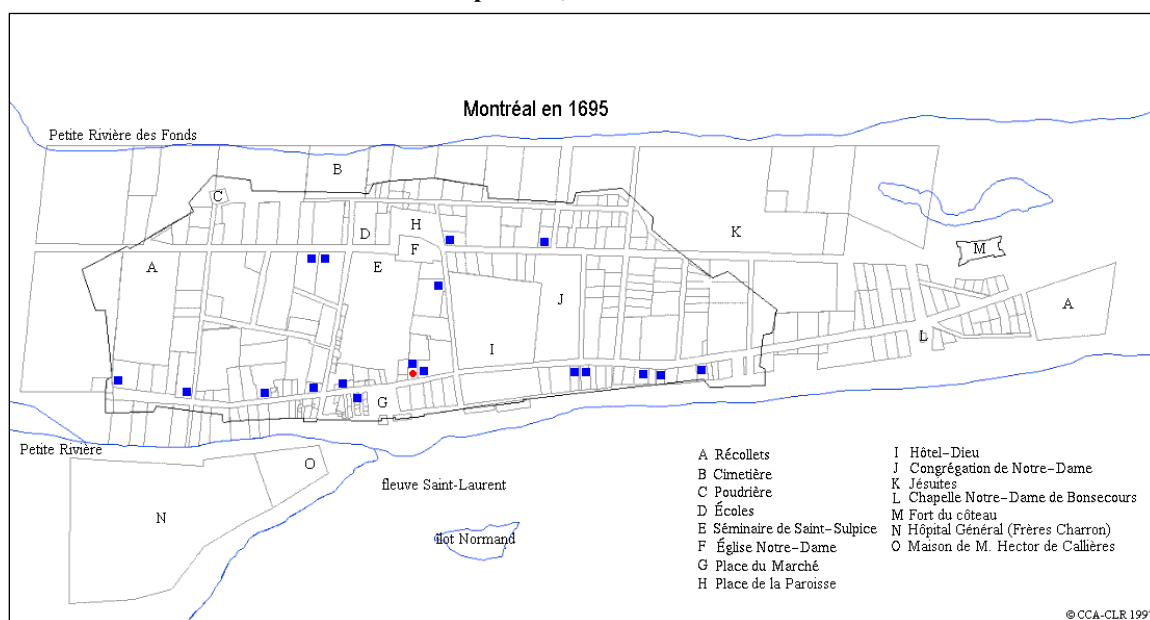
Figure 1.6 Lieux de résidence de Charles de Couagne et des familles lui demandant d'être parrain, 1678-1706



Sources : Adhémar, PRDH, Parchemin

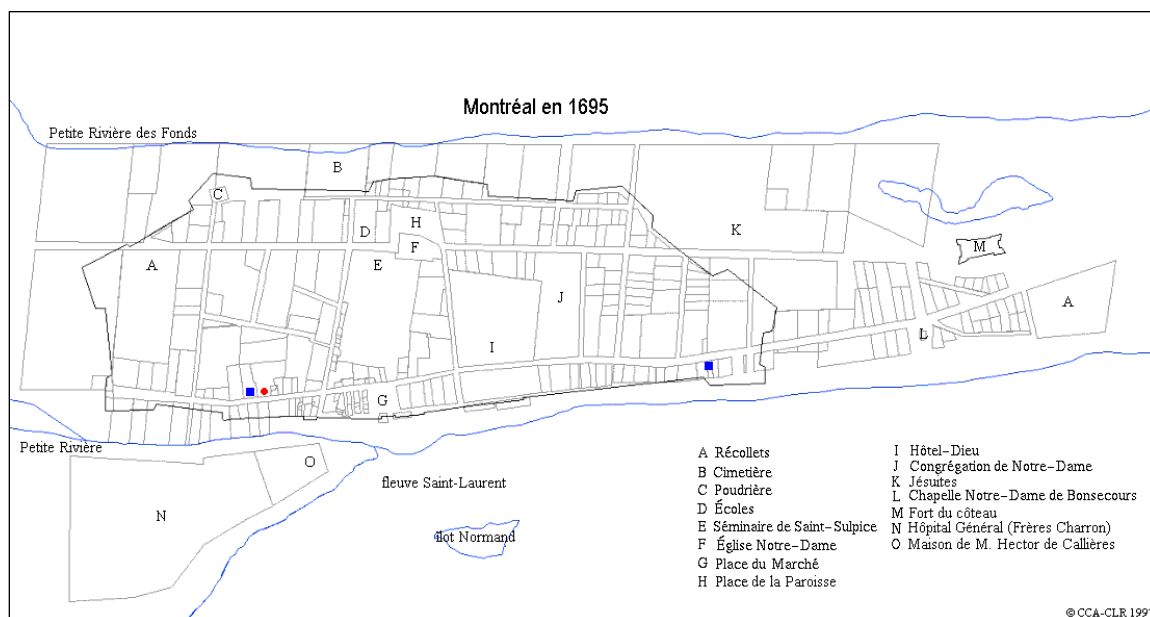
En observant les lieux de résidence des familles qui ont demandé aux enfants des deux marchands d'être parrain, il est possible d'y voir une continuité avec les pères. Pour les enfants Leber (figure 1.7) bien qu'il y ait une majorité de résidences située sur la rue Saint-Paul, il y a un certain nombre d'entre elles sur la rue Notre-Dame près de la place de la Paroisse. Pour ce qui est des enfants Couagne (figure 1.8), bien qu'il y ait peu de résidences connues, on remarque l'absence de concentration, deux points étant situés aux extrémités opposées de la rue Saint-Paul.

Figure 1.7 Lieux de résidence de Jacques Leber et des familles demandant à ses enfants d'être parrain, 1668-1706



Sources : Adhémar, PRDH, Parchemin.

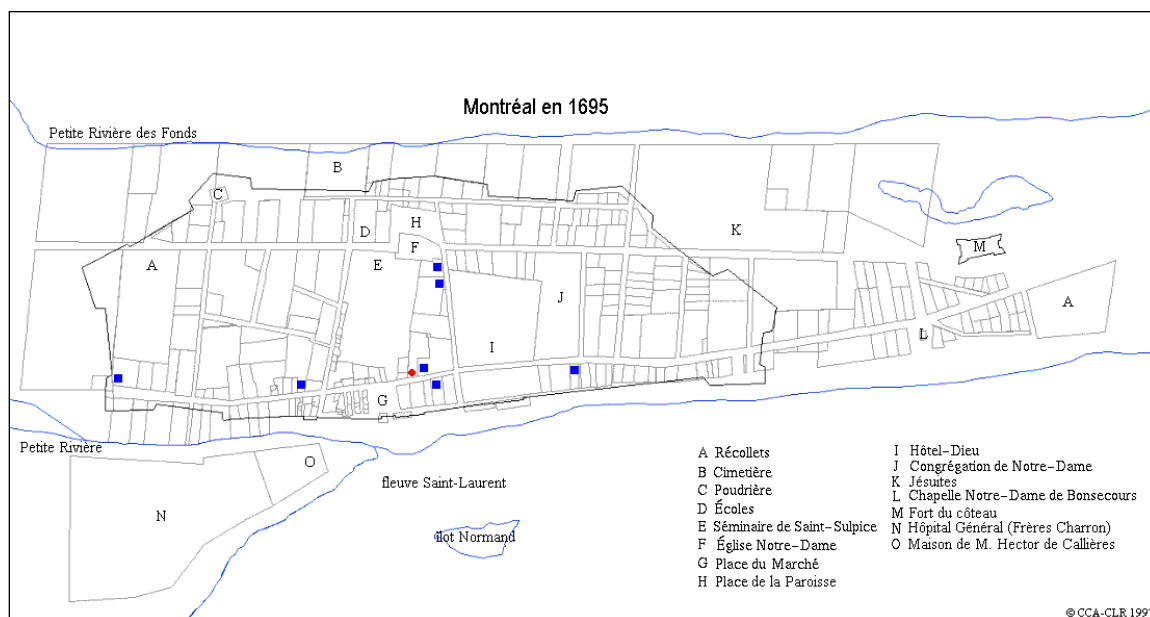
Figure 1.8 Lieux de résidence de Charles de Couagne et des familles demandant à ses enfants d'être parrain, 1696-1704



Sources : Adhémar, PRDH, Parchemin

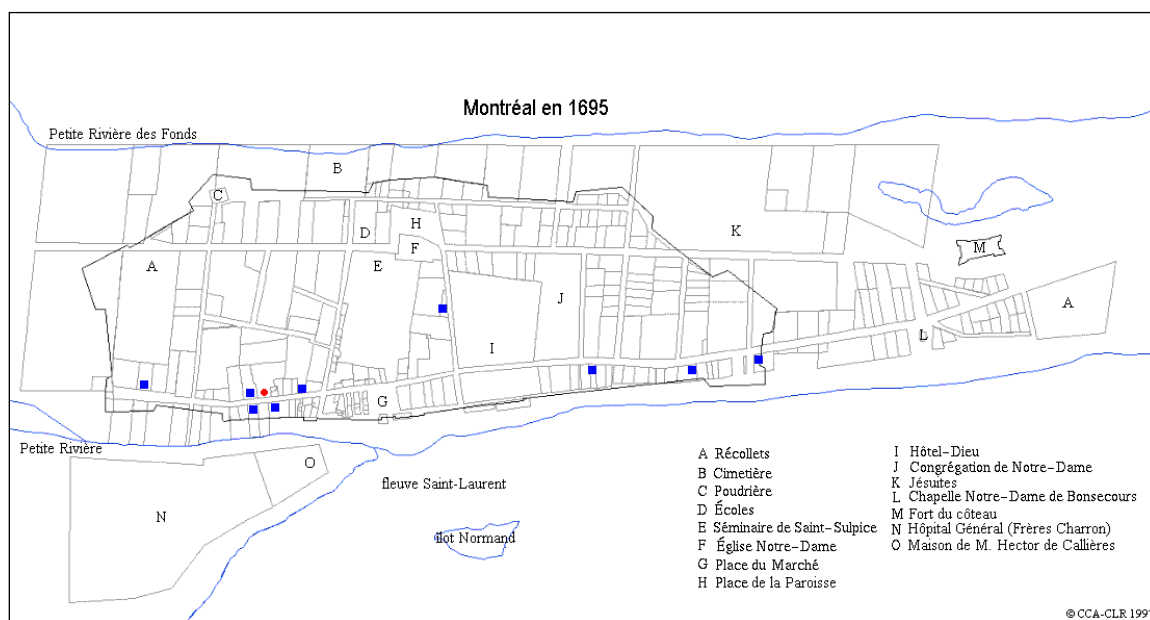
Les épouses des deux marchands suivent également la même ligne de conduite que leur mari. En ce qui a trait à Jeanne Lemoine (figure 1.9) la majorité des résidences se situent sur la rue Saint-Paul, mais il y a deux familles dont l'emplacement se trouve près de la place de la Paroisse. Il y a une seule famille, dont Anne Mars est marraine, où l'emplacement est connu. La résidence se situe sur la rue Saint-Paul, à l'extrémité opposée de la ville comparativement à leur demeure. Pour ce qui est de sa deuxième épouse, Marie Godé (figure 1.10), la majorité des résidences se situe sur la rue Saint-Paul, mais il est possible de déceler une concentration près de la maison familiale.

Figure 1.9 Lieux de résidence de Jacques Leber et des familles demandant à Jeanne Lemoine d'être marraine, 1657-1680



Sources : Adhémar, PRDH, Parchemin

Figure 1.10 Lieux de résidence de Charles de Couagne et des familles demandant à Marie Godé d'être marraine, 1685-1706

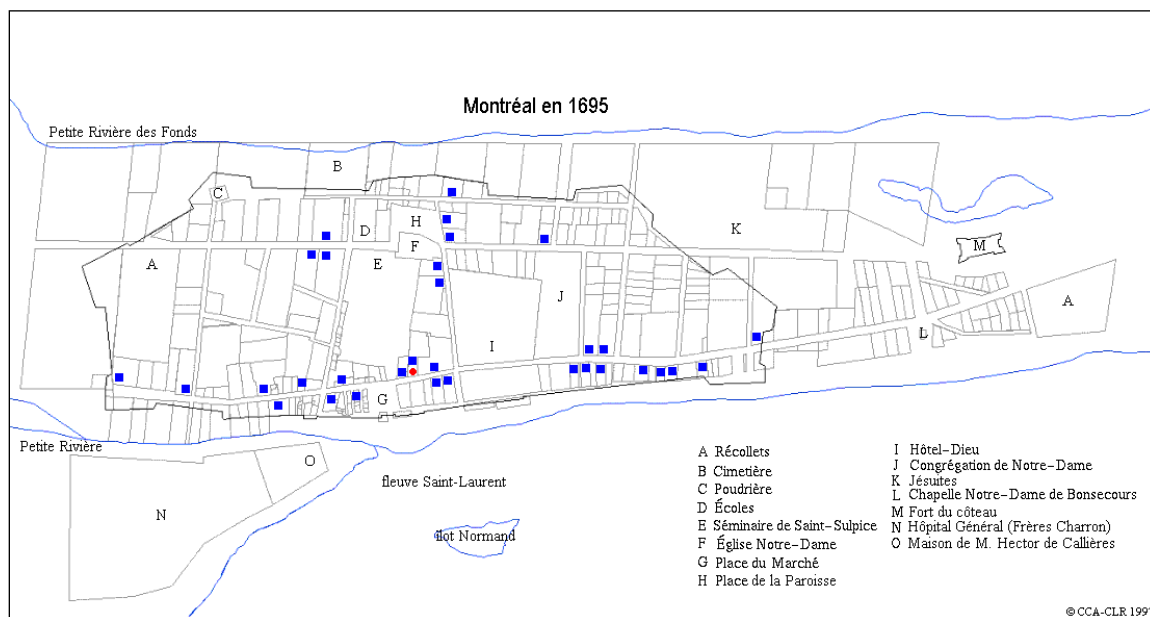


Sources : Adhémar, PRDH, Parchemin

En regroupant l'ensemble des résidences connues pour chaque famille, il est possible de voir deux réseaux de sociabilité. La famille Leber (figure 1.11) se retrouve principalement sur la rue Saint-Paul avec une légère concentration près de la résidence

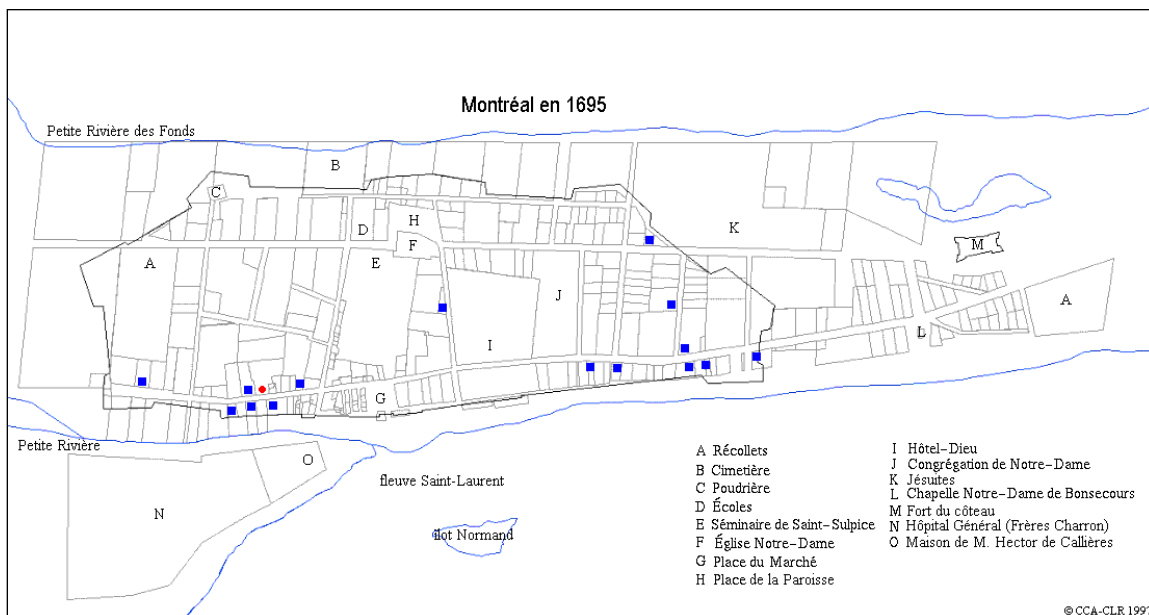
familiale et la place du Marché. Cependant, il ne faut pas négliger le fait qu'il y a également un certain nombre de famille résidant sur la rue Notre-Dame près de la place de la Paroisse. Par contre, la famille Couagne (figure 1.12) n'a aucune présence près de la place du Marché. Bien que la majorité des résidences soient sur la rue Saint-Paul, il y a un espace géographique entre les rues Saint-François-Xavier et Saint-Jean-Baptiste qui n'est pas occupé par ce réseau social.

Figure 1.11 Lieux de résidence de Jacques Leber et des familles demandant d'être parrain à un membre de la famille Leber, 1657-1705



Sources : Adhémar, PRDH, Parchemin

Figure 1.12 Lieux de résidence de Charles de Couagne et des familles demandant d'être parrain à un membre de la famille Couagne, 1678-1706



Sources : Adhémar, PRDH, Parchemin

Le voisinage ne semble pas un élément qui définit ces réseaux sociaux, spécialement dans le cas de Charles de Couagne. Tout comme le démontre la thèse de Valérie D'Amour, le voisinage n'est pas un facteur déterminant des réseaux de sociabilités. Les relations entre individus sont néanmoins très localisées, sauf pour les marchands qui doivent occuper un espace géographique plus grand⁶¹. La nécessité d'obtenir des marchandises porte les relations vers Québec et la France. Le besoin d'engager des voyageurs se fait dans la ville, mais tout autant autour de Montréal. En effet, le même phénomène se produit avec des officiers militaires. Il y a des associations pour des voyages de traite, certains militaires habitant à Montréal, mais d'autres commandent un poste de traite. Ce sont tous des éléments qui font en sorte que le réseau des deux marchands étudiés ne se concentre pas seulement dans la ville et même dans le

⁶¹ Valérie D'Amour, *Les réseaux de sociabilité*, op. cit., p. 136.

voisinage⁶². Dans le cas de Jacques Leber, son réseau étant basé sur les premiers habitants de la ville, il est normal qu'on les retrouve concentrés au coeur du bourg réservé par Maisonneuve⁶³.

Ainsi, 74 %⁶⁴ des familles qui ont choisi Jacques Leber comme parrain vivent sur l'île de Montréal, la très grande majorité ayant une maison à proximité de chez lui. L'autre quart des familles dénote un réseau de sociabilité plus étendu que celui de Couagne. Même si Leber n'a pas vécu à Québec, il est tout de même le parrain d'un enfant de Charles Aubert sieur de LaChesnaye, alors le plus important marchand de cette ville et de la colonie⁶⁵ ainsi qu'un autre homme habitant la capitale coloniale. La proximité géographique des familles augmente dans le cas de celles dont le parrain ou la marraine est un enfant des marchands (78 % des familles habitent sur l'île de Montréal) ou l'épouse de Leber (81 %). La présence de plusieurs Amérindiens parmi les filleuls de tous les membres de la famille Leber souligne la confiance apportée par le clergé à la spiritualité de cette famille⁶⁶.

⁶² *Ibid.*, p. 30-31.

⁶³ Mario Lalancette et Alan M. Stewart, « De la ville-comptoir à la ville fortifiée », *op. cit.*, p. 257, 259, 265, 269, 273.

⁶⁴ Les pères dont la résidence est inconnue ne sont pas inclus dans le calcul.

⁶⁵ Yves F. Zoltvany, « Aubert de La Chesnaye, Charles », *Dictionnaire Biographique du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1966, vol. 2, p. 27-36.

⁶⁶ Jacques Leber est le parrain d'un Amérindien à cinq reprises, Jeanne Lemoine deux et leurs enfants trois en plus de deux serviteurs de la famille venant de Madagascar et de la Guinée.

Tableau 1.4 Lieu de résidence des parents au moment du baptême d'enfants parrainés par Leber et Couagne, 1658-1706

	Jacques Leber	Charles de Couagne
Boucherville	1	-
La Prairie	1	-
Île de Montréal	7	3
Île Saint-Paul	1	-
Montréal	30	11
Nouvelle-Angleterre	1	-
Pays d'en Haut	5	-
Pointe-aux-Trembles	-	1
Québec	2	4 ⁶⁷
Repentigny	1	-
Saint-Lambert	1	-
Inconnu	7	1
Total	57	20

Sources : Adhémar, PRDH, Parchemin

Tableau 1.5 Lieu de résidence des parents au moment du baptême d'enfants parrainés par les enfants de Leber et Couagne, 1668-1706

	Enfants de Jacques Leber	Enfants de Charles de Couagne
Île de Montréal	6	-
Île Saint-Paul	1	-
Longueuil	2	-
Montréal	34	4
Nouvelle-Angleterre	3	-
Pays d'en Haut	3	-
Québec	1	-
Sainte-Anne-de-Bellevue	1	-
Inconnu	12	-
Total	63	4

Sources : Adhémar, PRDH, Parchemin

À l'échelle de la ville, les familles qui ont choisi Couagne sont plus dispersées que celles qui ont choisi Leber, mais à l'exception des enfants parrainés à Québec avant 1681, le réseau de Couagne est essentiellement limité à l'île de Montréal (74 % des familles). Alors que Couagne est d'abord établi à Québec et qu'il épouse la fille d'un marchand de

⁶⁷ Parmi les personnes de Québec, trois baptêmes sont réalisés à Québec lorsque Charles de Couagne y réside toujours. Pour ce qui est du quatrième, les parents semblent demeurer à Québec durant l'année, mais le baptême a lieu à Montréal.

cette ville, il ne parraine aucun enfant québécois une fois installé à Montréal. À la suite de son déménagement à Montréal, une famille de Québec lui demande d'être le parrain de leur enfant, un baptême qui a lieu à Montréal. Pour ce qui est de ses deux épouses et ses enfants, l'ensemble des familles connues réside à Montréal même ou sur l'île de Montréal.

Tableau 1.6 Lieu de résidence des parents au moment du baptême d'enfants marrainés par les épouses des marchands, 1657-1706

	Jeanne Lemoine	Anne Mars	Marie Godé
Île de Montréal	4	-	5
Île Saint-Paul	2	-	-
La Prairie	1	-	-
Montréal	17	2	14
Pays d'en Haut	2	-	-
Inconnu	13	1	6
Total	39	3	25

Sources : Adhémar, PRDH, Parchemin

L'origine géographique joue-t-elle un rôle dans la formation de réseau une fois que les gens s'installent dans la colonie? Les pères des enfants parrainés par les deux marchands proviennent essentiellement de l'ouest de la France (figure 1.13), d'où proviennent d'ailleurs la majorité des immigrants. On observe une certaine dispersion dans les deux cas et la faible concentration dans la province d'origine de chaque marchand est probablement le reflet des flux migratoires, plus centrée dans le nord-ouest à l'époque de Leber, suivie d'un déplacement vers l'ouest à l'époque de Couagne⁶⁸. L'origine ne semble pas ici être le facteur déterminant quant à la formation de réseaux. L'expérience commune du voyage et de la vie dans la colonie a peut-être un rôle plus important que la simple origine géographique dans la métropole. Il est possible que la traversée de l'océan, d'une durée d'environ deux mois, soit à l'origine de nombreux liens.

⁶⁸ R. Cole Harris, et Louise Dechêne, dirs., *Atlas historique du Canada, op. cit.*, planche 45.

Les passagers de marque sont logés dans des cabines. Quant aux passagers dits ordinaires, ils sont logés à l'arrière appelé alors la sainte-barbe, une pièce où on est à l'étroit⁶⁹. Pour passer le temps, les passagers pouvaient jouer à des jeux de sociétés et de hasards, de la musique, du chant, une marche sur le pont ou bien la conversation sont les seules occupations⁷⁰. L'arrivée de Couagne ne pouvant pas être déterminée, nous ne pouvons pas comparer l'impact de cette expérience pour les deux hommes.

Une autre expérience commune pouvant créer des liens durables est celle de la guerre. Les anciens habitants, dont fait partie Leber, ont été confrontés aux premières guerres iroquoises qui ont notamment marqué la vie montréalaise du début des années 1660. Couagne, pour sa part, a aussi vécu l'expérience des secondes guerres iroquoises, de 1684 à 1701. Protégée par une palissade à partir de 1688⁷¹, la ville n'est toutefois pas aussi directement exposée aux attaques, les Iroquois préférant plutôt dévaster les paroisses plus exposées telles que Lachine, La Prairie et Boucherville⁷².

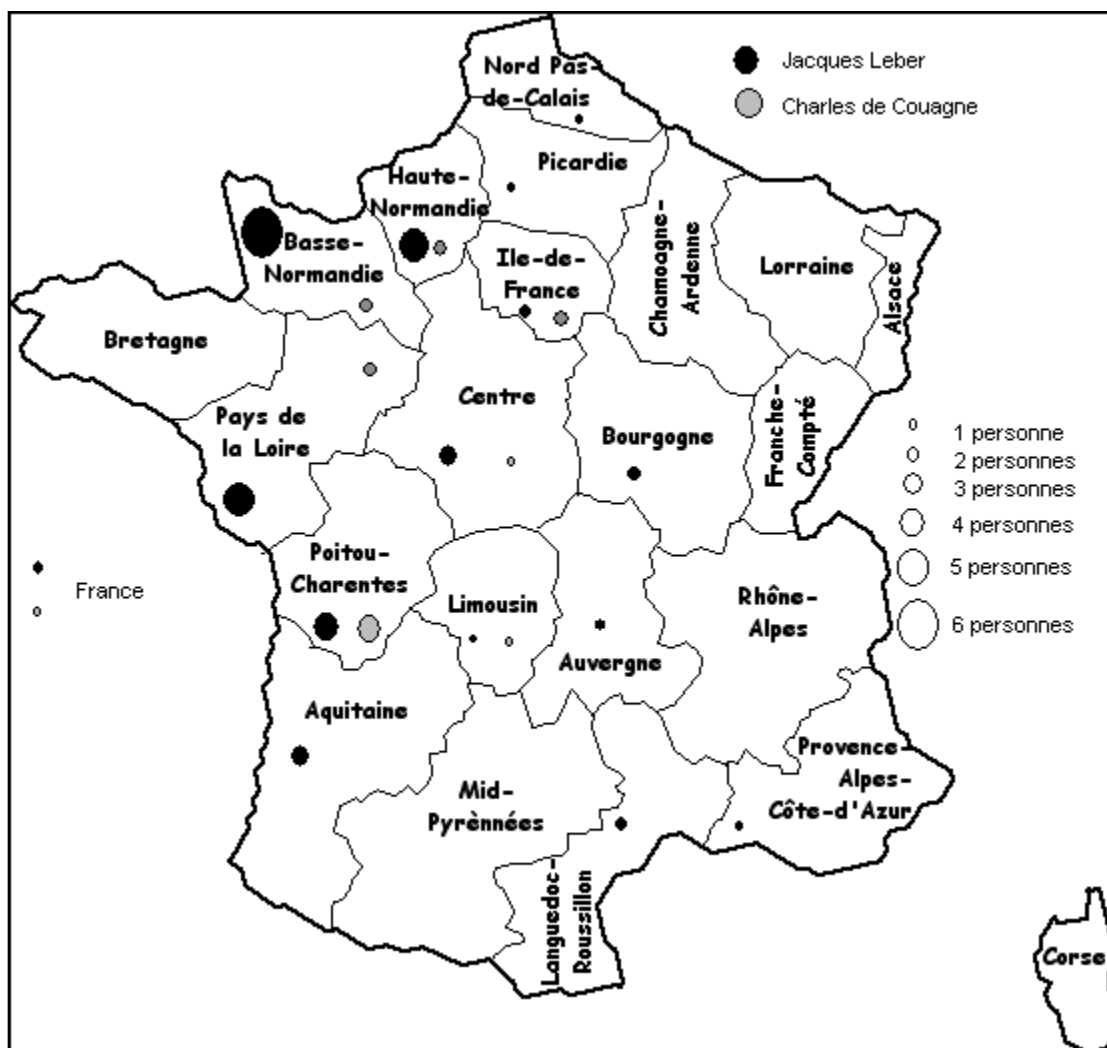
⁶⁹ Yves Landry dir., *Pour le Christ et le roi*, op. cit., p. 52-53.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 56.

⁷¹ Phyllis Lambert et Alan Stewart, dir., *Montréal, ville fortifiée au XVIIIe siècle*, Montréal, Centre Canadien d'Architecture, 1992, p. 20.

⁷² Yves Landry dir., *Pour le Christ et le roi*, op. cit., p. 116.

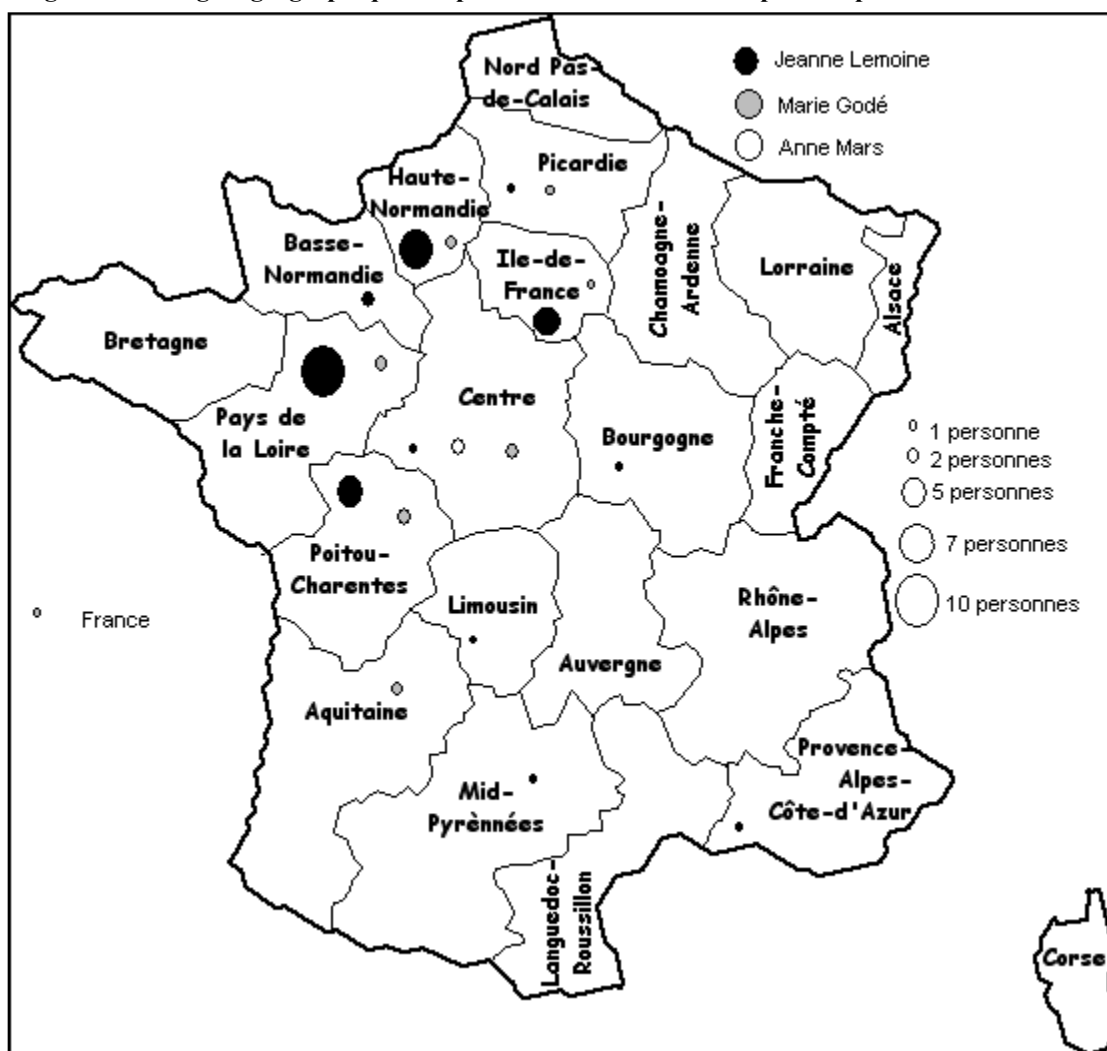
Figure 1.13 Origine géographique des pères d'enfants parrainés par Jacques Leber et Charles de Couagne



Sources : PRDH, Parchemin

En observant la provenance des pères d'enfants marrainés par les épouses de Jacques Leber et Charles de Couagne (figure 1.14), la majorité des pères proviennent aussi de l'ouest de la France. Certaines régions comme le Pays de la Loire, Haute-Normandie, Poitou-Charentes et l'Île-de-France sont plus nombreuses. Cependant, il y a une plus grande concentration vers le nord du pays.

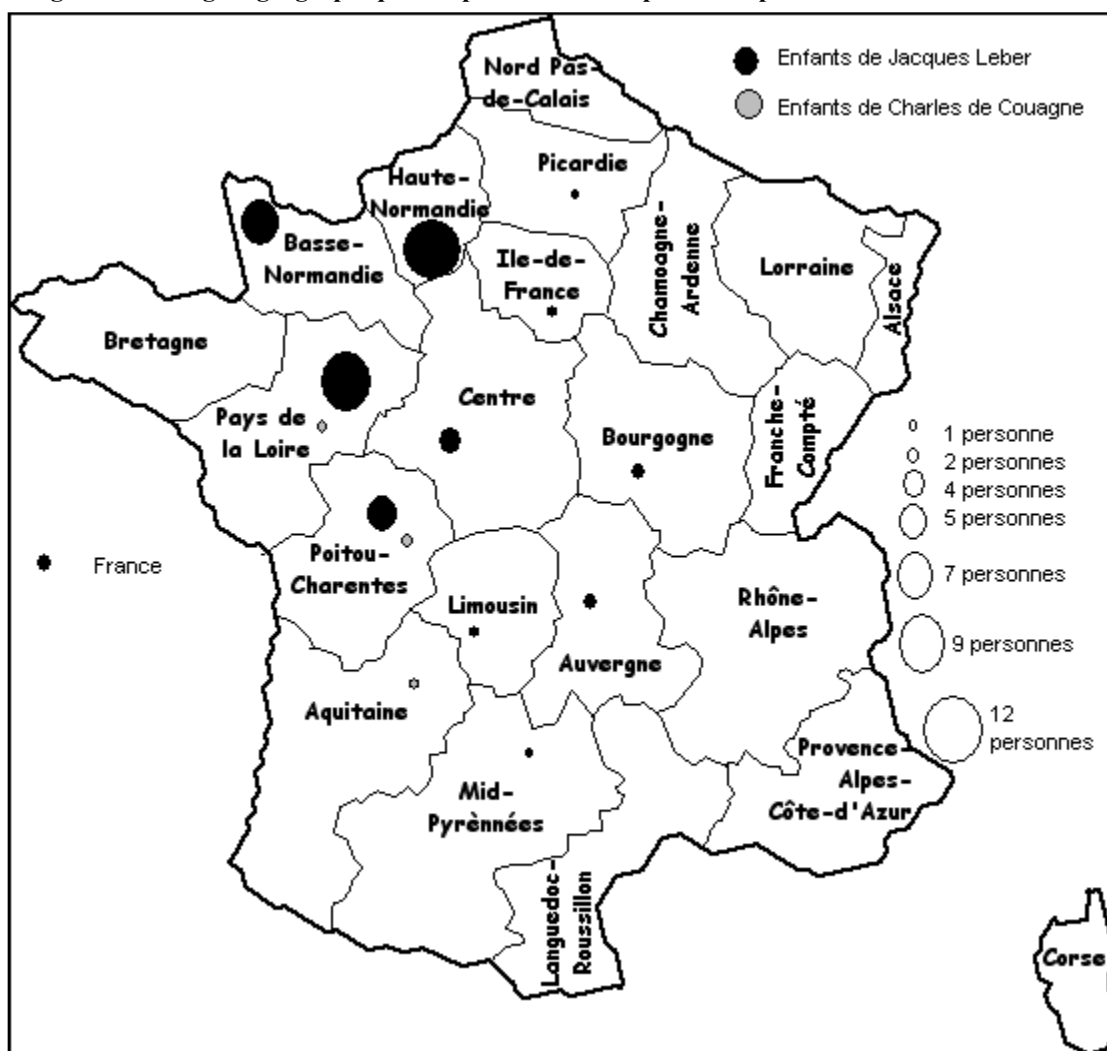
Figure 1.14 Origine géographique des pères d'enfants marrainés par les épouses des marchands



Sources : PRDH, Parchemin

En ce qui concerne les enfants des marchands qui ont été nommés en tant que parrains ou marraines (figures 1.15), il y a également une concentration dans le nord-ouest de la France. Cependant, il y a une répartition plus large que celle observée pour leurs parents. Les enfants des marchands commencent plus tardivement que leurs parents à devenir parrain ou marraine et les parents qui les ont choisis proviennent plutôt d'une autre vague d'immigration.

Figure 1.15 Origine géographique des pères d'enfants parrainés par les enfants des marchands



Sources : PRDH, Parchemin

La provenance d'un même lieu n'est pas un lien ayant formé les deux réseaux sociaux présents à Montréal. Leber provient de la Haute-Normandie et Couagne de Poitou-Charentes. Bien qu'il y ait un grand nombre de pères dans les régions où sont nés les deux marchands (figure 1.13), il n'y a pas une distinction assez forte de ces régions permettant de déclarer qu'il y a effectivement un lien forgé sur une origine commune.

Les structures sociales, économiques et politiques de Montréal favorisent l'émergence du clientélisme. Il se développe deux réseaux sociaux distincts. Chacun de ces deux marchands fait partie d'un de ces réseaux. Jacques Leber privilégie les relations avec les hommes : arrivés dans la colonie avant 1665 et résidant pour la plupart à Montréal, plus particulièrement sur la rue Saint-Paul. Son réseau est concentré dans la ville, puis se disperse dans le reste de la colonie. La famille est également un aspect important pour Leber. Ces liens étant fortement présents chez ses enfants. Charles de Couagne fait partie du réseau des « autres », arrivés après 1665, un réseau en formation continue, par l'accueil constant de nouveaux membres. Le mariage avec une famille pionnière de Montréal ne permet pas de changer cette tendance. L'étendue géographique de ce réseau dépasse la ville de Montréal, mais demeure concentrée dans la région. On y retrouve aussi moins d'officiers attirés par la notoriété de Leber. En observant la famille de chaque marchand, ce sont essentiellement les mêmes tendances qui sont observées. Les enfants de Leber sont davantage parrains pour des pères qui sont arrivés après 1665 comparativement à leur père, mais cela peut s'expliquer en partie par la ferveur religieuse de la famille qui est reconnue par les résidents de la ville. L'argent circule-t-il selon les mêmes structures de réseaux? Nous verrons dans le prochain chapitre que le crédit traverse plus facilement les frontières des réseaux sociaux.

CHAPITRE 2 : MARCHANDS ET RENTIERS

Jacques Savary détermine quatre qualités que doit posséder un marchand pour récupérer une dette; la hardiesse, la vigilance, la prudence et la patience¹. Cette dernière qualité est certainement de mise, car l'étude des créances des marchands montre qu'il y a un fort délai entre la genèse de la dette et son remboursement. Ce chapitre a pour but de dresser le portrait des créances de chacun des deux marchands. Une analyse chronologique n'est pas possible puisque la totalité des créances des deux marchands n'a pas été consignée dans les archives. Nous commencerons donc par analyser les inventaires après décès des marchands, documents qui permettent d'obtenir une vue d'ensemble des créances des deux marchands à des moments précis et d'identifier les instruments qu'ils ont privilégiés pour accorder du crédit. Par la suite, nous dresserons le portrait des obligations et des rentes notariées accordées par les marchands. Pour chacune des créances, nous avons tenté d'identifier le débiteur, le créancier, la somme en question, la date de la création de l'acte notarié, la date du procès (le cas échéant), la profession et la résidence du débiteur. Ceci permet donc d'établir le profil type des débiteurs de chacun des deux marchands. Nous pourrions ensuite le comparer à celui des débiteurs que les marchands ont fait comparaître en cour dans le chapitre suivant.

Nous avons choisi de ne pas analyser la date d'arrivée des créanciers. Si de tels facteurs avaient joué dans la relation de prêt, il y aurait probablement eu des recoupements avec le choix des marchands à titre de parrain. Cependant, Leber et

¹ Jacques Savary (1675), *Le Parfait négociant, ou Instruction générale pour ce qui regarde le commerce de toute sorte de marchandises, tant de France que des pays étrangers* [Monographie], sur le site Gallica, 324 p., consulté le 13 août 2014, <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b86207898/f348.image.r=Jacques%20Savary.langFR>

Couagne ne parrainent chacun que quatre enfants de leurs débiteurs dans les inventaires après décès. Dans le cas de créances notariées, Leber ne parraine que trois enfants de ses débiteurs et Couagne six. Il est certain que le nombre est plus élevé en incluant le parrainage des autres membres de la famille, mais il n'est pas significatif. Il n'est donc pas pertinent de nous lancer dans un lourd processus de recherche alors que les indices suggèrent que l'origine des débiteurs n'est pas un critère pour établir une relation commerciale. De plus, il est possible que du crédit ait été accordé à un ami sans y retrouver de mention. Il y a certaines mentions de ce type dans l'inventaire après décès de 1706 de Jacques Leber, mais ce document ne donne pas une vue d'ensemble des créances dites informelles et déjà remboursées.

2.1 Les inventaires après décès

Les inventaires après décès permettent d'obtenir un aperçu de l'ensemble des dettes non-remboursées à un marchand à un moment précis. Selon les pratiques du notaire qui a rédigé le document, les informations ne sont pas les mêmes d'un inventaire à l'autre, ce qui nous amène à traiter cette source avec précaution².

Chaque marchand a laissé deux inventaires après décès. Le premier à la mort de leur conjointe, soit en 1686³ pour Couagne et 1693⁴ pour Leber. Le second a eu lieu à

² Louis Michel, « Endettement et société rurale dans la région de Montréal au dix-huitième siècle. Premières approches et éléments de réflexion », dans François Lebrun et Normand Séguin, dir., *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVIIe -XXe siècles*, Trois-Rivières et Rennes, Centre de recherche en études québécoises, Université du Québec à Trois-Rivières/ Presses universitaires de Rennes 2, 1987, p. 177.

³ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'Archives de Montréal (BAnQ-CAM), CN-601,S2, Greffes de notaires, Antoine Adhémar dit Saint-Martin, Inventaire après décès de la communauté de Charles de Couagne et de ses enfants mineurs, 7 août 1686.

⁴ BAnQ-CAM, CN-601,S17, Greffes de notaires, Bénigne Basset dit Deslauriers, Inventaire après décès de la communauté de Jacques Leber et Jeanne Lemoine, 22 décembre 1693.

leur propre décès en 1706⁵. Couagne est décédé en août et Leber en novembre. Les premiers inventaires seront moins exploités, car ils ne sont pas aussi détaillés, ce qui en limite l'analyse. Le nom complet est fréquemment manquant, ce qui ne permet pas d'obtenir les renseignements nécessaires sur l'ensemble des débiteurs. De plus, en ce qui a trait à Jacques Leber, il s'agit seulement d'une brève liste qui ne mentionne pas le type de dette, mais seulement le nom (fréquemment incomplet) et la somme due. La date est également peu présente, ce qui ne permet pas de déterminer le lieu de résidence ainsi que le métier puisque ces deux éléments peuvent changer à n'importe quel moment au cours d'une vie. Les renseignements manquants ont parfois été complétés à l'aide de quelques obligations présentes dans Parchemin et dans l'inventaire de 1706. Pour chaque créance, nous analyserons, lorsque c'est possible, le type de dette, le débiteur, le métier et le lieu de résidence.

2.1.1 Les types de créances

En observant l'inventaire après décès de Jacques Leber en 1706, il est possible d'observer le rapport de confiance qui existe entre lui et certains débiteurs. La mention « sans promesse ny obligation⁶ », présente à plusieurs reprises, démontre un lien de confiance entre le créancier et le débiteur. Certaines sommes, non datées et dues par les mêmes individus, apparaissent dans les deux inventaires, indice de la vigilance et de la patience de Leber. Dans le cas des sommes datées, huit dettes sur 52 ont été empruntées avant 1700 dont quatre sont antérieures au premier inventaire. Certaines sommes non

⁵ BAnQ-CAM, CN-601,S340, Greffes de notaires, Pierre Raimbault, Inventaire après décès de la communauté de Jacques Leber, 1er décembre 1706; BAnQ-CAM, CN-601,S2, Greffes de notaires, Antoine Adhémar dit Saint-Martin, Inventaire après décès de la communauté de Charles de Couagne et Marie Godé, 28 août 1706.

⁶ BAnQ-CAM, CN-601,S340, Greffes de notaires, Pierre Raimbault, Inventaire après décès de Jacques Leber, 1er décembre 1706.

datées présentes dans le deuxième inventaire semblent être antérieures au premier inventaire puisque le nom et la somme due sont les mêmes. Leber pouvait tolérer un certain délai dans le remboursement des prêts, ce qui ne l'empêchait pas de continuer à accorder du crédit jusqu'à la fin de sa vie. Enfin, on constate que, dans le cas de Leber, les actes portés devant notaire, soit les constitutions de rente et les obligations, sont moins nombreux que les créances informelles qui ne sont pas officialisées devant notaire (soit 31 % contre 66 %).

Tableau 2.1 Nombre de créances par marchand pour chaque source utilisée Tableau 2.1 :

Marchands	Premiers inventaires	Seconds inventaires	Rentes	Obligations
Jacques Leber	152	165	3	81
Charles de Couagne	324	391	83	602

Sources : Inv. Couagne 1686, Inv. Leber 1693, Inv. Couagne 1706, Inv. Leber 1706, Parchemin

Couagne, pour sa part, traite avec un plus grand nombre d'individus. Par le fait même, il a plus fréquemment recours à des actes notariés pour officialiser le prêt en cas de non-paiement, ce qui suggère qu'il ne semble pas y avoir un lien de confiance entre lui et les débiteurs. Bien que la majorité des créances dans le second inventaire soient datées des années 1700, il est fréquent d'apercevoir une somme prêtées avant 1700. Pour ce marchand, il y a un plus grand nombre d'obligations et de rentes que tout autre type de dette (soit 66 % contre 30 %). Cette tendance est totalement opposée à celle qu'on observe dans l'inventaire de 1686 alors que les actes notariés ne comptent que pour 3 % des dettes. Couagne est alors au début de sa carrière de marchand et il n'a pas encore établi les pratiques de crédit qu'il met en place par la suite.

2.1.2 Qui sont ces débiteurs?

Afin d'évaluer le rapport entre réseaux sociaux et réseaux de crédit, analysons d'abord les prêts consentis aux pères qui ont demandé aux marchands et à leur famille

d'être parrain. En 1686, Couagne n'a prêté qu'à un seul père qui a demandé à un membre de la famille de parrainer un enfant alors qu'on en compte 19 dans l'inventaire de 1706. Les débiteurs qui ont une relation sociale avec le marchand ne forment qu'une petite minorité parmi plus de 600 individus auxquels Couagne a prêté de l'argent. La relation de compérage ne leur accorde pas une plus grande confiance puisque 15 dettes sur 19 sont contractées devant un notaire. Sur l'ensemble des créances consignées aux inventaires de Couagne, les débiteurs doivent en moyenne 142 livres en 1686 et 618 livres en 1706. Des constitutions de rente d'une valeur de plus de 1000 livres font augmenter la moyenne dans le deuxième inventaire. Pour ce qui est des pères d'enfants parrainés par des Couagne, le seul mentionné au premier inventaire est redevable pour la somme de 36 livres. Cette somme est inférieure à la moyenne, mais plusieurs prêts sont alors sous la barre des 50 livres. Pour le second inventaire, les pères qui ont reçu un prêt de Couagne ont une moyenne de 1475 livres. Parmi ceux-ci, il y a huit constitutions de rente ce qui explique le montant élevé comparativement à la moyenne générale pour cet inventaire.

Pour ce qui est de la famille Leber, il est plus difficile d'identifier clairement les hommes pour lesquels ils ont parrainé des enfants puisque seul le nom de famille apparaît dans plusieurs cas. Cependant, lorsque le père a été identifié soit huit cas, sept sont débiteurs par un processus informel ou inconnu, selon la pratique habituelle de Leber. En comparant les prêts accordés aux pères à l'ensemble des créances, il n'y a pas une différence très nette. La moyenne des dettes pour 1693 est de 186 livres et 282 livres pour 1706. La majorité des dettes sont de moins de 250 livres. Cependant, il y a certaines sommes de plus de 1000 livres, particulièrement dans l'inventaire de 1706. Pour ce qui est des pères qui ont été identifiés, la moitié des sommes prêtées sont de moins de 60

livres. Les quatre autres sont des prêts de 260 et 748 livres et deux prêts pour François Leber, son frère, de 1655 et 2699 livres. Chaque marchand tend à traiter les débiteurs dont sa famille parraine un enfant selon sa pratique normale; avec acte notarié pour Couagne, sans acte notarié pour Leber. Seuls quelques individus, avec lesquels les relations dépassent probablement le compérage, bénéficient de prêts importants.

Il aurait été étonnant que les relations sociales jouent un rôle majeur dans le crédit marchand, même dans une petite ville comme Montréal. L'occupation des débiteurs offre une piste d'analyse plus intéressante (tableau 2.2). La diversité des métiers relevés reflète les stratégies des marchands à l'étude. Dans le cas de Jacques Leber, le nombre élevé de voyageurs s'explique par le fait que le premier inventaire a une section intitulée « Estat Des detes qui sont deuts par Les voiyageurs⁷ ». Ce qui fait en sorte que toutes les personnes sous cette catégorie ont un métier connu. Pour ce qui est de Charles de Couagne, cette diversité de métier est beaucoup plus large. Bien que le nombre d'habitants ne se démarque pas des autres métiers, on peut déceler l'amorce d'une tendance plus forte dans l'inventaire de 1706 puisqu'il s'agit également d'un des métiers le plus présent.

La section réservée aux dettes dues par les voyageurs retrouvée dans l'inventaire confirme le rôle important de Leber dans le commerce des fourrures en tant qu'équipeur. Quant à Couagne, la diversité de métier et le nombre élevé d'habitants, laisse croire qu'il s'agit d'un prêteur dit généraliste qui accorde du crédit à qui en fait la demande.

⁷ BAnQ-CAM, CN-601,S17, Greffes de notaires, Bénigne Basset dit Deslauriers, Inventaire après décès de la communauté de Jacques Leber et Jeanne Lemoine, 22 décembre 1693.

Tableau 2.2 Professions des débiteurs de Jacques Leber et Charles de Couagne provenant des inventaires après décès de 1693 et 1686

Profession	Jacques Leber	Charles de Couagne
Alimentation	-	4
Artisans	5	22
Clergé	3	3
Habitants ou fermier	-	14
Marchands	-	2
Officiers civils	-	3
Officiers militaires	2	10
Seigneurs	-	5
Voyageurs	28	5
Autre	1	1
Inconnu	113	257
Total	152	326

Sources : Inv. Couagne 1686, Inv. Leber 1693, Parchemin, Adhémar

Les inventaires de 1706 sont plus complets (tableau 2.3). L'inventaire de 1706 pour Jacques Leber ressemble fortement à celui de 1693. Les métiers les plus présents sont sensiblement les mêmes, celui d'habitant devenant toutefois le deuxième plus fréquent alors qu'il était absent dans le premier inventaire. Il y a également une diversité de métier qui est moins large que Couagne. Bien que Couagne ait une plus grande variété, près de la moitié des débiteurs dont on connaît l'occupation sont des habitants. Le nombre de marchands est également plus important que dans le premier inventaire, mais le nombre de personnes pratiquant un métier en lien avec la guerre est toujours aussi important. En observant ces inventaires, on remarque que les deux marchands n'ont pas le même type de débiteurs, Leber prêtant très peu aux habitants. Les prêts à un intendant et à un gouverneur est un autre indice du prestige dont il jouit auprès des autorités.

Tableau 2.3 Professions des débiteurs de Jacques Leber et Charles de Couagne provenant des inventaires après décès de 1706

Professions	Jacques Leber	Charles de Couagne
Alimentation	2	11
Artisans	9	21
Clergé	6	6
Habitants et fermier	9	90
Marchands	4	25
Officiers civils	-	4
Officiers militaires	8	15
Seigneurs	2	1
Autre	2	4
Voyageur	12	9
Inconnu	111	205
Total	165	391

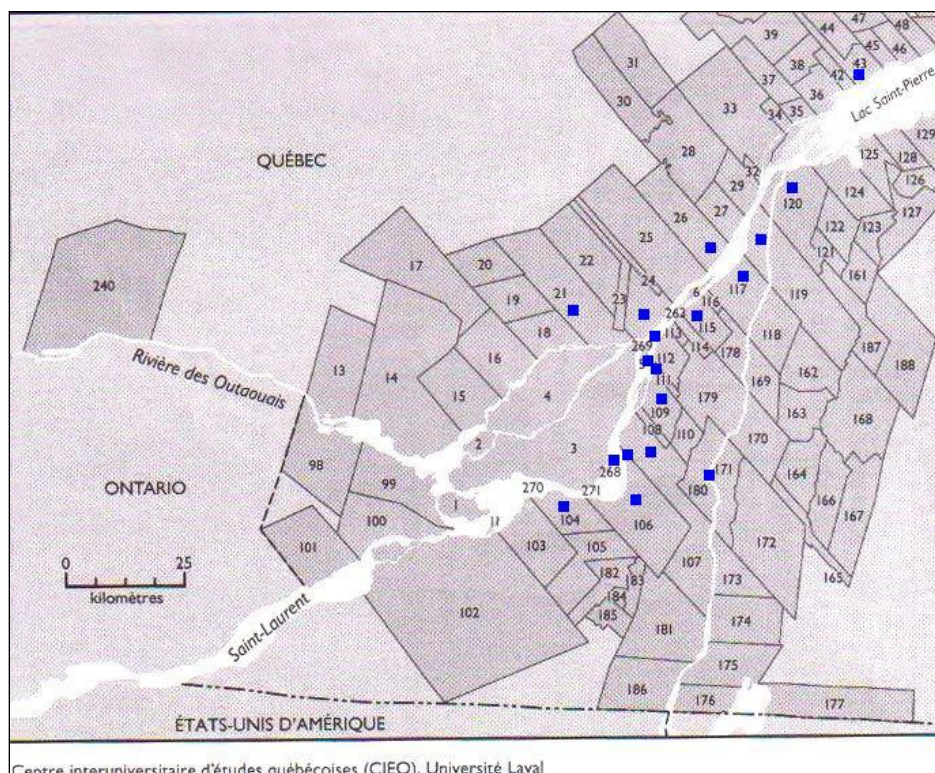
Sources : Inv. Couagne 1706, Inv. Leber 1706, Parchemin, Adhémar

2.1.3 La résidence des débiteurs

Bien qu'ils habitent à une centaine de mètres l'un de l'autre, Leber et Couagne ont chacun un espace de crédit qui leur est propre. Les figures suivantes représentent les lieux de résidences des débiteurs selon les inventaires après décès (figures 2.1-2.4). Les cercles indiquent les seigneuries où les marchands étudiés sont seigneurs en partie ou en totalité et les carrés la seigneurie où résident les débiteurs.

Pour le premier inventaire, 26 % des débiteurs de Couagne résident sur l'île de Montréal et 60 % pour le second. En 1686, les débiteurs qui résident hors de l'île de Montréal (figure 2.1) proviennent surtout de Repentigny (13 débiteurs), La Prairie (10), Boucherville (neuf) et Varennes et l'île Sainte-Thérèse (sept débiteurs). Quelques individus sont ensuite dispersés le long du fleuve Saint-Laurent en direction de Trois-Rivières. Il y a d'ailleurs plusieurs mentions de personnes demeurant à Québec ce qui confirme que le réseau du crédit dépasse de bien loin celui du parrainage qui était confiné à Montréal et ses environs.

Figure 2.1 Seigneuries de la région de Montréal où résident les débiteurs de Charles de Couagne selon l'inventaire après décès de 1686

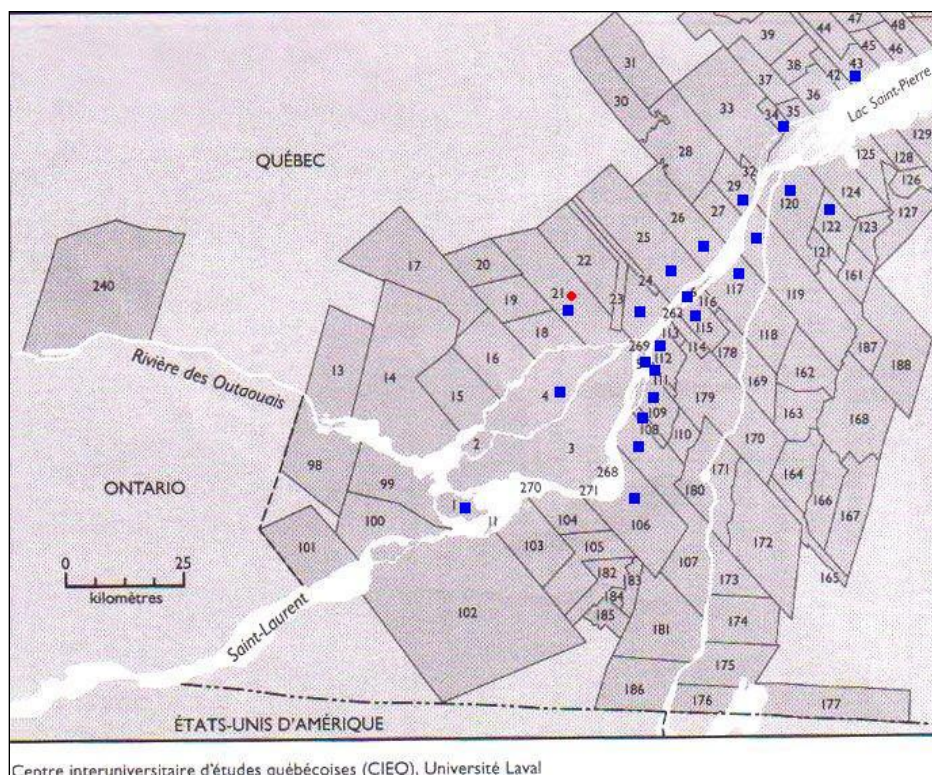


Sources : Grenier, Inv. Couagne 1686, Parchemin, Adhémar

En 1706 (figure 2.2), Couagne a étendu son champ d'action profitant aussi de l'expansion du peuplement. Lachenaie a remplacé La Prairie parmi les secteurs de prédilection, mais il maintient un niveau d'activité élevé à Repentigny (13 débiteurs), Boucherville (10) et l'île Sainte-Thérèse (8). Les autres seigneuries ne comportent pas plus de six débiteurs. La seigneurie de Lachenaie avec 14 débiteurs, est intéressante, car Couagne l'achète à Charles Aubert sieur de LaChesnaye en 1699⁸. Dans l'inventaire de 1686, il n'y a qu'un seul créancier. Par contre, dans l'inventaire de 1706, où il est le seigneur, il s'agit de la région où il a le plus de débiteurs à l'extérieur de l'île de Montréal. On ne sait toutefois pas, à partir des inventaires, si certaines dettes découlent de consolidation d'arrérages de redevances seigneuriales.

⁸ Michel Langlois, *Dictionnaire biographique des ancêtres québécois (1608-1700)*, tome 1, Québec, La Maison des Ancêtres/ Les Archives nationales du Québec, 1998, p. 467.

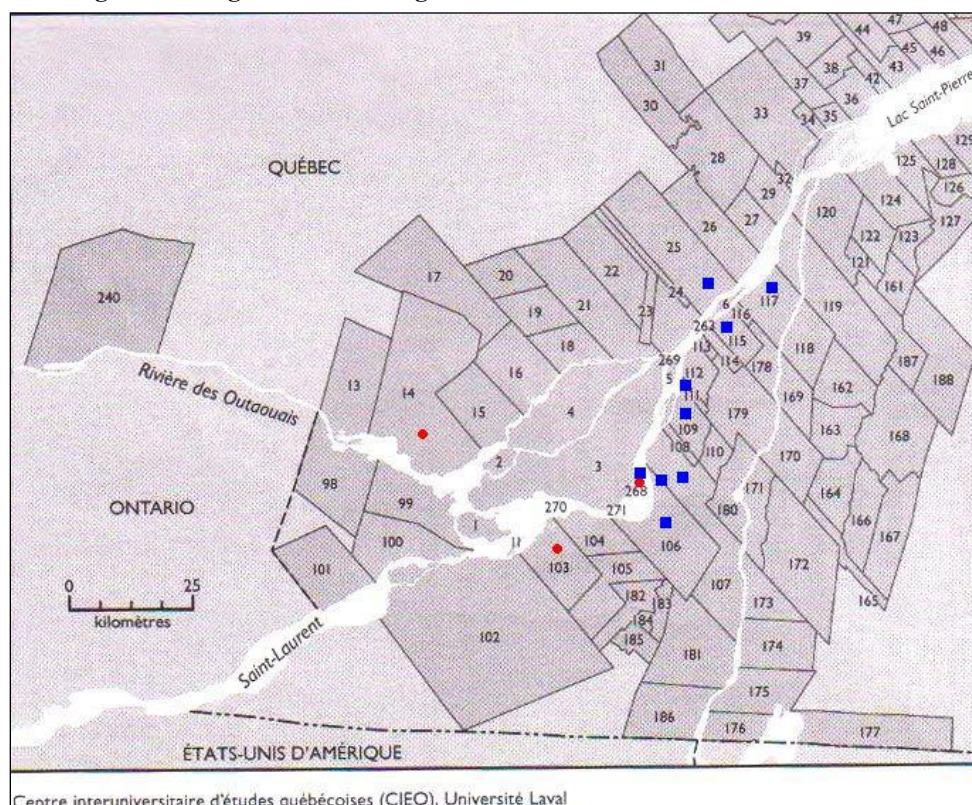
Figure 2.2 Seigneuries de la région de Montréal où résident les débiteurs de Charles de Couagne selon l'inventaire après décès de 1706



Sources : Grenier, Inv. Couagne 1706, Parchemin, Adhémar

Dans le premier inventaire de Jacques Leber (figure 2.3), l'espace géographique est tout aussi étendu, et ce, malgré le grand nombre de résidences inconnues. Ce qui pourrait laisser croire que le territoire géographique couvert par Leber est beaucoup plus vaste. Cependant, il n'y a qu'un seul débiteur sur l'île de Montréal et aucun dans la région de Trois-Rivières. La majorité des débiteurs se situent sur la rive sud de l'île de Montréal, notamment dans la seigneurie de La Prairie, où habite son frère François, avec cinq débiteurs. Les autres n'ont qu'un ou deux débiteurs. Il y a également un débiteur qui réside à Québec.

Figure 2.3 Seigneuries de la région de Montréal où résident les débiteurs de

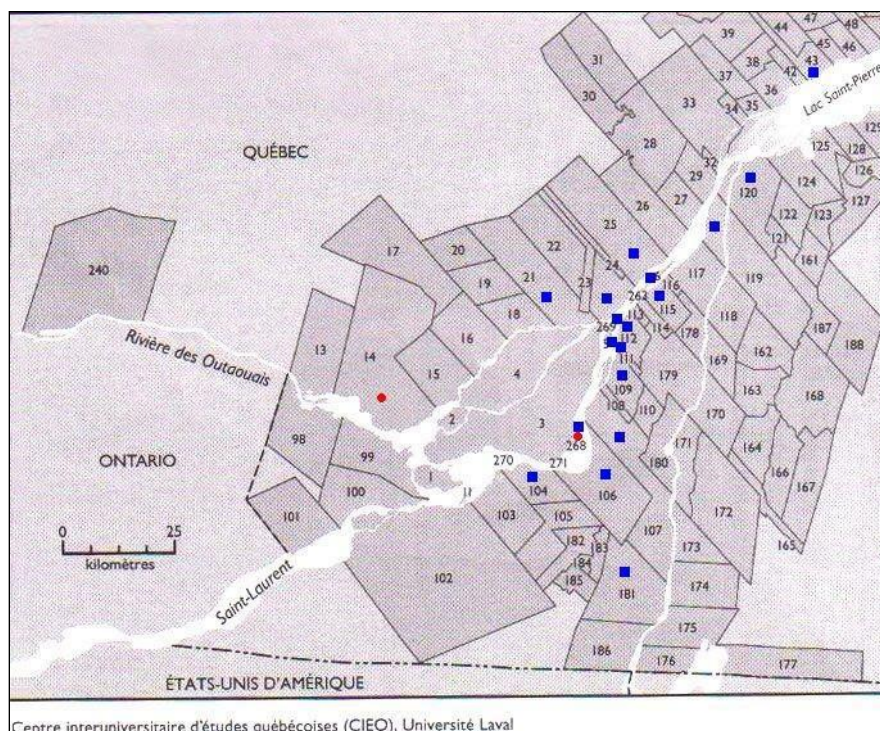


Sources : Grenier, Inv. Couagne 1706, Parchemin, Adhémar

En ce qui concerne le second inventaire de Leber (figure 2.4), l'espace géographique couvert est relativement le même. Il y a cependant quelques débiteurs à Montréal même et sur l'île, mais la majorité se retrouve sur la rive sud et ce réseau de créances s'étend désormais en aval sur le fleuve jusqu'à Rivière-du-Loup sur le lac Saint-Pierre. Leber semble s'être retiré des réseaux de prêt de Québec et se concentre sur un espace géographique majoritairement limité au gouvernement de Montréal. Les seigneuries ayant le plus grand nombre de débiteurs sont La Prairie avec six débiteurs et l'île Saint-Paul avec quatre. Leber est en partie seigneur de l'île Saint-Paul⁹, un lieu où il accorde seulement des dettes informelles. Étant donné qu'il accorde peu de crédit à des habitants, il aurait été intéressant de pouvoir mieux connaître la nature de ces dettes.

⁹ Yves F. Zoltvany, « Le Ber, Jacques », *Dictionnaire Biographique du Canada*, vol. 2, Québec, Presses de l'Université Laval, 1966, p. 390.

Figure 2.4 Seigneuries de la région de Montréal où résident les débiteurs de Jacques Leber selon l'inventaire après décès de 1706



Sources : Grenier, Inv. Leber 1706, Parchemin, Adhémar

L'analyse des créances des inventaires après décès démontre que Jacques Leber accorde moins de prêts que Couagne, mais il semble avoir un lien de confiance entre lui et le débiteur puisqu'il y a très peu d'actes notariés comparativement aux dettes informelles, et ce, malgré la distance géographique. En effet, il y a très peu de débiteurs résidants à Montréal ou sur l'île. Ils habitent surtout dans le gouvernement de Montréal avec quelques présences dans celui de Trois-Rivières et de Québec. Pour ce qui est de Charles de Couagne ce lien de confiance est peu présent, puisque les actes notariés sont beaucoup plus nombreux que les dettes informelles. Par contre, Couagne est plus présent à Montréal et sur l'île que Leber, mais il a un territoire un peu plus vaste autour de Montréal et le long du fleuve sans compter le nombre de prêts beaucoup plus élevé.

2.2 Les créances notariées

Nous analyserons ici l'ensemble des créances notariées des deux marchands lesquelles ne représentent qu'une partie des sommes prêtée au cours de leurs carrières. Ces prêts notariés sont de deux types : les obligations, prêts à court terme que l'on rembourse graduellement ou en un seul versement, et les constitutions de rentes, soit des sommes souvent importantes dont le débiteur ne rembourse que les intérêts chaque année¹⁰.

Leber accorde 60 obligations entre 1671 et 1706 (moyenne de 1,66 obligation par année). Couagne quant à lui accorde 544 obligations entre 1676 et 1706 (moyenne de 17,55 obligations par année). Leber est encore moins actif du côté des rentes consenties entre 1670 et 1684 avec une moyenne de 0,21 rente par année pour un total de trois. Tandis que Charles de Couagne en accorde 83 entre 1681 et 1706, ce qui fait une moyenne de 3,19 par année.

2.2.1 *La profession des débiteurs*

L'analyse des occupations des débiteurs ayant formalisé leur dette envers les deux marchands confirme le portrait dressé à partir des inventaires (tableau 2.4).

Leber accorde surtout des obligations à des marchands (13, soit 34 %), suivis des voyageurs et des artisans (qui sont aussi dans le commerce) à 6 (16 %) et des habitants à 5 (13 %). Par contre, pour Charles de Couagne les habitants sont largement les premiers avec 200 individus (54 %), ensuite viennent les voyageurs à 37 (10 %) les artisans à 39 (11 %) et les marchands à 34 (9 %). Malgré l'inversion, les marchands accordent tous

¹⁰ Louis Michel, « Un marchand rural en Nouvelle-France : François-Augustin Bailly de Messein, 1709-1771 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33, n° 2 (sept. 1979), p. 225-227 et Louis Michel, « Endettement et société rurale », *op. cit.*, p. 178.

deux le plus d'obligations aux débiteurs ayant les mêmes occupations, soit celles qu'on retrouve le plus fréquemment à Montréal et dans sa région. De plus, tout comme dans les inventaires après décès, la diversité des métiers est plus grande chez Couagne. Cependant, elle est beaucoup moins perceptible, bien que plus de la moitié de ses obligés soient des habitants. Par ailleurs, Charles de Couagne est reconnu comme étant parmi les prêteurs les plus actifs pour les habitants de La Prairie¹¹.

Le faible nombre de rentes accordées par Jacques Leber ne permet pas d'en tirer des conclusions pertinentes. Cependant, pour ce qui est de Charles de Couagne, on constate à nouveau qu'il prête surtout aux habitants, lesquels constituent 53 % de ceux qui lui paient des rentes. La seconde catégorie de métier la plus présente est celle d'artisan avec 2,24 %.

Tableau 2.4 Professions pratiquées par les débiteurs au moment de la ratification de l'acte notarié envers Jacques Leber ou Charles de Couagne, 1670-1706

Professions	Obligation		Rente	
	Jacques Leber	Charles de Couagne	Jacques Leber	Charles de Couagne
Alimentation	2	18	-	1
Artisans	6	39	-	7
Clergé	-	1	-	-
Habitants ou laboureur	5	200	1	26
Institution religieuse	-	-	-	1
Marchands	13	34	1	4
Officiers civils	1	6	-	2
Officiers militaires	4	21	-	5
Seigneur	-	8	1	-
Voyageur	6	37	-	-
Autre	1	4	-	3
Inconnu	43	232	-	32
Total	81	600	3	81

Sources : Parchemin, Adhémar

¹¹ Louis Lavallée, *La Prairie en Nouvelle-France, 1647-1760 : étude d'histoire sociale*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1992, p. 260.

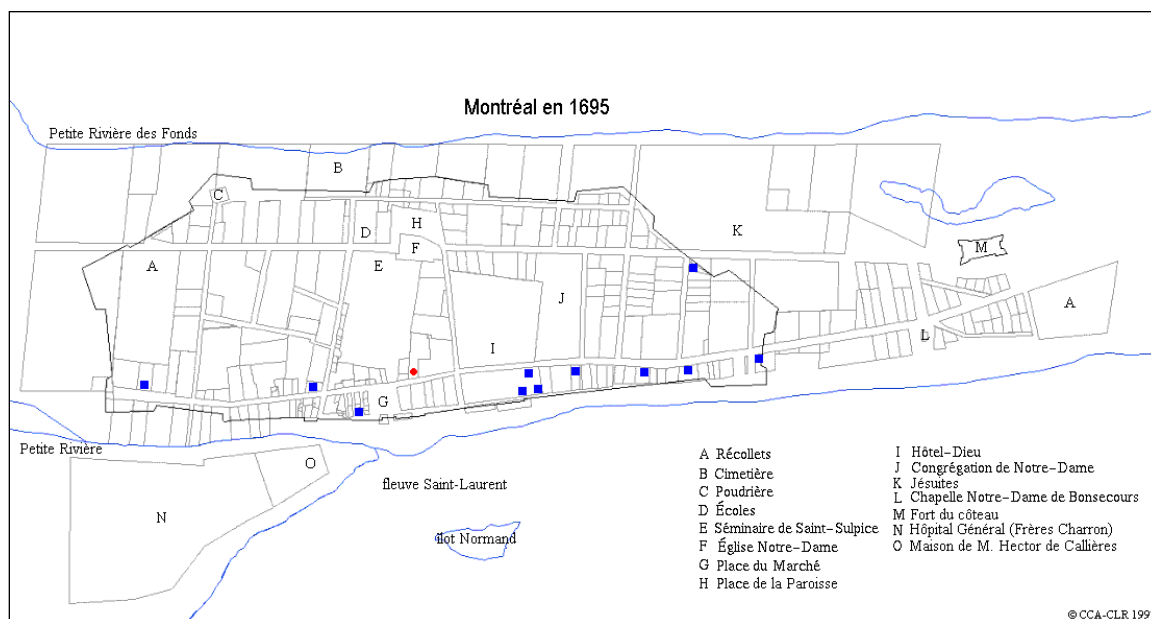
2.2.2 *La résidence des débiteurs*

Montréal est une ville marchande. Bien que les deux hommes étudiés pratiquent le même métier, ils n'ont pas le même rapport à l'environnement puisqu'ils n'ont pas les mêmes liens sociaux. Comme mentionné précédemment, le métier qu'ils pratiquent fait en sorte qu'il leur est nécessaire de connaître des individus de la ville et de la campagne pour mener à bien leurs activités de prêteurs.

En ce qui concerne les rentes, Jacques Leber en accorde deux à des Montréalais et une autre à un habitant de la seigneurie de Dombourg. Charles de Couagne utilise cet instrument pour des gens qui habitent à Montréal ou sur l'île, soit 54 des 69 rentes dont la résidence du débiteur est connue. Quatre habitants de l'île Sainte-Thérèse et de Repentigny lui ont constitué des rentes alors qu'un de ses censitaires de Lachenaie a eu recours à cette forme de crédit. Il n'y a donc aucune préférence à accorder une rente à un de ses censitaires. Il y a quelques seigneuries près de l'île de Montréal avec un débiteur seulement. Étant donné que Couagne fait dresser la majorité des rentes à partir de 1702, il semble veiller à ce que ses héritiers disposent de revenus constants.

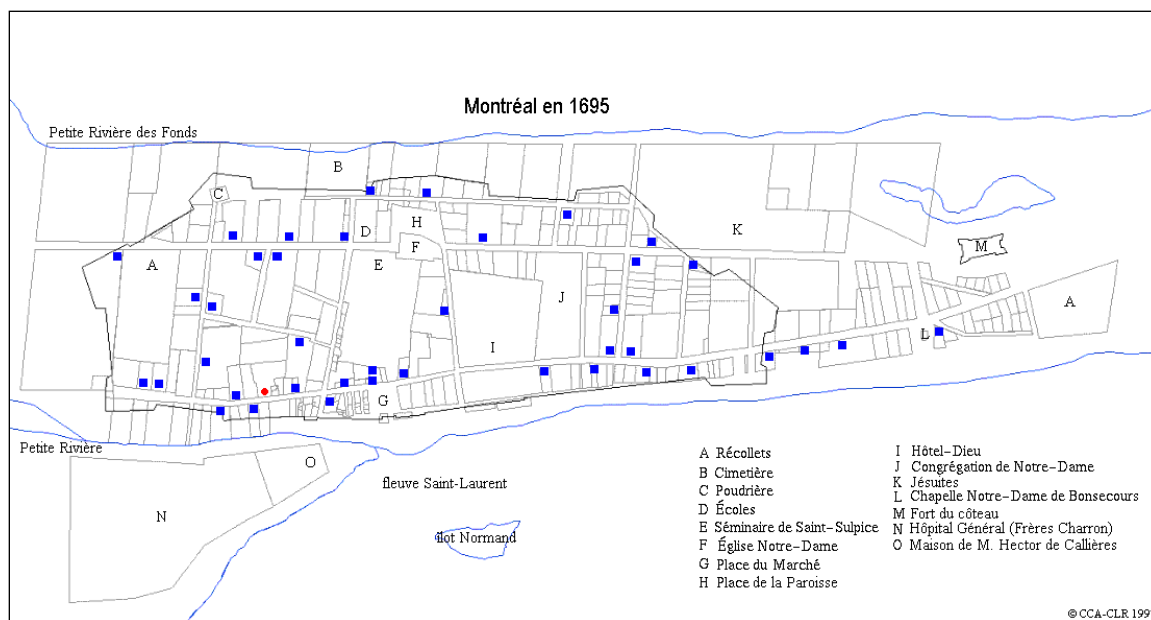
Les cartes suivantes comparent les lieux de résidence des débiteurs lors de la rédaction de l'obligation en comparaison du marchand étudié, le créancier. Le cercle représente le lieu où demeure Jacques Leber ou Charles de Couagne, et les carrés, les débiteurs résidants dans la ville et dont l'emplacement est connu. Pour ce qui est de Jacques Leber (figure 2.5), son rapport à la ville est très restreint. En fait, il se situe presque essentiellement sur la rue Saint-Paul.

Figure 2.5 Résidence de Jacques Leber et de ces débiteurs au moment de la ratification de l'obligation, 1671-1706



Sources : Adhémar, Parchemin

Figure 2.6 Résidence de Charles de Couagne et de ces débiteurs au moment de la ratification de l'obligation, 1676-1706

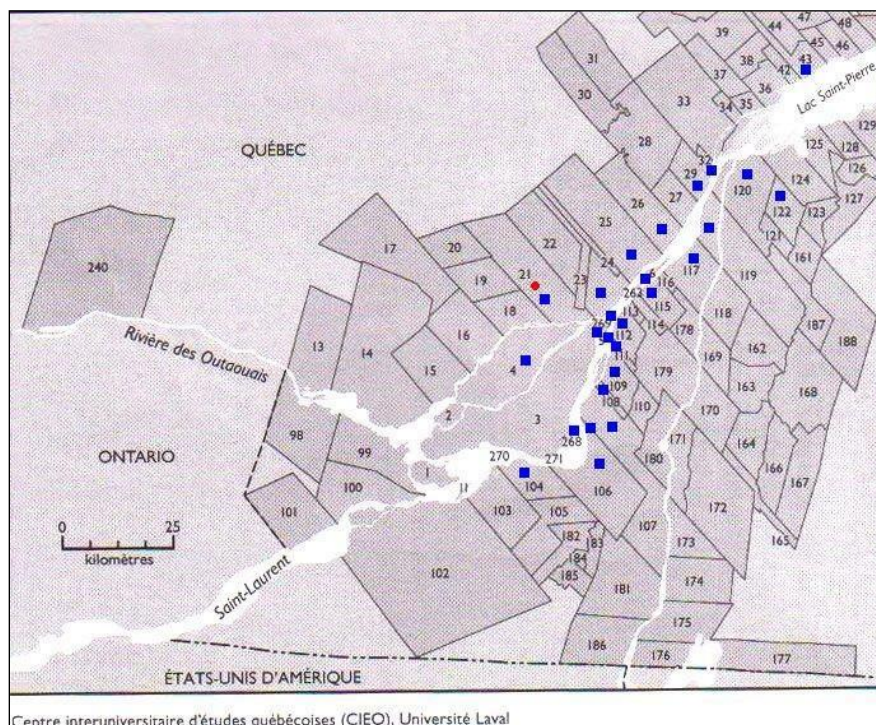


Sources : Adhémar, Parchemin

Charles de Couagne (figure 2.6), une fois de plus, est à l'opposé de Jacques Leber. Le premier entretient de nombreux rapports dans l'ensemble de la ville. Cependant, il y a une prédominance pour la rue Saint-Paul, là où habitent la plupart des marchands.

Le réseau de Couagne est très étendu à Montréal. Il en est de même dans le reste de la colonie. Au XVII^e siècle, la Nouvelle-France n'est pas encore assez développée pour que des marchands s'installent à la campagne. Les paysans doivent donc se rendre dans les grandes villes, dont Montréal, pour obtenir du crédit¹². Ce contexte fait en sorte qu'un grand nombre d'actes notariés implique des individus provenant de l'extérieur de la ville. Cependant, il ne faut pas oublier que Couagne est un plus grand prêteur que Leber. Il est donc normal de retrouver une plus grande diversité.

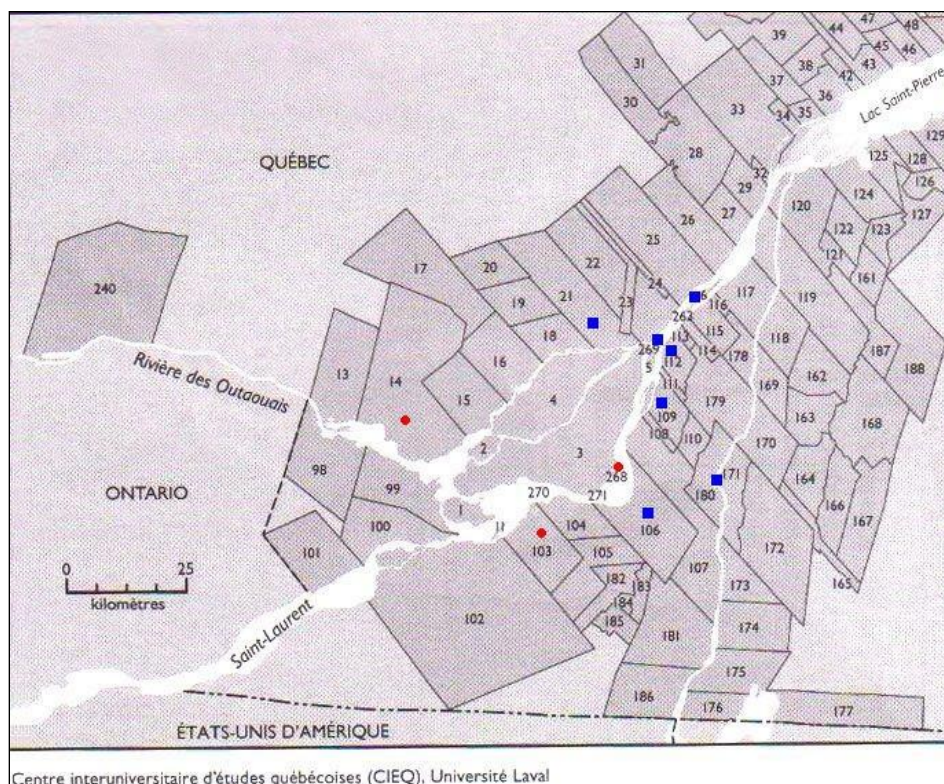
Figure 2.7 Seigneuries de la région de Montréal où résident les débiteurs de Charles de Couagne au moment de la ratification de l'obligation



Sources : Grenier, Parchemin, Adhémar

¹² Sylvie Dépatie, « La seigneurie de l'Île-Jésus au XVIII^e siècle », dans Sylvie Dépatie, Mario Lalancette et Christian Dessureault, *Contributions à l'étude du régime seigneurial canadien*, Montréal, Hurtubise, 1987, p. 147.

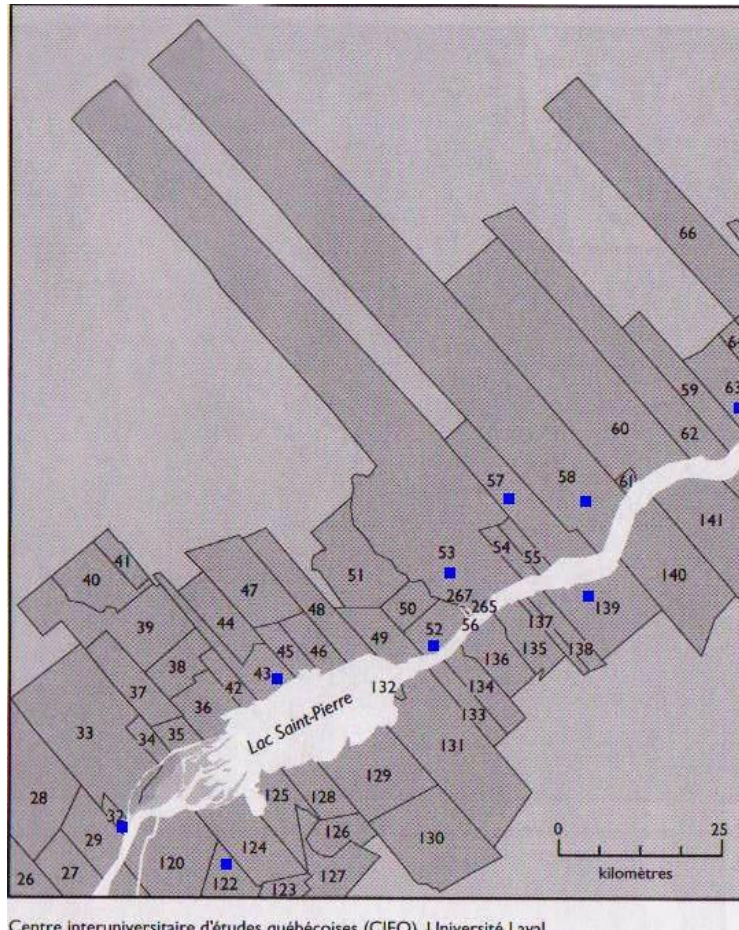
Figure 2.8 Seigneuries de la région de Montréal où résident les débiteurs de Jacques Leber au moment de la ratification de l'obligation



Sources : Grenier, Parchemin, Adhémar

En effet, la figure 2.7 permet de démontrer une grande présence de Couagne sur la rive sud, mais également au nord-est de Montréal. L'île de Montréal compte pour 58 % des débiteurs. Les seigneuries comportant le plus de débiteurs sont Repentigny avec 32, Lachenaie avec 22 et puis Québec et Verchères avec 12 individus.

Figure 2.9 Seigneuries de la région de Trois-Rivières où résident les débiteurs de Charles de Couagne au moment de la ratification de l'obligation

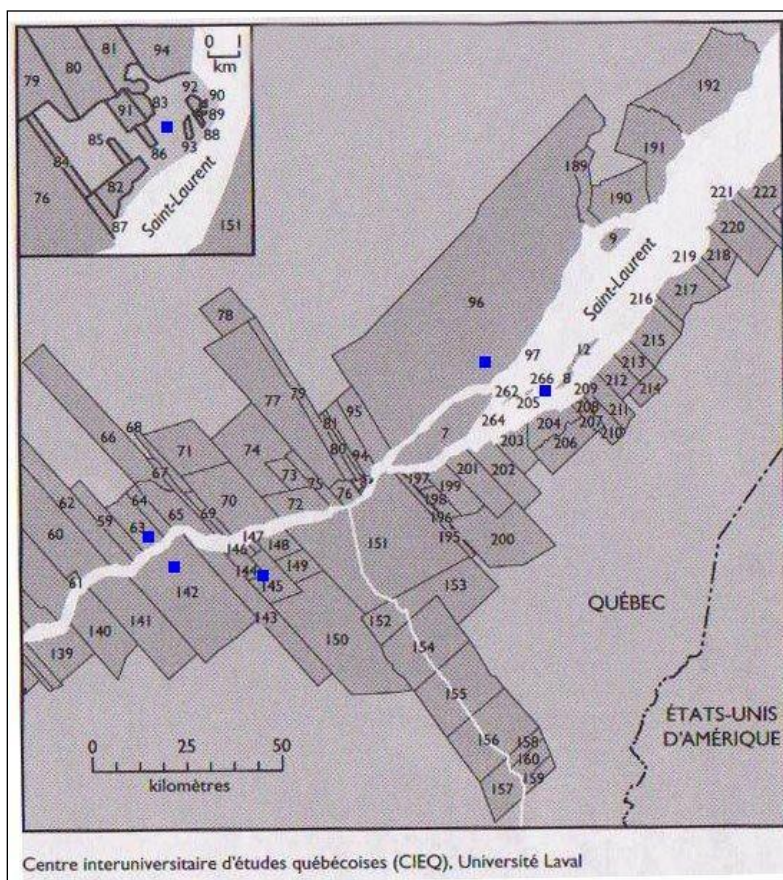


Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ), Université Laval

Sources : Grenier, Parchemin, Adhémar

Couagne n'est pas seulement présent dans la région montréalaise, mais également dans la région de Trois-Rivières (figure 2.9) et de Québec (figure 2.10). Seulement, il est possible d'observer que plus on s'éloigne de Montréal, moins il y a de prêts qui sont accordés.

Figure 2.10 Seigneuries de la région de Québec où résident les débiteurs de



Sources : Grenier, Parchemin, Adhémar

Pour ce qui est de Jacques Leber (figure 2.8), c'est tout le contraire. Malgré le fait qu'il possède plusieurs seigneuries, il a moins de contacts avec les débiteurs. Leber possède les deux tiers de la seigneurie de l'île Saint-Paul, le fief de Senneville sur le lac des Deux Montagnes¹³ et la moitié de la seigneurie de Châteauguay¹⁴. Cependant, ces possessions ne font pas en sorte que Leber accorde du crédit formel à des habitants de ces seigneuries ou des environs puisqu'aucun contrat n'a été accordé à un des résidents de ces seigneuries. D'ailleurs, parmi les lieux où Leber accorde un prêt, aucun ne se démarque puisqu'ils ne sont mentionnés qu'une seule fois. Leber est surtout présent dans

¹³ Yves F. Zoltvany, « Le Ber, Jacques », *Dictionnaire Biographique du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1966, vol. 2, p. 390.

¹⁴ Michel Langlois, *Dictionnaire biographique des ancêtres québécois (1608-1700)*, tome 2, Québec, La Maison des Ancêtres/ Les Archives nationales du Québec, 1999, p. 158.

le gouvernement de Montréal. Il n'y a qu'un seul prêt dans celui de Trois-Rivières, soit à un résident de la seigneurie de Batiscan.

2.2.3 *À qui accorder un prêt?*

On constate que Leber prête à un nombre plus restreint d'individus, souvent sans formaliser la dette alors que Couagne prête à un éventail plus large de gens, très souvent à des habitants, et protège ces avances avec des actes notariés.

Nous avons aussi noté que plusieurs débiteurs ont obtenu un prêt de la part des deux marchands. Le crédit demeure ainsi une relation d'affaires et ses réseaux sont moins étanches que les réseaux sociaux décrits au premier chapitre.

Très peu de personnes obtiennent un prêt à deux reprises en ce qui concerne Leber, soit Marie Moitié, Jacques Cauchois et Louis Lefebvre. Cependant, pour Couagne, un débiteur apparaît fréquemment plus d'une fois et parfois même, deux fois dans la même semaine. Ces données vont de pair avec les inventaires après décès où Leber n'a aucun débiteur apparaissant plus d'une fois dans le même inventaire. Tandis que pour Couagne, il y a fréquemment plusieurs mentions d'un même débiteur dans le même document. Claude Desrosiers met de l'avant avec l'inventaire après décès de Joseph Cartier, que malgré le fait que les clients soient endettés, ils continuent d'acheter, et ce, même en période de récession puisqu'ils doivent obtenir ce qu'ils n'ont plus. Ce sont seulement les produits qui changent¹⁵.

Près de la moitié des prêts notariés accordés par Couagne, sont établis à partir de 1702. En effet, 38 des 83 constitutions de rente et 253 des 544 obligations ont été créés

¹⁵ Claude Desrosiers, « Un aperçu des habitudes de consommation de la clientèle de Joseph Cartier, marchand général à Saint-Hyacinthe à la fin du XVIII^e siècle », *Historical Papers / Communications historiques*, vol. 19, n° 1 (1984), p. 91-110.

de 1702 à 1706. 1703 et 1704 étant les années où il y a le plus d'obligations. Jacques Leber quant à lui crée un plus grand nombre d'obligations en 1706, soit l'année où il meurt. Dans les deux cas, les marchands ont plus fréquemment recours aux actes notariés vers la fin de leur vie, probablement afin de s'assurer que leurs héritiers puissent plus facilement recouvrer les dettes.

Dans le cas de Couagne, le recours aux rentes a pu régulariser les revenus de ses futurs héritiers, dont plusieurs sont mineurs puisque les constitutions de rente « apporte[nt] non seulement une garantie hypothécaire, mais aussi un intérêt, une rente, un revenu annuel et régulier¹⁶. » D'ailleurs, Dechêne mentionne que Couagne a un revenu de 3000 livres les années précédant sa mort¹⁷.

2.3 Des marchands aux profils différents

Plusieurs études ont confirmé qu'il n'existe pas un seul type de marchand. L'analyse des pratiques de crédit de Couagne et de Leber nous permet de les situer dans deux catégories distinctes.

2.3.1 *Un marchand rural*

Charles de Couagne, par son approche, semble anticiper le marchand rural du XVIII^e siècle bien qu'il ait encore des caractéristiques urbaines. Il accorde des prêts à une clientèle diversifiée sans avoir de filtre parmi les débiteurs. Par le fait même, un grand nombre d'obligations a été accordé à des personnes résidant à Montréal et le long du fleuve Saint-Laurent. Nombreux sont les actes notariés, puisqu'il s'agit d'une clientèle nombreuse et diversifiée qui fait sans doute ses achats en totalité ou en parti dans son

¹⁶ Louis Michel, « Un marchand rural en Nouvelle-France », *op. cit.*, p. 248.

¹⁷ Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle : essai*, Montréal, Boréal, 1988, p. 208.

magasin et qui n'est pas connue de celui-ci personnellement¹⁸. Couagne est actif dans un plus grand territoire que François-Augustin Bailly de Messein, un marchand de Varennes au XVIII^e siècle, mais sa zone d'influence est liée au contexte de son époque puisque les habitants des seigneuries autour de Montréal empruntent aux marchands de la ville à une époque où peu de marchands sont établis dans les campagnes. De plus, tout comme Bailly de Messein la clientèle principale est formée des habitants¹⁹.

Bien que son inventaire de 1706 montre un magasin bien garni²⁰, Couagne semble avoir privilégié les rentes à la fin de sa vie. L'inventaire de 1686 a un pourcentage de 24,9 % de marchandise en stock et celui de 1706 a un pourcentage de 0,05 %²¹. Les deux inventaires ont été faits en août. Donc à moins que la traite de 1706 ait été particulièrement mauvaise, on observe l'évolution des actifs chez un marchand en fin de carrière comme le suggère Nish. Tout comme dans le cas de Bailly de Messein, les obligations et les rentes forment les plus grandes parts des créances de la succession de 1706 tandis que dans le premier inventaire, ce sont les créances à court terme qui dominent²².

2.3.2 *Un négociant*

Kathryn A. Young décrit quatre types de marchands présents à Québec au XVIII^e siècle; le marchand commis, le marchand fonctionnaire, le marchand né dans la colonie et le marchand de quartiers. Elle n'a pas défini son classement à partir des stratégies de

¹⁸ Sylvie Dépatie. « Commerce et crédit à l'île Jésus, 1734-75. Le rôle des marchands ruraux dans l'économie des campagnes montréalaises », *The Canadian Historical Review*, vol. 84, n° 2 (juin 2003), p. 163.

¹⁹ Louis Michel, « Un marchand rural en Nouvelle-France », *op. cit.*, p. 225.

²⁰ BAnQ-CAM, CN-601,S340, Greffes de notaires, Pierre Raimbault, Inventaire après décès de la communauté de Jacques Leber, 1er décembre 1706.

²¹ Louise Dechêne, *Habitants et marchands*, *op cit.*, p. 204-205.

²² *Ibid.*

crédit, mais il y a un type de marchand qui semble se rapprocher des actions de Jacques Leber, les marchands nés dans la colonie et ce même s'il est né en France. Ces marchands accordent une grande importance au patrimoine pour la longévité de l'entreprise familial²³. Tout comme eux, Leber possède certains territoires dans la colonie et participe à son développement. Dans le cas de Leber, il faut mentionner ses trois propriétés seigneuriales, la construction d'un moulin et sa participation à la Compagnie du Nord. Le prêt n'est pas la partie la plus importante de sa stratégie commerciale. Il investit dans le commerce, la terre et ses enfants²⁴.

D'ailleurs, l'« [i]nheritance of town and country property, and inheritance of status within the Quebec community, offered these colonial-born merchants a level of financial and social security which was not available to the factors or fonctionaries²⁵.» Leber fait partie de ces marchands qui font du commerce à une plus grande échelle. En plus de posséder des magasins à Montréal et Québec, il pratique le commerce avec les Antilles et est actif dans plusieurs secteurs tels que la fourrure et la pêche²⁶. Les indicatifs d'une élite marchande étant la diversification et l'importance de son commerce, Leber peut donc être considéré comme un négociant²⁷.

Jacques Leber et Charles de Couagne n'ont pas les mêmes stratégies quant au prêt d'argent. Le premier choisit à qui il accorde un prêt, bien que le réseau géographique soit

²³ Kathryn A. Young, *Kin, Commerce, Community: Merchants in the Port of Quebec, 1717-174.*, New York, Peter Lang, 1995, p. 55-66.

²⁴ Yves F. Zoltvany, « Le Ber, Jacques », *op. cit.*, p. 389-391.

²⁵ Kathryn A. Young, *Kin, Commerce, Community*, *op. cit.*, p. 66.

²⁶ Yves F. Zoltvany, « Le Ber, Jacques », *op. cit.*, p. 389-391.

²⁷ André Lespagnol, *Messieurs de Saint-Malo : une élite négociante au temps de Louis XIV*, Saint-Malo, Éditions l'Ancre de Marine, 1990, p. 72 et 127.

diversifié. Les inventaires après-décès montre qu'un rapport de confiance entre le débiteur et le créancier semble avoir une importance. Ce choix semble lui porter fruit, puisqu'il y a peu de débiteurs ayant contracté une dette dans le premier inventaire qui sont toujours redevables dans le second. Par le fait même, il faut également mentionner le faible nombre d'actes notariés qui ont été contractés alors qu'il est actif pendant une période plus longue que Charles de Couagne. Cependant, cette confiance ne semble pas s'étendre après la mort puisque Leber accorde d'avantage de créances par des actes notariés au cours de sa dernière année. Ces actes sont majoritairement fait envers des personnes étant près de lui, soit Montréal (plus spécifiquement la rue Saint-Paul) et quelques seigneuries autour de l'île.

Le second marchand quant à lui, emploie le prêt comme stratégie d'affaires. Il semble accorder un prêt à qui le demande, puisque la distance géographique entre lui et les débiteurs est très grande comparativement à Leber. Il a des prêts dans les trois gouvernements de la colonie. Par le fait même, les actes notariés sont beaucoup plus présents. Bien qu'on y retrouve les trois mêmes métiers que Leber, ce sont les habitants qui ont le plus d'actes notariés de toute sorte. De plus, malgré le fait qu'un débiteur n'ait pas remboursé une première dette, cela ne l'empêche pas d'accorder un second prêt à la même personne. L'inventaire après décès de 1706 le démontre, un nom peut apparaître à plusieurs reprises sous plusieurs types de dettes. Malgré que Couagne emploie fréquemment les actes notariés tout au long de sa vie, c'est à partir de 1702 qu'il y a le plus de rente et de constitution. De cette manière, Couagne s'assure de laisser un revenu à sa famille après sa mort ainsi que des preuves qu'une transaction a bien eu lieu.

Ainsi, bien que leurs méthodes de prêt soient très différentes l'une de l'autre, il faut souligner le fait que les deux marchands sont décédés avec une fortune similaire. Le rôle joué par ce crédit dans ces fortunes est toutefois très différent. Les deux inventaires de Couagne ont 68,9 % et 78 % de crédit à court terme dans la colonie ainsi que 22,1 % de crédit à long terme dans l'inventaire de 1706. De plus, Couagne ne possède que 0,8 % de monnaie dans son inventaire de 1686 et aucune dans le second. Leber quant à lui n'a que 35,8 % et 45,9% de crédit à court terme ainsi que 0,3 % de crédit à long terme dans l'inventaire de 1706. Le prêt est donc une part beaucoup moins importante pour Leber dans son capital. En ce qui concerne la monnaie, Leber possède 1,9 % en 1693 et 3,8 % en 1706²⁸. Pour ce qui est des biens immeubles et meubles, il est difficile de les comptabiliser puisqu'ils ne sont pas décrits de manière uniforme dans tous les inventaires²⁹. L'analyse de créances ayant démontré des stratégies de prêts différentes, il reste à étudier de quelle manière ces marchands ont eu recours aux tribunaux.

²⁸ Louise Dechêne, *Habitants et marchands*, *op. cit.*, p. 204-205.

²⁹ Louis Michel, « Endettement et société rurale », *op. cit.*, p. 177-178.

CHAPITRE 3 : L'INSTRUMENTALISATION DE LA JUSTICE

L'historiographie actuelle perçoit la justice comme un outil pour recouvrir une dette impayée notamment par la saisie. Cependant, les marchands étudiés emploient plutôt les conseils de Savary, soit d'être patients et persistants. Lorsqu'un marchand a recours à la justice, il met de côté les moyens infrajudiciaires qui ont été infructueux. Ce chapitre a pour but de déterminer les contextes dans lesquels les deux marchands ont poursuivi des débiteurs.

Établissons d'abord une tendance lourde. Jacques Leber entame 28 procès en 38 ans, soit de 1665 à 1703, dont 23 procès pour dette alors que Charles de Couagne se présente au tribunal à 189 reprises entre 1682 et 1703, dont 159 procès en lien avec des créances. Ces recours sont-ils le simple reflet du plus grand nombre de prêts accordés par Couagne? Couagne entreprend cinq fois plus de procès, mais il avait seulement 1,5 fois plus de créances non-remboursées à son inventaire de 1706 (387 contre 257). Étant donné qu'il avait consenti neuf fois plus d'obligations (559 contre 61), le recours à la justice aurait pu servir à réduire le volume de dettes en souffrance. Nous avons dû éliminer cette hypothèse, car Couagne utilise la justice de différentes manières, le tribunal n'étant pas pour lui une simple agence de recouvrement.

Lorsqu'un demandeur a recours à la justice, c'est qu'il n'est pas en mesure de régler seul ou à l'aide d'un médiateur le conflit dans lequel il est impliqué. L'usage de la justice est donc un choix fait par le demandeur. Ce n'est qu'à la suite de l'échec de

l'infrajustice que les individus ont recours à la justice¹. Nous tenterons donc d'évaluer à quelle fin est utilisée la justice et à quel moment elle entre en jeu.

3.1 Un défendeur, un débiteur

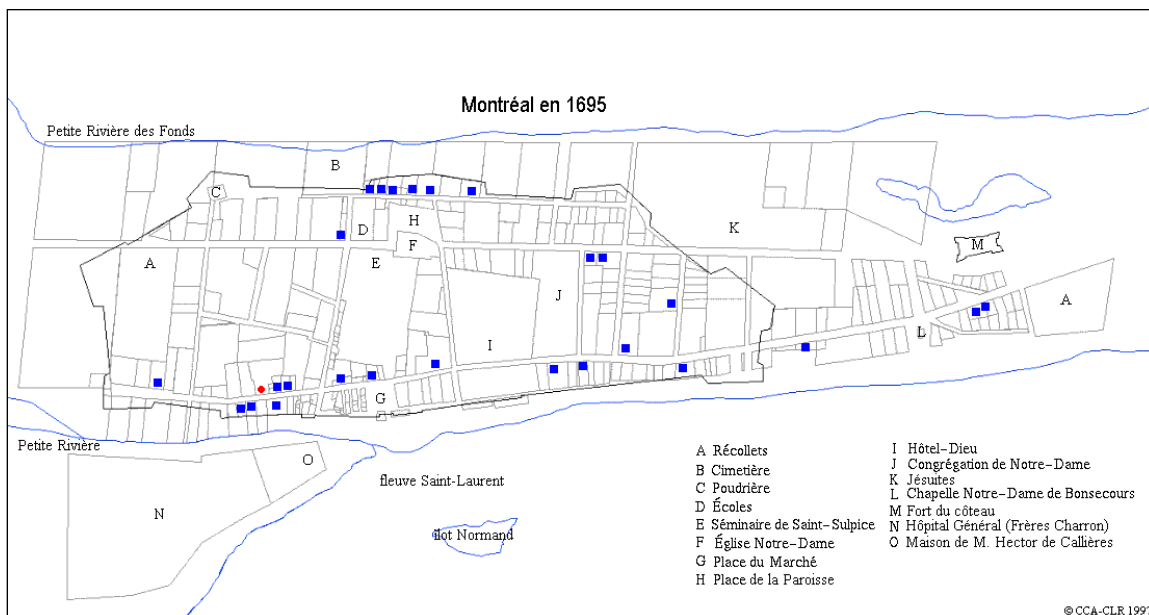
Cette partie a pour but de distinguer le débiteur du défendeur. Ce ne sont pas tous les débiteurs qui deviennent des défendeurs, mais seulement une partie des mauvais payeurs qui n'ont pas remboursé leur dette suite au délai prescrit. La résidence et le métier du défendeur vont permettre d'évaluer si les débiteurs poursuivis se distinguent de l'ensemble des débiteurs.

3.1.1 *La résidence des défendeurs*

Les cartes suivantes comparent les lieux de résidence des défendeurs lors du procès en comparaison du marchand étudié, le demandeur. Le cercle représente le lieu où demeurent Jacques Leber ou Charles de Couagne, et les carrés, les défendeurs résidants dans la ville et dont l'emplacement est connu. La résidence des défendeurs en ce qui concerne Charles de Couagne (figure 3.1) est majoritairement située sur la rue Saint-Paul, où habitent ces marchands. Cependant, il est également possible d'observer une certaine distribution dans l'ensemble de la ville comme il a été observé précédemment avec les obligations. Par contre, il y a une agglomération de défendeurs sur la rue Saint-Jacques près de la place de la Paroisse qui n'avait pas été observée jusqu'à présent.

¹ Benoît Garnot, *Histoire de la justice : France, XVI^e-XXI^e siècle*, Paris, Gallimard, 2009, p. 343-344.

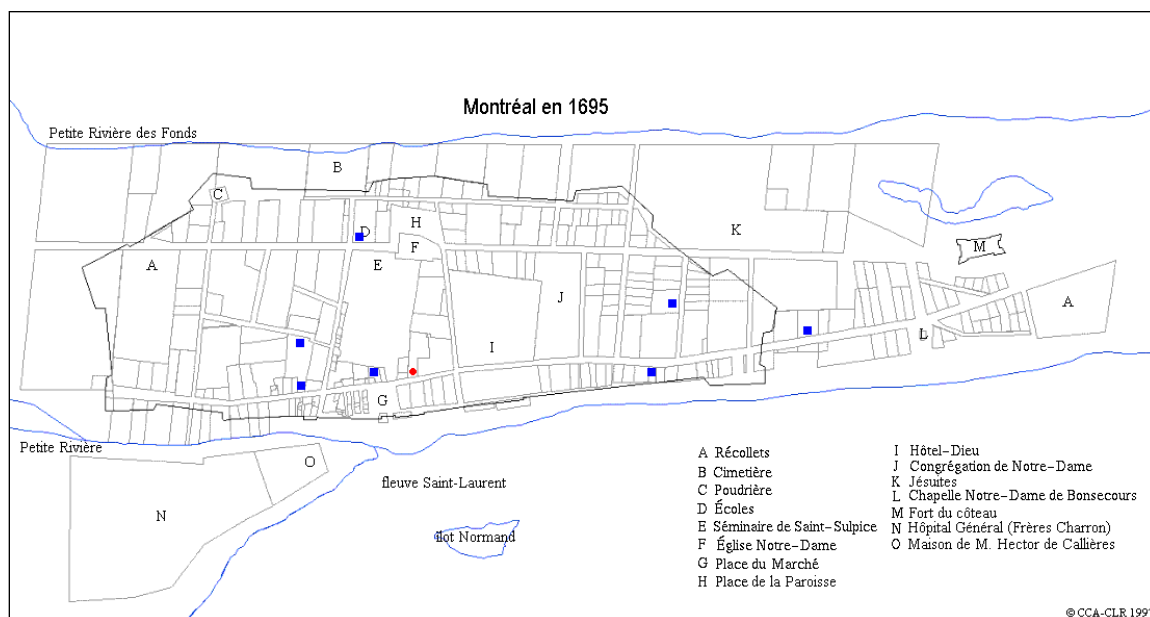
Figure 3.1 Résidence de Charles de Couagne et des défendeurs provenant des procès pour dette où il est le demandeur de 1682 à 1703



Sources : Adhémar, Bailliage, BAnQ, Parchemin

Le peu de défendeurs dont l'emplacement est connu pour Jacques Leber (figure 3.2) démontre également une certaine concentration sur la rue Saint-Paul. Cependant, il y a quelques résidences situées ailleurs dans la ville ce qui va à l'encontre de ce qui a été observé jusqu'à présent. Cette légère dispersion montre que son rapport à la ville ne se limite pas seulement à la rue Saint-Paul comme le laissaient croire les obligations.

Figure 3.2 Résidence de Jacques Leber et des défendeurs provenant des procès pour dette où il est le demandeur de 1665 à 1703



Sources : Adhémar, Bailliage, BAnQ, Parchemin

Les défendeurs sont majoritairement dans un espace géographique qui est près de la résidence de Leber. Ils sont principalement situés à Montréal avec 65 % et même à 95 % en tenant comptes des résidences sur l'île de Montréal. Parmi les 23 procès dont les résidences sont connues, il n'y a qu'un seul défendeur résidant hors de l'île, soit à Boucherville. Ces données sont une fois de plus en contradiction avec ce qui a été observé dans le chapitre précédent puisque les créances consignées dans les inventaires après décès, les habitants de Montréal et l'île de Montréal sont presque absents alors que les débiteurs se retrouvent plus souvent au sud-est de l'île. Jacques Leber emploie donc la justice envers des personnes résidant à de faibles distances de lui. Cette pratique reflète alors le type de fréquentation que l'on retrouve devant un tribunal urbain. À l'instar de

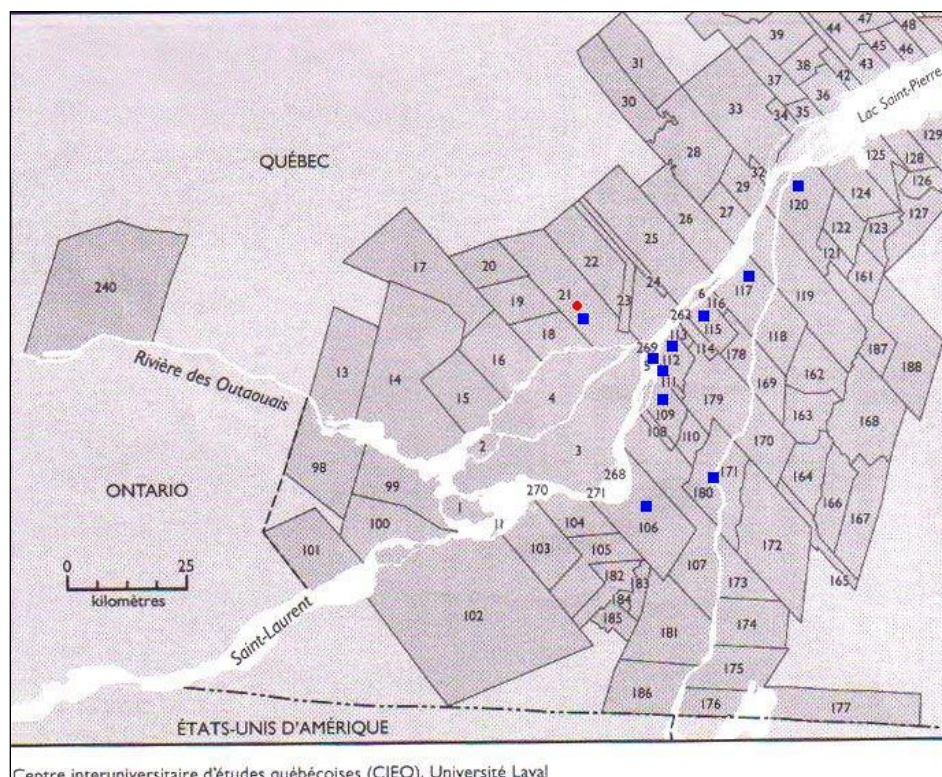
Québec et de Trois-Rivières, la justice montréalaise rassemble généralement des habitants de la ville et des environs².

C'est tout le contraire en ce qui concerne Charles de Couagne (figure 3.3). Bien qu'il y ait une prédominance de défendeurs résidants à Montréal (54 %) et 73 % en incluant l'île de Montréal, le réseau géographique est le même qu'observé dans le chapitre deux. Une fois de plus, le réseau s'étend sur le sud-est de l'île de Montréal et va en aval sur le fleuve Saint-Laurent. Les seuls lieux qui se démarquent par rapport au nombre de personnes poursuivies sont Boucherville (cinq défendeurs), l'île Sainte-Thérèse (quatre) ainsi que Verchères et Varennes (trois).

Couagne ne se limite pas seulement au gouvernement de Montréal. Cinq débiteurs résident à Québec ainsi qu'une personne au Cap-de-la-Madeleine, Batiscan, Portneuf, Trois-Rivières et Charlesbourg en plus de trois défendeurs résidant en France qui sont représentés par une personne présente dans la colonie. La distance ne semble donc pas être un élément pris en compte lorsque Charles de Couagne poursuit une personne. Il se démarque même par rapport à l'usage habituel de la justice urbaine par les habitants de la colonie.

² John Alexander Dickinson, *Justice et justiciables : la procédure civile à la Prévôté de Québec, 1667-1759*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1982, p. 146 et Julie Marleau, *La Juridiction royale des Trois-Rivières en Nouvelle-France : la ville, les officiers et les habitants (1663-1760)*, mémoire de maîtrise, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 2014, p. 88-89.

Figure 3.3 Résidence des défendeurs de Charles de Couagne provenant des procès pour dette où il est le demandeur de 1665 à 1703



Sources : Grenier, Adhémar, Bailliage, BAnQ, Parchemin

3.1.2 La profession des défendeurs

Le faible nombre de poursuites entamées par Leber se répercute sur un éventail limité de métiers (tableau 3.1). Les artisans, les marchands, les habitants, forment les groupes les plus représentés. Le nombre d'habitants peut surprendre, car Leber prête moins à cette catégorie qu'aux marchands. Il est toutefois possible que des voyageurs auxquels il prêtait soient des habitants. Le nombre de marchands est beaucoup plus présent dans les procès que les inventaires et les actes notariés. Les métiers liés à la ville sont également très présents. Il faut souligner que le nombre important de procès faits contre des défendeurs résidant à Montréal crée cette tendance.

Tableau 3.1 Professions des défendeurs de Jacques Leber et Charles de Couagne provenant des procès où un des deux marchands sont demandeurs de 1665 à 1703

Professions	Jacques Leber	Charles de Couagne
Alimentation	3	8
Artisans	9	23
Habitants	4	31
Marchands	5	32
Officiers civils	-	3
Officiers militaires	3	9
Autre	-	2
Voyageur	-	3
Inconnu	3	85
Total	24	193

Sources : Adhémar, Bailliage, BAnQ, Parchemin

La plus grande diversité d'individus auxquels Couagne prête de l'argent se retrouve aussi dans le portrait de ceux qu'il poursuit. Les habitants et marchands dominent avec 29 et 30 % chacun des défendeurs. Les habitants représentant plus de la moitié des débiteurs dont le métier est connu, l'importance des marchands signale une particularité des stratégies de recouvrement de Couagne. Mais ce ne sont pas seulement les marchands qui sont plus présents, mais également les métiers associés à la ville tel que les divers métiers d'artisan.

L'importance des habitants parmi les débiteurs et les défendeurs nous amène à nuancer la proposition de Dickinson selon lequel les habitants font rarement l'objet d'un litige avec un marchand. Il y a vu un signe que la campagne n'est pas intégrée dans l'économie de marché³. Est-ce aussi simple? Pourtant les deux marchands étudiés accordent de nombreux prêts dans les seigneuries autour de Montréal. Les habitants n'ont pas eu à attendre le XVIII^e siècle, lorsque les marchands font leur entrée dans la campagne, pour participer à l'économie de marché⁴.

³ John Alexander Dickinson, *Justice et justiciables*, op. cit., p. 169.

⁴ *Ibid.*, p. 172-174.

3.2 Pourquoi poursuivre

La justice n'est pas employée arbitrairement. Chaque demandeur a une stratégie propre selon les objectifs visés. Les procès impliquant une saisie sont observés séparément pour comprendre qui sont ceux visés par cette méthode en plus de la fréquence des procès.

3.2.1 *Les procès*

Observons d'abord l'implication personnelle des marchands dans les procédures. Jacques Leber se fait représenter par une autre personne ou un procureur dans 12 des 23 procès qu'il a intentés pour dette alors qu'à Québec à la fin du XVII^e siècle, les procureurs sont présents dans 15 % des procédures⁵. Leber se fait donc représenter plus souvent que la moyenne des demandeurs. Son représentant est un commis à son emploi ou un officier de justice qui agit en tant que procureur. Jeanne Lemoine ne comparait pas pour son époux. Les sources disponibles ne nous permettent pas d'expliquer cette pratique.

Charles de Couagne quant à lui a également recours à un procureur, mais dans seulement 32 procès sur un total de 159, soit 20%. Il s'agit presque exclusivement d'un officier de justice, soit un huissier ou un notaire. Aucune de ses épouses ne le représente à une procédure. À la prévôté de Québec à la même époque, la femme ou un membre de la famille est le type de procureur le plus fréquent. Ce n'est qu'au XVIII^e siècle que la famille est remplacée par les huissiers pour agir à titre de procureur⁶. Les deux marchands sont donc des précurseurs comparativement à ce qui a été observé à Québec par Dickinson.

⁵ *Ibid.*, p. 84.

⁶ *Ibid.*, p. 84.

Pour ce qui est de Couagne, la justice est davantage un outil pour récupérer des créances qu'un système de régulation sociale. La justice n'est qu'un moyen parmi d'autres pour gérer les comptes en souffrance, comme on peut l'observer dans le cas du procès entre Charles de Couagne, demandeur, et François Bissonnet, défendeur. Couagne poursuit Bissonnet pour le paiement d'un compte arrêté d'une valeur de 121 livres (#) 8 sols (s). Le défendeur admet devoir cette somme au demandeur, mais soutient que le solde est inférieur puisqu'il a remis diverses fournitures depuis ce temps. Connaissant bien son créancier, Bissonnet déclare qu'il sait que le demandeur va contester la remise de ces fournitures pour récupérer la somme demandée. Alors, il demande que Couagne lui remette un billet de 418 # et offre de justifier les sommes contestés par celui-ci. Couagne déclare qu'il est vrai que le défendeur lui a fourni des sommes en fournitures, mais elles n'égalent pas le montant demandé. Finalement, le défendeur doit payer la somme réclamée⁷. Ce procès révèle que les deux parties sont inscrites dans un processus qu'elles connaissent bien et où elles jouent chacune leur rôle. Couagne a entamé ce procès dans un seul but : récupérer la somme de 121 # 8 s provenant du compte arrêté et ne se laisse pas détourner de son objectif par les manœuvres du défendeur.

Un autre exemple oppose Couagne à Gilles Carré et Guillaume Lefebvre, défendeurs. Le demandeur réclame 129 # 10 s pour un solde de marchandises sur trois comptes. Les défendeurs déclarent alors qu'ils ont des comptes particuliers à faire avec le demandeur. Le demandeur réplique qu'il a produit son propre compte⁸. Couagne démontre à nouveau sa stratégie de ne pas mélanger les comptes et d'obtenir son dû pour

⁷ BAnQ-CAM, TL4,S11,D3,0530, « Procès entre Charles de Couagne, demandeur, et François Bissonnet, défendeur », 03 août 1703.

⁸ BAnQ-CAM, TL4,S11,D3,0530, « Procès entre Charles de Couagne, demandeur, et Gilles Carré et Guillaume Lefebvre, défendeur », 17 et 25 février 1682.

une seule affaire sans tenter de résoudre l'ensemble des sommes qui pourraient découler d'autres transactions.

Couagne refuse également de perdre une créance par des tactiques reposant sur les droits matrimoniaux. Il poursuit Nicolas Demers dit Montfort, défendeur, pour le paiement d'une obligation de la somme de 5 625 # 14 s 9 d de France. Barbe Jetté, épouse de Demers, remplace son mari alors absent et déclare qu'elle renonce à la communauté de biens sauf les réserves pour ses droits et prétentions selon son contrat de mariage. Elle s'engage à payer les 40 # que le demandeur lui a personnellement prêtées et refuse d'être responsable des dettes de son mari, argument repris par André Demers, qui assiste Barbe Jetté, à la séance suivante. Ayant demandé à voir le contrat de mariage, Couagne rejette la position de Jetté et maintient qu'elle doit payer les dettes de son mari et que la renonciation n'est ni bonne ni valable. Le juge conserve les pièces pour rendre sa décision ultérieurement, jugement que nous n'avons pas trouvé⁹.

Couagne s'immisce même dans des procès où il n'est pas une partie en cause lorsqu'il craint l'impact d'un jugement sur le remboursement d'une dette. À la suite d'une sentence criminelle qui oblige un défendeur à compenser un demandeur, Couagne manifeste son mécontentement contre le procureur en lui lançant des invectives¹⁰.

L'usage sélectif, quoique persistant, de la justice par Couagne est aussi suggéré par le fait que le non-paiement ne mène pas automatiquement à un procès. Des dettes mentionnées dans les inventaires après décès qui ont plus de dix ans alors que les procès sont majoritairement pour des dettes de moins de cinq ans et plus particulièrement dans la

⁹ BAnQ-CAM, TL4,S11,D3,0319 et 0341, « Procès entre Charles de Couagne, demandeur, et Nicolas Demers dit Montfort, défendeur », 09 et 26 janvier 1703.

¹⁰ Gilles Proulx, Les dossiers du Bailliage de Montréal au XVII^e siècle, Québec, 2008, dossier 43, 21 juin au 2 septembre 1690, DVD.

même année que le prêt a été consenti. Couagne n'accorde pas non plus d'importance au type de crédit qui a été employé à l'origine, car il y a autant des obligations, des rentes, des billets, des comptes que des marchés qui mènent à des procès.

Leber a une stratégie plus sélective. Il entame seulement des procès pour du crédit dit informel comme un marché, un billet, un compte, etc.... Jacques Leber utilise donc la justice pour faire reconnaître une dette dite informelle devant la justice. Leber prévient « ainsi tout risque de prescription et d'obtenir une condamnation de principe de défendeur¹¹. » D'ailleurs, huit défendeurs reconnaissent devant la justice qu'ils doivent la dette réclamée par Leber. Il faut également ajouter les défauts de comparution qui donne gain de cause au demandeur puisque le défendeur refuse de plaider sa cause¹². Pour Leber, la justice n'apparaît donc pas comme un acte de recouvrement puisqu'un grand nombre de défendeurs reconnaissent la somme due. La justice est employée dans le but de faire reconnaître la dette par un acte officiel. Ce qui signifie que les débiteurs qui sont redevables envers Leber sont, en général, de bons payeurs puisque Leber n'emploie pas la justice pour réclamer une dette. Le faible nombre d'obligations observé dans le chapitre précédent laisse également sous-entendre que Leber choisit à qui il accorde un prêt, en fonction de leurs capacités de remboursement puisque ce dernier ne poursuit aucun individu ayant contracté une obligation ou une rente. Ainsi, si Leber fait acte de prudence en accordant un prêt, il est donc normal qu'il y ait un faible nombre de poursuites judiciaires.

¹¹ Hervé Piant, *Une justice ordinaire : justice civile et criminelle dans la prévôté royale de Vaucouleurs sous l'Ancien Régime*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, p. 144.

¹² Fabrice Mauclair, *La justice au village : justice seigneuriale et société rurale dans le duché-pairie de La Vallière (1667-1790)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 274-275.

Leber n'a pas autant de succès dans des procédures difficiles que Couagne. Dans un procès opposant Jacques Leber, demandeur, et Charles Testard de Folleville, défendeur, Leber réclame 414 # pour des marchandises. Le défendeur comparant par sa femme, déclare qu'il faut réduire la somme puisque 20 minots de blé ont été livrés au demandeur. Leber insiste pour se faire rembourser ses marchandises sans égard aux livraisons, mais le juge lui ordonne de faire les comptes pour en déduire le blé livré¹³. Alors que Couagne réussit à maintenir le cap sur la somme à rembourser, Leber doit accepter des accommodements.

Suite à ces observations, il faut déterminer la place des pères d'enfants parrainés par les familles des marchands. En ce qui a trait à Leber, six pères ont été identifiés. Ces procès ressemblent aux autres : soit qu'il y a une reconnaissance de dette ou un défaut de comparution. Pour Couagne, il y a seulement sept pères d'enfants parrainés. Tout comme Leber les procès sont semblables aux autres, il s'agit majoritairement de procès pour une dette dite formelle. Ainsi, tout comme il a été observé dans le chapitre précédent, les pères d'enfants parrainés ne sont pas traités différemment des autres défendeurs.

3.2.2 La saisie, une bonne option?

Le montant demandé ne semble pas expliquer pourquoi Leber poursuit un débiteur puisque les réclamations vont de 17 à 11 245 #. La majorité des créances sont de moins de 800 #. Il n'y a que trois créances qui sont de plus de 1 000 #.

¹³ BAnQ-CAM, TL2, « Procès entre Jacques Leber, demandeur, et Charles Testard de Folleville, défendeur », 27 juillet 1679.

Tableau 3.2 Montant demandé par Jacques Leber et Charles de Couagne dans les procès pour dette, 1665-1703

	Jacques Leber	Charles de Couagne
49# et moins	2	17
50# à 99#	1	16
100# à 199#	4	23
200# à 399#	3	19
400# à 599#	3	13
600# à 799#	3	7
800# à 999#	-	6
1 000# à 2 499#	2	13
2 500# à 4 999#	-	5
5 000# à 7 499#	-	7
7 500# à 9 999#	-	-
10 000# et plus	1	2
Inconnu	4	31
Total	23	159

Sources : Bailliage, BAnQ

Il en va de même pour les sommes réclamées par Charles de Couagne, lequel peut se présenter devant le juge pour une somme de 1 # ou de 72 383 #. Tout ce qui importe c'est de récupérer la somme demandée. Une assignation au tribunal vaut huit sols à Montréal à la fin du XVII^e siècle¹⁴. Il est donc certain qu'il n'est pas avantageux d'entamer des procédures pour un billet de 1 # 17 s 8 d¹⁵. Cependant, le recours à la justice fait en sorte qu'il y ait le paiement d'un intérêt sur la somme demandée une fois le jugement rendu¹⁶. Toutefois, il faut souligner que la majorité des dettes de plus de 1 000 #, se font surtout à partir de 1700.

Quelle que soit la somme en jeu, la saisie reste une démarche de dernier recours pour Leber. Celui-ci n'utilise la saisie qu'à trois reprises, soit pour un bail, et pour des

¹⁴ BAnQ-CAM, TL4,S11,D3,0466, « Procès entre Charles de Couagne, demandeur, et Marie-Madeleine Michaud, veuve de Jacques Leduc, défenderesse », 08 juin 1703.

¹⁵ BAnQ-CAM, TL2, « Procès entre Charles de Couagne, demandeur, et Eustache Prévost, défendeur », 02 janvier 1692.

¹⁶ John Alexander Dickinson, *Justice et justiciables*, op. cit., p. 163-164.

créances de 265 # 11 s 6 d et 11 245 # 6 d. Le faible nombre de saisies ne permet pas d'effectuer une analyse sur les métiers des défendeurs qui sont saisis. Ceci confirme le constat de Dechêne selon lequel Leber a seulement 15 % de ses créances considérées comme douteuses comparativement à 75 % pour ce qui est Couagne¹⁷.

Les pratiques plus risquées de Couagne l'amènent à recourir plus souvent à la saisie. Dans un premier cas, il tente de recouvrir la somme de 118 # 13 s 6 d. Bien que le défendeur reconnaisse la dette, il se déclare incapable de la rembourser et offre de payer les intérêts¹⁸. Le second exemple est pour le paiement de 5 466 # 2 s 6 d pour des rentes constituées, les arrérages et les intérêts. Le défendeur reconnaît la dette, mais n'est pas en état de payer. Le défendeur fait donc un abandon pur et simple de sa part de la succession de Jean Leduc et Marie Soulinier au demandeur¹⁹.

Tableau 3.3 Professions des débiteurs dans les procès impliquant une saisie, 1665-1703

Professions	Jacques Leber	Charles de Couagne
Alimentation	-	1
Artisan	2	7
Habitant	-	7
Marchand	1	13
Officiers militaires	-	2
Autre	-	2
Voyageur	-	2
Inconnu	1	21
Total	4	55

Sources : Adhémar, Bailliage, BAnQ, Parchemin

Couagne utilise la menace de saisie dans plus du quart de ses procès (32%). Cette approche ne s'inscrit toutefois pas dans une relation de marchand à paysan. En observant

¹⁷ Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle : essai*, Montréal, Boréal, 1988, p. 207.

¹⁸ BAnQ-CAM, TL2, « Procès entre Charles de Couagne, demandeur, et Jacques Brunel, défendeur », 11 février 1695.

¹⁹ BAnQ-CAM, TL4,S11,D3,0685, « Procès entre Charles de Couagne, demandeur, et Alphonse de Tonty de Paludy, défendeur », 13 novembre 1703.

le tableau 3.3, les marchands sont ceux qui sont le plus fréquemment saisis, malgré le fait qu'ils poursuivent un nombre égal d'habitants. Pour Couagne, il est beaucoup plus important de récupérer un prêt fait auprès d'un autre marchand qu'auprès des paysans qui sont pourtant plus à risque de retarder le remboursement puisque tout dépend de leur récolte²⁰. Par contre, il faut mentionner qu'un paysan offre une meilleure garantie qu'un marchand, car il possède une terre. Il faut également mentionner lorsqu'une saisie est réalisée sur un censitaire, le seigneur a la priorité sur le marchand pour récupérer une créance²¹. Un marchand quant à lui, peu tout perdre lors d'un voyage de traite et ainsi ne plus détenir de possession pour rembourser un prêt. Pour qu'un marchand puisse régler ses dettes, il doit obtenir un prêt d'un autre marchand et faire du profit sur les prochains voyages de traite. Il est donc beaucoup plus risqué d'attendre le remboursement d'un marchand plutôt qu'un paysan. Piant dénote également ce comportement dans la prévôté de Vaucouleurs. Parmi les procès impliquant une dette, le non-paiement de marchandises est « une cause immédiate de conflit²² » par la rareté de l'argent. Cependant, la saisie n'est pas le moyen privilégié par ceux-ci pour récupérer leur gain. Puisqu'une saisie ne signifie pas nécessairement que le marchand va récupérer l'ensemble des sommes demandées puisqu'il peut se heurter à l'insolvabilité de débiteur²³. La raison poussant Couagne à faire une saisie est difficile à cerner. Il peut agir pour une dette formelle ou informelle ou une dette devant être payée il y a quelques mois ou plusieurs années. Il n'y

²⁰ Louis Michel, « Endettement et société rurale dans la région de Montréal au dix-huitième siècle. Premières approches et éléments de réflexion », dans François Lebrun et Normand Séguin, dir., *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVIIe -XXe siècles*, Trois-Rivières et Rennes, Centre de recherche en études québécoises, Université du Québec à Trois-Rivières/ Presses universitaires de Rennes 2, 1987, p. 175.

²¹ Sylvie Dépatie, « La seigneurie de l'Île-Jésus au XVIII^e siècle », dans Sylvie Dépatie, Mario Lalancette et Christian Dessureault, *Contributions à l'étude du régime seigneurial canadien*, Montréal, Hurtubise, 1987, p. 78.

²² Hervé Piant, *Une justice ordinaire*, op. cit., p. 143.

²³ *Ibid.*, p. 146-147.

a qu'un seul procès dont la raison de la saisie est claire. Le défendeur, Jean Paris dit Champagne, est sur son départ. Ainsi, Couagne, le demandeur, demande une saisie pour récupérer 42 # pour des marchandises²⁴.

3.2.3 *Le calendrier des procès*

Le moment où un marchand choisit d'avoir recours à la justice peut être calculé selon des considérations stratégiques, comme il peut découler des circonstances du moment. D'un premier coup d'œil, on peut conclure que Jacques Leber entame un procès surtout en automne (figure 3.4). Ces résultats vont également dans le même sens que la prévôté de Québec qui a un nombre plus élevé de procès-verbaux dans le mois d'octobre et de novembre²⁵. Ce calendrier n'est pas le fruit du hasard, mais bien du rythme de l'économie montréalaise. Leber intente un procès en octobre puisque Isaac Nafrechou devait rembourser un compte arrêté le 2 août²⁶. Simon Guillory doit une promesse datée de juin 1682 et le procès a lieu en octobre 1683²⁷. Les procès du 25 septembre 1685²⁸ et du 24 septembre 1694²⁹ présentent également des situations similaires. L'automne correspond à l'arrivée des fourrures venant des postes de traite à Montréal. Ceci correspond au rythme normal de l'économie marchande³⁰.

²⁴ BAnQ-CAM, TL2, « Procès entre Charles de Couagne, demandeur, et Jean Paris dit Champagne, défendeur », 05 novembre 1687.

²⁵ John Alexander Dickinson, *Justice et justiciables op. cit.*, p. 227.

²⁶ BAnQ-CAM, TL2,209v, « Procès entre Jacques Leber, demandeur, et Isaac Nafrechou, défendeur », 13 octobre 1676.

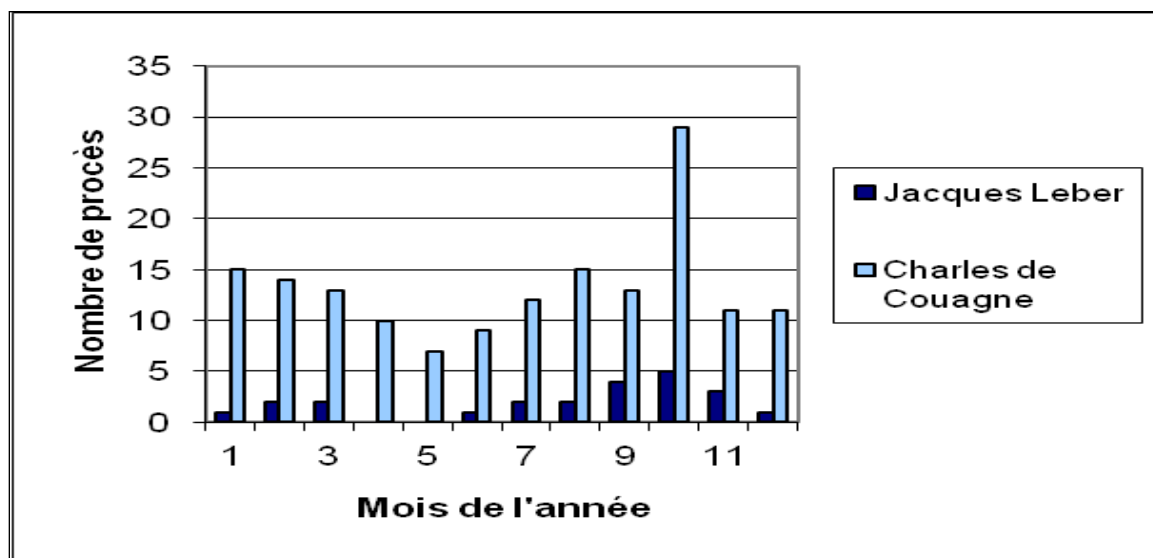
²⁷ BAnQ-CAM, TL2,195v, « Procès entre Jacques Leber, demandeur, et Louise Bouchard, défenderesse », 07 octobre 1683.

²⁸ BAnQ-CAM, TL2,322; TL2,322v, « Procès entre Jacques Leber, demandeur, et Jacques Cauchois, défendeur », 25 septembre 1685.

²⁹ BAnQ-CAM, TL4,S11,D1,0461; TL4,S1,D68, « Procès entre Jacques Leber, demandeur, et Jacques Millot, défendeur », 24 septembre 1694.

³⁰ Louise Dechêne, *Habitants et marchands, op. cit.*, 529 p.

Figure 3.4 Répartition des procès de Jacques Leber et Charles de Couagne où les deux marchands sont demandeurs de 1665 à 1703



Sources : Bailliage, BAnQ

En observant la fréquence des procès de Charles de Couagne (figure 3.4) il est possible d'y observer une plus grande uniformité saisonnière avec neuf à 15 procès par mois hormis celui de mai qui en compte sept et le mois d'octobre qui en compte 29. Le cas particulier d'octobre s'explique en partie par les 11 procès intentés en un seul jour soit, le 16 octobre 1696. Cette journée seulement peut expliquer le grand écart qu'il y a entre les mois d'octobre et les autres mois.

Il y a fréquemment deux procès ou plus par jour ou par semaine. Il peut également y avoir plusieurs mois sans aucune poursuite. Couagne ne suit pas la tendance classique d'utilisation de la justice en fonction du climat et des saisons³¹. Il ne suit pas également l'activité économique puisqu'il poursuit peu importe le moment dans l'année.

Hormis le cycle économique, le demandeur entame une procédure au moment qu'il le juge opportun. Le juge civil et criminel en fonction peut être mieux disposé envers certaines personnes. En revanche, il peut être moins favorable à d'autres. Le

³¹ John Alexander Dickinson, *Justice et justiciables, op. cit.*, p. 112-116.

tableau 3.4 présente le nombre de procès pour chaque juge civil et criminel en fonction lors du procès. Il n'en ressort pas un juge favori plutôt qu'un autre. Charles de Couagne arrive à Montréal en 1681, il est donc normal qu'il n'y ait aucun procès auparavant. En observant les obligations et les inventaires après décès, il y a davantage de prêts accordés par les marchands à la fin de leur vie, particulièrement dans le cas de Couagne. Il est donc normal que le nombre de procès soit plus élevé avec Juchereau et Deschambault.

Tableau 3.4 Fréquence des procès où Jaques Leber et Charles de Couagne sont demandeurs en fonction du juge civil et criminel de Montréal

Juge civil et criminel	Jacques Leber	Charles de Couagne
Charles-Joseph d'Ailleboust des Musseaux (1663-1677)	7	-
Jean-Baptiste Migeon de Branssat (1677-1690)	9	37
Jacques-Alexis Fleury de Deschambault (1690-1693)	1	14
Charles Juchereau de Saint-Denis (1693-1703)	3	67
Jacques-Alexis Fleury de Deschambault (remplace Juchereau de 1701-1706 puis de 1706-1715)	3	41
Total	23	159

Sources : Adhémar, Bailliage, BAnQ

Les marchands sont reconnus pour employer la justice fréquemment pour régler leur conflit de nature économique. Le marchand entame un procès pour être payé, mais il peut se servir de ce procès pour montrer l'exemple à d'autres mauvais payeurs. Un créancier peut effrayer ses autres débiteurs en démontrant qu'il n'a pas peur de recourir à la justice³². Selon Dickinson les marchands de Québec représentent 9,7 % des plaideurs entre 1685 et 1689, mais ils assurent 48,2 % de leur présence devant la cour³³. Près de la moitié des litiges en lien avec le commerce sont pour des marchandises³⁴. Il est donc

³² Hervé Piant, *Une justice ordinaire*, op. cit., p. 110.

³³ John Alexander Dickinson, *Justice et justiciables*, op. cit., p. 165.

³⁴ *Ibid.*, p. 128.

normal qu'un grand nombre de procès soit entre deux marchands. Par le fait même, les litiges impliquant une dette sont les causes le plus souvent représentées dans les procès de nature civile³⁵. Un certain nombre de procès n'est que pour faire reconnaître la créance due par le défendeur qui reconnaît la dette. Par contre, un défendeur peut également contester la somme demandée. Ainsi, chaque partie doit prouver ce qu'il affirme. Pour réclamer sa dette, un demandeur peut avoir recours à la saisie, sauf qu'il y a une certaine réticence face à ce mode de paiement puisque cela entraîne nécessairement des frais et le ou les créanciers peuvent se heurter à l'insolvabilité du débiteur³⁶.

Charles de Couagne et Jacques Leber sont deux marchands ayant chacun une méthode quant au prêt à un individu. Il en est de même avec la justice. Jacques Leber emploie la justice pour la reconnaissance d'une dette qui n'a pas été officialisée devant un notaire et ce peu importe l'individu et son métier. Cependant, il emploie la justice majoritairement pour des personnes résidentes près de lui. Ce qui fait en sorte que Leber poursuit un grand nombre de métiers liés à la ville. Pour ce qui est de Couagne, le grand nombre de procès laissait croire à un simple plaideur acharné, mais dans les faits, il s'agit d'un marchand qui choisit ses combats. En effet, ce dernier emploie la justice majoritairement contre des métiers de la ville alors que le plus grand nombre des prêts accordés ont été en faveur des habitants. La distance géographique n'est pas un obstacle pour entamer des poursuites. Lorsque Couagne décide d'entamer un procès, il veut par-dessous tout obtenir son dû, et ce peu importe les raisons invoquées par les défendeurs pour réduire la somme demandée. Ces deux marchands démontrent ainsi deux méthodes

³⁵ Hervé Piant, *Une justice ordinaire, op. cit.*, p. 143.

³⁶ *Ibid.*, p. 144-148.

quant au recours à la justice qui n'ont pas été observées par l'historiographie jusqu'à présent.

CONCLUSION

L'image du marchand qui saisit et accapare les terres de paysans lorsque ceux-ci ne peuvent pas rembourser leurs dettes ne s'applique pas aux deux marchands étudiés dans ce mémoire. De plus, celui qui, au premier coup d'oeil, semble être un plaideur acharné est plutôt un utilisateur judicieux des tribunaux. On constate aussi que, oeuvrant dans un même contexte commercial, Leber et Couagne ont adopté des pratiques de prêt et de recouvrement différentes, reflétant une diversité de stratégies alors que l'économie est encore en développement. Tous deux font partie des marchands-équipeurs qui financent les expéditions de traite et ils ont aussi prêté des sommes à des habitants de la campagne. Parfaitement intégrées à l'économie montréalaise, leurs pratiques financières nous aident à mieux découvrir ce qui distinguent les marchands coloniaux.

Bien qu'ils soient décédés la même année, les deux hommes font partie de générations différentes et de vagues d'immigration différentes. Inscrits dans des réseaux sociaux différents – et à une époque, en conflit – Leber et Couagne ne s'associent pas aux mêmes familles lorsque vient le temps de parrainer des enfants.

Le réseau social de Jacques Leber est fermé. Ce sont presque toujours les mêmes liens d'origines qui apparaissent : arrivée dans la colonie avant 1665, résidence à Montréal et plus particulièrement sur la rue Saint-Paul près de la place du Marché. Par contre, à l'extérieur de Montréal, le réseau géographique est beaucoup plus grand que celui dont fait partie Couagne.

Charles de Couagne fait partie du réseau d'habitants arrivés dans la colonie après 1665. Ce réseau est en formation continue par l'accueil constant de nouveaux individus. Rien ne semble les unir hormis le fait qu'ils soient dans un réseau opposé aux anciens

habitants quant au commerce et, à l'occasion, une allégeance au gouverneur Frontenac. Bien que Couagne ait commencé sa carrière dans la colonie à Québec, ses proches habitent Montréal, les marchands et les artisans étant installés sur la rue Saint-Paul. Contrairement à Leber, le réseau de Couagne ne s'étend pas au-delà de l'île de Montréal.

Les réseaux de crédit ne sont pas calqués sur les réseaux sociaux. L'analyse des créances des deux marchands met en lumière des stratégies très différentes. À partir des inventaires après décès, on constate d'abord que Jacques Leber est plus sélectif et il prête très souvent à des débiteurs avec lesquels il existe un lien de confiance, car les dettes informelles forment la majorité des créances toujours impayées lors de la confection des inventaires. Pour Charles de Couagne c'est tout le contraire. Les actes notariés forment la majorité des dettes retrouvées dans les inventaires, ce qui suggère qu'il doit sécuriser le prêt avec un document formel. L'occupation et la résidence des débiteurs indiquent aussi une approche moins centrée sur la proximité (géographique et sociale) que celle de Leber. La zone couverte par Couagne dépasse l'île de Montréal et il prête beaucoup plus souvent à des habitants, un portrait renforcé par l'analyse des actes notariés.

L'analyse d'ensemble de ces actes, soit les obligations et les rentes constituées, confirme l'importance du crédit formel pour Couagne et son rôle plus limité pour Leber. Celui-ci a rarement recours à des actes notariés, et ce seulement pour formaliser des prêts à des résidents de la rue Saint-Paul. Charles de Couagne formalise très souvent les prêts qu'il consent, dont la moitié sont accordés à des habitants. Sa zone d'activité dépasse celle de son réseau social et s'étend jusqu'à Québec. Tous ces indices portent à croire que ce dernier accorde des prêts à qui le demande, le risque encouru en prêtant à des inconnus étant limité en formalisant la transaction chez le notaire. Cependant, un grand nombre de

dettes ne sont pas payées à terme, c'est à ce moment qu'il est possible d'entamer des procédures judiciaires pour récupérer la somme demandée.

Notre analyse du recours à la justice dans la gestion des dettes nous amène aussi à nuancer l'image du marchand qui utilise l'institution comme agence de recouvrement. Dans bien des cas, l'assignation ne vise pas à forcer le paiement d'une somme due, mais plutôt à formaliser une dette informelle. C'est le cas de Jacques Leber, lequel demande essentiellement à des défendeurs de reconnaître devoir une somme prêtée par billet ou par compte. Sa zone d'activité financière étant limitée, les défendeurs habitent l'île de Montréal voire la ville.

Lors du dépouillement initial des index des registres d'audience, Charles de Couagne présentait le portrait type du plaideur acharné et on pouvait s'attendre à le voir saisir des terres de paysans. L'analyse des procès a démontré que Couagne réserve ses poursuites pour les métiers urbains, plus particulièrement les marchands, même si plus de la moitié de ses débiteurs sont des habitants des campagnes. Le rapport de dominant à dominé que l'on associe à la relation marchand-paysan doit être adapté pour mettre l'accent sur la relation entre marchand-équipieur et marchand-voyageur. La justice devient plutôt un outil pour gérer le remboursement de marchandises, notamment dans le domaine très risqué de la traite des fourrures. Les saisies, procédures de dernier recours, sont également réservées pour résoudre un financement commercial qui a mal tourné.

Les deux marchands étudiés ont toutefois en commun l'application d'un des principes de base de Jacques Savary pour récupérer un prêt, soit la patience. Jusqu'au début du XVIII^e siècle, la société de la Nouvelle-France n'est certainement pas exempte de rapports de pouvoir entre dominants et dominés. Le crédit fait partie de ces relations et

les marchands disposent de plusieurs outils pour s'assurer que les débiteurs s'acquittent de leurs dus. Cependant, la saisie – recours ultime du créancier – n'est pas utilisée contre des paysans, mais bien contre d'autres marchands. Des prêteurs dont la fortune est plus fragile que celle de Leber et Couagne pourraient utiliser des stratégies plus agressives envers les paysans. L'étude de marchands de niveau intermédiaire et des autres prêteurs viendra compléter le portrait des stratégies de prêt et de recouvrement dans l'économie canadienne.

BIBLIOGRAPHIE

Sources

Canada. Montréal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec.
Fonds Bailliage de Montréal, TL2.

Canada. Montréal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec.
Fonds Juridiction royale de Montréal, TL4.

Canada. Montréal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec.
Fonds Cour supérieure. District judiciaire de Montréal. Greffes de notaires, CN-601.

Instruments de recherche

Dictionnaire de l'Académie française, 1ère édition, Paris, 1694.

Dictionnaire de l'Académie française, 4e édition, Paris, 1762.

Groupe de recherche sur Montréal. *Adhémar. Bases de données du Groupe de recherche sur Montréal Propriété, bâti et population à Montréal, 1642-1805* [en ligne]. Montréal, Centre Canadien d'Architecture, 1996-2008, <http://cca.qc.ca/adhemar/>.

JETTÉ, René. *Dictionnaire généalogique des familles du Québec : des origines à 1730*. Montréal, G. Morin, 2003 (1983), 1176 p.

LAFONTAINE, André. *Recensement annoté de la Nouvelle-France, 1681*. Sherbrooke, [s.d.], 1986 (1981), 428 p.

LANGLOIS, Michel. *Dictionnaire biographique des ancêtres québécois (1608-1700)*. Québec, La Maison des Ancêtres/ Les Archives nationales du Québec, 1998-2001, 4 t.

Programme de recherche en démographie historique de l'Université de Montréal, Généalogie canadienne-française du Québec [en ligne]. Montréal, Université de Montréal, 1999-2006, <http://www.genealogie.umontreal.ca/>.

SAVARY, Jacques. *Le Parfait négociant, ou Instruction générale pour ce qui regarde le commerce de toute sorte de marchandises, tant de France que des pays estrangers*. Paris, L. Billaine, 1675, 324 p.

Société de recherche historique Archiv-Histo. *Parchemin : banque de données notariales du Québec (1635-1789)*. Montréal, Société de recherche historique Archiv-Histo, 1993 -.

Ouvrages généraux

GARNOT, Benoît. *Histoire de la justice : France, XVI^e-XXI^e siècle*. Paris, Gallimard, 2009, coll. « Folio/histoire », 173, 789 p.

GRENIER, Benoît. *Brève histoire du régime seigneurial*. Montréal, Boréal, 2012, coll. « Regards UdeS », 245 p.

HARRIS, R. Cole, et Louise DECHÊNE, dirs. *Atlas historique du Canada. Vol. I : Des Origines à 1800*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987, 198 p.

LACHANCE, André. *Vivre à la ville en Nouvelle-France*. Outremont, Libre Expression, 2004, coll. « Regards UdeS », 306 p.

Études ou monographies

ALLAIRE, Gratien. « Officiers et marchands : les sociétés de commerce des fourrures, 1715-1760 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, n° 3 (1987), p. 409-428.

BONNAULT, Claude de. « Les Coigne du Berry en Canada ». *Le Bulletin des Recherches Historiques*, vol. 46, n° 9 (sept. 1940), p. 276-284.

D'AMOUR, Valérie. *Les réseaux de sociabilité des Montréalais au XVIII^e siècle*. Mémoire de maîtrise, Montréal, Université de Montréal, 2002, 149 p.

DECHÊNE, Louise. *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle : essai*. Montréal, Boréal, 1988, coll. « Boréal compact », 5, 532 p.

DECHÊNE, Louise. « La croissance de Montréal au XVIII^e siècle ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 27, n° 2 (1973), p. 163-179.

DÉPATIE, Sylvie. « Commerce et crédit à l'île Jésus, 1734-75. Le rôle des marchands ruraux dans l'économie des campagnes montréalaises ». *The Canadian Historical Review*, vol. 84, n° 2 (juin 2003), p. 147-176.

DÉPATIE, Sylvie. « La seigneurie de l'Île-Jésus au XVIII^e siècle ». Dans Sylvie Dépatie, Mario Lalancette et Christian Dessureault, *Contributions à l'étude du régime seigneurial canadien*, Montréal, Hurtubise, 1987, p. 7-84.

DESLANDES, Dominique, John A. DICKINSON et Ollivier HUERT, dir. *Les Sulpiciens de Montréal : une histoire de pouvoir et de discrétion, 1657-2007*. Montréal, Fides, 2007, 670 p.

DESROSIERS, Claude. « Un aperçu des habitudes de consommation de la clientèle de Joseph Cartier, marchand général à Saint-Hyacinthe à la fin du XVIII^e siècle ». *Historical Papers / Communications historiques*, vol. 19, n° 1 (1984), p. 91-110.

DICKINSON, John Alexander. *Justice et justiciables : la procédure civile à la Prévôté de Québec, 1667-1759*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1982, coll. « Les Cahiers d'histoire de l'Université Laval », 26, 289 p.

DICKINSON, John Alexander. « La justice seigneuriale en Nouvelle-France : le cas de Notre-Dame-des-Anges ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 28, n° 3 (déc. 1974), p. 323-346.

FINE, Agnès. *Parrains, marraines : la parenté spirituelle en Europe*. Paris, Fayard, 1994, 389 p.

FORSÉ, Michel. « Les réseaux de sociabilité : un état des lieux ». *L'Année sociologique*, vol. 41, n° 1, 1991, p. 247-264.

GADOURY, Lorraine. *La noblesse de Nouvelle-France : familles et alliances*. La Salle, Hurtubise, coll. « Les Cahiers du Québec », 102, 1991, 208 p.

GAGNON, François. *Marchands voyageurs et équipiers de Montréal, 1715-1755*. Mémoire de maîtrise, Montréal, Université de Montréal, 1995, 129 p.

GARNEAU, Jean-Philippe. *Justice et règlement des conflits dans le gouvernement de Montréal à la fin du Régime français*. Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1996, 243 p.

GREER, Allan. *Habitants, marchands et seigneurs : la société rurale du bas Richelieu, 1740-1840*. Québec, Septentrion, 2000, 356 p.

GRENIER, Benoît. *Seigneurs campagnards de la Nouvelle France : présence seigneuriale et sociabilité rurale dans la vallée du Saint-Laurent à l'époque préindustrielle*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, coll. « Histoire », 409 p.

GUTTON, Jean-Pierre. *La sociabilité villageoise dans la France d'Ancien Régime*. Paris, Hachette littératures, 1998 (1979), coll. « Pluriel », 296 p.

INNIS, Harold A. *The Fur Trade in Canada: an introduction to Canadian economic history*. Toronto, University of Toronto Press, 1999 (1956), 463 p.

JAENEN, C. J. « Le Ber, Jeanne ». *Dictionnaire Biographique du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1966, vol. 2, p. 391-392.

LACHANCE, André. *La justice criminelle du roi au Canada au XVIII^e siècle : tribunaux et officiers*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1978, coll. « Les Cahiers d'histoire de l'Université Laval », 22, 187 p.

LACHANCE, André. « Le contrôle social dans la société canadienne du Régime français au XVIII^e siècle ». *Criminologie*, vol. 18, n° 1 (1985), p. 7-18.

LACHANCE, André. *Vivre à la ville en Nouvelle-France*. Québec, Libre Expression, 2004, coll. « Regards UdeS », 306 p.

LALANCETTE, Mario et Alan M. STEWART. « De la ville-comptoir à la ville fortifiée : évolution de la forme urbaine de Montréal au XVII^e siècle ». Dans Sylvie Dépatie et al., ed. *Habitants et marchands, vingt ans après : lectures de l'histoire des XVII^e et XVIII^e siècles canadiens*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1998, p. 254-293.

LAMBERT, Phyllis et Alan STEWART, dir. *Montréal, ville fortifiée au XVIII^e siècle*. Montréal, Centre Canadien d'Architecture, 1992, 93 p.

LANDRY, Yves, dir. *Pour le Christ et le roi : la vie au temps des premiers Montréalais*. Montréal, Libre Expression, 1992, 320 p.

LAUZON, Gilles et Madeleine FORGET, dir. *L'histoire du Vieux-Montréal à travers son patrimoine*. Québec, Les Publications du Québec, 2005, 292 p.

LAVALLÉE, Louis. *La Prairie en Nouvelle-France, 1647-1760 : étude d'histoire sociale*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 1992, coll. « Studies on the history of Quebec », 301 p.

LEMERCIER, Claire. « Analyse de réseaux et histoire ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 52, n° 2 (2005), p. 88-112.

LESPAGNOL, André. *Messieurs de Saint-Malo : une élite négociante au temps de Louis XIV*. Saint-Malo, Éditions l'Ancre de Marine, 1990, 867 p.

MARANTZIDIS, Nikos. « Clientélisme politique et exclusion sociale : le cas des Tsiganes en Grèce ». *Politique et Sociétés*, vol. 18, n° 3 (1999), p. 145-161.

MARLEAU, Julie. *La Juridiction royale des Trois-Rivières en Nouvelle-France : la ville, les officiers et les habitants (1663-1760)*. Mémoire de maîtrise, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 2014, 130 p.

MAUCLAIR, Fabrice. *La justice au village : justice seigneuriale et société rurale dans le duché-pairie de La Vallière (1667-1790)*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, coll. « Histoire », 369 p.

MICHEL, Louis. « Endettement et société rurale dans la région de Montréal au dix-huitième siècle. Premières approches et éléments de réflexion ». Dans François Lebrun et Normand Séguin, dir., *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVIIe -XXe siècles*, Trois-Rivières et Rennes, Centre de recherche en études québécoises, Université du Québec à Trois-Rivières/ Presses universitaires de Rennes 2, 1987, p. 171-181.

MICHEL, Louis. « Le livre de compte (1784-1792) de Gaspard Massue, marchand à Varennes ». *Histoire Sociale*, vol. 13, n° 26 (nov. 1980), p. 369-398.

MICHEL, Louis. « L'économie et la société rurale dans la vallée du Saint-Laurent aux XVII^e et XVIII^e siècles : bilan historiographique ». Dans Sylvie Dépatie et al., ed. *Habitants et marchands, vingt ans après : lectures de l'histoire des XVIIe et XVIIIe siècles canadiens*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1998, p. 69-89.

MICHEL, Louis. « Un marchand rural en Nouvelle-France : François-Augustin Bailly de Messein, 1709-1771 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33, n° 2 (sept. 1979), p. 215-262.

MIQUELON, Dale. « The Merchant in the History of the ``First Canada`` ». Dans Sylvie Dépatie et al., ed. *Habitants et marchands, vingt ans après : lectures de l'histoire des XVIIe et XVIIIe siècles canadiens*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1998, p. 52-68.

MIQUELON, Dale. « Havy and Lefebvre of Quebec : A Case Study of Metropolitan Participation in Canadian Trade, 1730-60 ». *The Canadian Historical Review*, vol. 56, n° 1 (mars 1975), p. 1-24.

MORIN, Yvan. « La représentativité de l'inventaire après décès : l'étude d'un cas : Québec au début du XIX^e siècle ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 34, n° 4 (mars 1981), p. 515-533.

NISH, Cameron. « Couagne, Charles de ». *Dictionnaire Biographique du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1966, vol. 2, p. 160.

NISH, Cameron. « Le Conte Dupré, Louis ». *Dictionnaire Biographique du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1966, vol. 2, p. 396.

PAUL, Josianne. *Sans différends, point d'harmonie : les règlements de conflit à Montréal aux XVIIe et XVIIIe siècles*. Thèse de doctorat, Ottawa, Université d'Ottawa, 2011, 364 p.

PIANT, Hervé. *Une justice ordinaire : justice civile et criminelle dans la prévôté royale de Vaucouleurs sous l'Ancien Régime*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, coll. « Histoire », 306 p.

PRONOVOST, Claude. *La bourgeoisie marchande en milieu rural (1720-1840)*. Québec,

Presses de l'Université Laval, 1998, coll. « Géographie historique », 230 p.

ROBICHAUD, Léon. *Les réseaux d'influence à Montréal au XVII^e siècle : structure et exercice du pouvoir en milieu colonial*. Thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal, 2008, 358 p.

ROBICHAUD, Léon. « Les origines d'une élite créole : les 'principaux' habitants de Montréal au XVII^e siècle ». Dans Thierry Nootens et Jean-René Thuot, *Les figures du pouvoir à travers le temps : formes, pratiques et intérêts des groupes élitaires au Québec, XVII^e-XX^e siècles*, Cahiers du CIEQ, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 13-25.

SAINT-GEORGES, Lise. « Commerce, crédit et transactions foncières : pratiques de la communauté marchande du bourg de l'Assomption, 1748-1791 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 39, n° 3 (1986), p. 323-343.

WIEN, Thomas. « Le Pérou éphémère : termes d'échange et éclatement du commerce franco-amérindien, 1645-1670 ». Dans Sylvie Dépatie et al., ed. *Habitants et marchands, vingt ans après : lectures de l'histoire des XVII^e et XVIII^e siècles canadiens*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1998, p. 160-188.

YOUNG, Kathryn A. *Kin, Commerce, Community: Merchants in the Port of Quebec, 1717-1745*. New York, Peter Lang, 1995, coll. « American university studies. Series IX, histoire », 145, 220 p.

ZOLTVANY, Yves F. « Aubert de La Chesnaye, Charles ». *Dictionnaire Biographique du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1966, vol. 2, p. 27-36.

ZOLTVANY, Yves F. « Le Ber, Jacques ». *Dictionnaire Biographique du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1966, vol. 2, p. 389-391.

Communication

Guy Beaur, "Credit Agreements in the Beauce in the Eighteenth Century", Communication présentée dans le cadre du congrès Reti di credito, Circuiti informali, impropri, nascoti (secoli XIII-XIX), Bologne, 13-14 septembre 2012. Nous remercions M. Beaur d'avoir partagé ce document avant sa publication.

Support numérique

Gilles Proulx, *Les dossiers du Bailliage de Montréal au XVII^e siècle*, Québec, 2008. DVD.